
ANALYSE DE L'UTILISATION
DES (E-)PÉTITIONS
À LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS



Raphaël KIES

CHAIRE DE RECHERCHE EN ÉTUDES PARLEMENTAIRES

JANVIER 2016



Chaire de recherche en études parlementaires

Page | 3

Claude FRIESEISEN

Secrétariat Général de la Chambre des Députés du Luxembourg

23, rue du Marché-aux-Herbes

L-1728 Luxembourg

Téléphone : (00352) 466 966 – 206

Courriel : cfrieseisen@chd.lu

Site internet : <http://www.chd.lu>

Philippe POIRIER

Titulaire de la Chaire de recherche

Université du Luxembourg

162a, avenue de la Faïencerie

L-1511 Luxembourg

Téléphone : (00352) 46 66 44 6400

Télécopie : (00352) 46 66 44 6401

Courriel : demos@uni.lu

Site internet : <http://www.chaireparlementaire.eu>



Ce rapport a été réalisé pour la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg. Il ne reflète pas les points de vue de la Chambre des Députés et de ses membres. Toutes interprétations ou opinions exprimées dans ce rapport sont celles des auteurs.

EQUIPE DE RECHERCHE

Page | 4



Philippe Poirier, français, titulaire de la Chaire, coordinateur du programme de recherche sur la Gouvernance européenne à l'Université du Luxembourg, docteur en science politique de l'Université d'Ottawa et de l'Université de Rennes I, habilité à diriger des recherches, professeur de science politique associé au Collège des Bernardins à l'Université Paris Sorbonne (Celsa) et à l'Institut européen, directeur de la [Collection études parlementaires](#) aux éditions Larcier, conseiller auprès du Groupe d'Etats contre la Corruption du Conseil de l'Europe, délégué général de la Fondation européenne des sciences politiques, délégué général de l'Association de science politique du Luxembourg.



Patrick Dumont, belge, docteur en science politique de l'Université de Genève, habilité à diriger des recherches, co-responsable du réseau international 'The Selection and Deselection of Political Elites', coéditeur de la collection [Routledge Research on Social and Political Elites](#), membre du comité de rédaction de la Revue internationale de politique comparée, trésorier de l'Association de science politique du Luxembourg. Chercheur invité au Center for the Study of Democracy, 2014-2015, University of California Irvine.



Raphaël Kies, luxembourgeois, docteur en science politique de l'Institut universitaire européen de Florence, chercheur en science politique, membre du Réseau de démocratie électronique et du groupe de recherche ECPR sur Internet et politique, secrétaire de l'Association de science politique du Luxembourg.

TABLE DES MATIÈRES

Liste des illustrations	7
Page 5 Introduction	9
Définition et fonctionnement des pétitions au Luxembourg.....	11
Conditions de recevabilité pour pétitions traditionnelles	12
Conditions de recevabilité pour e-pétitions	14
Conditions de recevabilité pour pétitions ordinaires	14
Conditions de recevabilité pour pétitions publiques	14
Evolution du nombre de pétitions : comparaison pétitions traditionnelles et e-pétitions.....	16
Evolution pétitions traditionnelles	16
Evolution e-pétitions.....	18
Pourcentage de pétitions traitées	20
Comparaisons pétitions traditionnelles et e-pétitions.....	20
Raisons de non-traitement des pétitions traditionnelles	21
Raisons du non-traitement des e-pétitions.....	23
Objets des pétitions.....	25
Thématiques des pétitions.....	25
Étendue des pétitions	26
Analyse détaillée par thématique	27
Pétitions écologiques	28
Pétitions transport et route	29
Pétitions travail	30
Pétitions redistribution.....	31
Pétitions infrastructure et habitation.....	32
Pétitions société et sécurité.....	33
Pétitions identité et intégration	34
Pétitions éducation.....	36
Pétitions santé.....	37
Pétitions fonctionnement de l'Etat et démocratie	38
Pétitions contre décisions administratives et judiciaires.....	39
Analyse temporelle des thématiques.....	40
Qui sont les pétitionnaires ?.....	41
Analyse globale et comparaison pétitions traditionnelles et e-pétitions	41

Lien entre étendue pétition et identité pétitionnaire.....	42
Groupes organisés.....	44
Associations informelles.....	45
Individus.....	46
Nombre de signatures.....	47
Pétitions les plus acclamées.....	47
Nombre des signatures : comparaison pétitions traditionnelles et e-pétitions.....	50
Nombre de signatures par rapport à identité pétitionnaire.....	53
Nombre signatures par rapport aux thématiques traitées.....	54
Nombre de signatures par rapport à l'étendue de la pétition.....	54
Nombre de signatures par rapport à la thématique de la pétition.....	56
Synthèse.....	58
Améliorations et recherches potentielles.....	60
Annexe : Liste des (e-) PÉTITIONS de 1945 à septembre 2015.....	63



LISTE DES ILLUSTRATIONS

Figure 1: Evolution du nombre de pétitions traditionnelles dans le temps	17
Figure 2: Evolution du nombre d'e-pétitions dans le temps.....	18
Figure 3 : Raisons non traitement pétitions traditionnelles.....	22
Figure 4: Raisons non traitement e-pétitions.....	24
Figure 5: Fréquence des pétitions par thématique	26
Figure 6: Fréquence des pétitions par étendue : comparaison pétitions traditionnelles et e-pétition	27
Figure 7: Identité pétitionnaire avec comparaison pétitions traditionnelles et e-pétitions	41
Figure 8: Identité pétitionnaire et étendue pétition.....	43
Figure 9: Composition des associations informelles.....	45
Figure 10: Nombre de signatures. Comparaison pétitions traditionnelles et e-pétitions (avec pétitions personnelles).....	51
Figure 11: Nombre de signatures. Comparaison pétitions traditionnelles et e-pétitions (sans pétitions personnelles).....	52
Figure 12: Nombre signatures et étendue pétition (comparaison 2).....	55
Figure 13: Nombre de signatures et thématique pétition.....	56
Tableau 1: Pourcentage des pétitions traitées.....	21
Tableau 2: Pétitions écologiques.....	28
Tableau 3: Pétitions transport et route	29
Tableau 4: Pétitions travail.....	30
Tableau 5: Pétitions redistributions	31
Tableau 6: Pétitions infrastructure et habitation.....	32
Tableau 7: Pétitions société et sécurité	33
Tableau 8: Pétitions identité et intégration	34
Tableau 9: Pétitions éducation.....	36
Tableau 10: Pétitions santé.....	37
Tableau 11: Pétitions décisions administratives et judiciaires	39

Tableau 12: Liste des 20 pétitions plus acclamées 47

Tableau 13: Nombre de signatures et identité pétitionnaire (Comparaison avec pétitions personnelles).....53

Page | 8

Tableau 14: Nombre de signatures et identité pétitionnaire (Comparaison sans pétitions personnelles)..... 54

Tableau 15: Nombre de signatures et étendue pétition (comparaison 1) 55



INTRODUCTION¹

Alors que les pétitions en ligne existent depuis longtemps et sous différents formats, la possibilité de déposer, visualiser et signer des pétitions sur la plateforme internet des parlements est beaucoup plus récente et encore rare au niveau européen. Celle-ci est apparue avec le Parlement régional écossais en 2000 et a été suivie par le *Bundestag* en 2005, par la Chambre des Députés en 2014 et par la *House of Commons* du Royaume-Uni en 2015.²

Largement discutée dans les médias, l'introduction des pétitions électroniques à la Chambre n'ont fait l'objet que de peu de travaux au Luxembourg. Les travaux existants sont à ce jour au nombre de quatre. Il s'agit du mémoire non publié de Madame Tescher qui était pendant longtemps la secrétaire de la Commission des Pétitions. Ce rapport présente de manière détaillée l'évolution du droit de pétitions au Luxembourg et la genèse de la mise en place du système d'e-pétition. Le cas luxembourgeois est mis en perspective avec le système de pétitions de l'Union européenne, le système de pétitions publique du Bundestag allemand, et ceux implémentés au Royaume-Uni : « Downing Street No10 » pour Gouvernement, le Parlement de Westminster, le Parlement écossais, et l'Assemblée Nationale du Pays de Galles³. La seconde étude est celle Ulrich Riehm, Kund Böhle et Ralf Linder, pour le compte du *Bundestag*. Il s'agit d'une analyse approfondie des systèmes de pétition au *Bundestag* et en Europe dans laquelle une attention particulière est apportée à l'introduction des e-pétitions au Luxembourg à travers un tableau analytique qui les compare avec celui du *Bundestag*⁴. Plus récemment, la mémoire que Kim Nommesch, défendu à l'Institut d'études politiques à Paris, porte sur une comparaison empirique entre le système d'e-pétition de la Chambre des Députés et celui du Parlement écossais. Le mémoire se focalise en particulier sur le nombre de pétitions, leur contenu, les initiateurs, le nombre de signatures. Il propose aussi une analyse critique des débats publics

¹ Je souhaite remercier l'administration de la Chambre des Députés, ainsi et le comité du groupe d'accompagnement de la Chaire de recherche en études parlementaires pour avoir donné accès aux archives du Parlement. Un remerciement particulier va au Président et au Secrétaire Général de la Chambre, Monsieur Mars Di Bartolomeo et Monsieur Claude Frieseisen, pour leur soutien indéfectible et à Madame Christine Mayr, du Service gestion des connaissances, pour m'avoir patiemment apporté les dossiers liés aux pétitions pendant les mois d'été caniculaires. Enfin, je souhaite remercier Kim Nommesch pour m'avoir aidé à coder les pétitions en ligne et mon collègue Philippe Poirier pour sa minutieuse relecture du rapport ainsi que ses commentaires judicieux.

² On ne mentionne pas dans ce contexte le cas des e-pétitions du Parlement portugais et celui du Parlement irlandais, dans la mesure où ils ne consentent pas de signer des pétitions directement sur la plateforme du Parlement. Pour une revue de ces cas voir : TIBURCIO, T., *The Right to Petition*, Directorate General for Internal Policies, Policy Department C: Citizens' Rights and Constitutional Affairs, PE 519.223, 2015.

³ TESCHER, A., *la modernisation du droit de pétition et la mise en œuvre d'un système de pétitions publiques à la Chambre des Députés*, mémoire de fin de stage, Chambre des Députés, Luxembourg (non publié), 2012.

⁴ RIEHM, U., BÖHLE, K. and LINDNER, R., *Elektronische Petitionssysteme: Analysen zur Modernisierung des parlamentarischen Petitionswesens in Deutschland und Europa*, Edition Sigma, Berlin, 2013, pp. 202-211.

dont font l'objet les pétitions publiques qui ont atteint 4500 signatures et des forums discussion sur le site de la Chambre pour discuter des pétitions publiques.⁵ Dernièrement Michel Dormal, politologue à l'Université de Trèves, a écrit un article pour la revue *Forum* dans lequel il observe que l'introduction des e-pétitions a conduit à une augmentation importante des pétitions mais que celles-ci n'attireraient que peu de signatures. Il estime, que cela conduit à un renforcement de la fragmentation de la société au détriment d'un espace public commun.⁶

L'objectif de ce rapport est de poursuivre et d'approfondir le travail empirique existant afin de dresser un tableau global de l'expérience pétitionnaire de la Chambre des Députés et de présenter et discuter l'effet que l'introduction des e-pétitions a eu à ce jour sur la pratique pétitionnaire. L'étude se base sur l'ensemble des pétitions qui ont été déposées à la Chambre depuis 1945 jusqu'en septembre 2015, soit un total de 545 pétitions : 316 pétitions traditionnelles et 229 e-pétitions.

L'analyse se divise en six sections. Dans la première section est présentée la manière dont fonctionnent les pétitions au Luxembourg à travers une présentation des différentes catégories de pétitions qui peuvent être soumises à la Chambre ainsi que les règles d'admissibilité. La deuxième section traite de l'évolution du nombre de pétitions dans le temps. La troisième section analyse le pourcentage des pétitions traitées, et les raisons invoquées pour justifier leur non traitement. La quatrième section se focalise sur l'objet des pétitions, à la fois du point de vue du contenu et de l'étendue. La cinquième section s'intéresse à la nature des pétitionnaires en distinguant les individus, les associations informelles, et les groupes organisés. Enfin la sixième section analyse les raisons permettant d'expliquer le (non) succès de certaines e-pétitions, le succès étant déterminé par le nombre de signatures obtenues. Pour chacune de ces thématiques nous voulons savoir si l'introduction des e-pétitions a eu un impact significatif. En annexe, le lecteur pourra se référer à la liste de l'ensemble des pétitions avec l'indication du libellé, de la thématique, du nombre de signatures, de la nature et de l'identité de l'initiateur.

Comme pour toute recherche un certain nombre de questions empiriques importantes et intéressantes ne sont pas couvertes faute de moyens et de données à disposition. En particulier, le rapport ne traite pas des suites données aux pétitions qui ont été prises en considération par le Parlement, de l'impact des pétitions sur le système décisionnel, du fonctionnement des séances publiques pour les pétitions publiques ayant passé le cap des 4500 signatures, des forums de discussion en ligne autour des pétitions, et du traitement médiatique des pétitions. Aussi le rapport ne traite pas des signataires des pétitions, c'est-à-dire des personnes qui signent les pétitions, dans la mesure où ces données ne sont que partiellement visibles sur le site de la Chambre.⁷

⁵ NOMMESCH, K., How do design and socio-political context influence the effectiveness of public petitions: The case of Luxembourg and Scotland, Mémoire de fin de Master, Institut d'Etudes Politiques Paris, 2015.

⁶ DORMAL, M., «Participation citoyenne, débat constructif, discussion éclairée?», *Forum - für Politik, Gesellschaft und Kultur in Luxemburg*, Nr. 355, März 2015.

⁷ Lorsqu'on signe une pétition, par défaut, le nom, prénom, localité et code postal sont publiés dans la liste des signatures du site public de la Chambre des Députés. Cependant il est possible en cochant une case de demander à rester anonyme, ce que font la plupart des signataires.

DÉFINITION ET FONCTIONNEMENT DES PÉTITIONS AU LUXEMBOURG

Pour la période qui nous intéresse - depuis la Seconde Guerre mondiale à aujourd'hui - il existe deux catégories de pétitions. La première est la « pétition traditionnelle », qui correspond à l'ensemble des pétitions qui ont été déposées à la Chambre avant l'introduction des pétitions électroniques, c'est-à-dire avant mars 2014. Les pétitions traditionnelles sont renvoyées pour examen à la Commission des Pétitions qui peut demander une prise de position au ministre compétent, ou bien renvoyer la pétition au ministre ou à la commission parlementaire compétente. Elle peut aussi décider de la déposer sur le Bureau de la Chambre, ou bien de la classer purement et simplement. Enfin elle peut entendre les pétitionnaires lors de l'une de ses réunions, inviter tout organe ou expert concernés par la pétition ou bien faire des visites sur le terrain dans le cadre de l'instruction de la pétition.

La seconde catégorie de pétitions est la « pétition électronique » (aussi appelée e-pétition) qui est apparue en mars 2014. Celle-ci se divise en deux sous-catégories. Les pétitions publiques qui peuvent être initiées, lues et signées sur le site internet du Parlement. Si la Conférence des Présidents sur avis de la Commission des Pétitions estime que la demande de pétition publique remplit les critères de recevabilité, la pétition est publiée en vue de la collecte de signatures sur le site internet de la Chambre des Députés pendant une période de 42 jours (six semaines). Parallèlement un forum de discussion est ouvert. A partir du moment où la pétition publique a recueilli 4500 signatures, un débat public au sein de la Commission des Pétitions et de la commission sectorielle concernée est organisé en présence d'un maximum de 6 pétitionnaires et du ministre compétent. Ce débat est retransmis par la télévision de la Chambre (Chamber TV) et est depuis très récemment (février 2016) également accessible au public. Si une pétition publique n'a pas recueilli au moins 4500 signatures, elle est instruite, sous réserve de l'accord du pétitionnaire dans le délai d'un mois, par la Commission des Pétitions en tant que pétition ordinaire

La seconde sous-catégorie de pétition électronique est précisément la pétition ordinaire. Celle-ci correspond à une pétition publique reclassée ou bien à une pétition qui a été déposée sur le site de la Chambre ou par poste traditionnelle. A la différence de la pétition publique, elle ne peut pas être signée sur le site de la Chambre, ni faire l'objet d'un débat public et d'un débat en ligne. La pétition ordinaire est renvoyée pour examen à la Commission des Pétitions qui fait parvenir une réponse au pétitionnaire. La Commission des Pétitions peut notamment demander une prise de position au ministre compétent, renvoyer la pétition à une commission parlementaire en charge d'un dossier afférent, entendre les pétitionnaires lors d'une de ses réunions, inviter tout organe ou expert concerné par la pétition ou encore faire des visites sur le terrain dans le cadre de l'instruction de la pétition.

Dans les sections suivantes nous allons nous intéresser aux règles d'admissibilité de ces différentes pétitions dans la mesure où celles-ci conditionnent les analyses à venir.

CONDITIONS DE RECEVABILITÉ POUR PÉTITIONS TRADITIONNELLES

Les règles qui s'appliquaient aux pétitions traditionnelles depuis la Seconde Guerre mondiale sont les articles 27 et 67 la Constitution du 17 octobre 1868 que nous reprenons ci-dessous ainsi que le règlement de la Chambre. Nous allons plus particulièrement nous intéresser aux conditions d'admissibilité par rapport à l'initiateur et celles par rapport à la thématique traitée.

Page | 12

Constitution du 17 octobre 1868

Art.27. Chacun a le droit d'adresser aux autorités publiques, des pétitions signées par une ou plusieurs personnes. Les autorités constituées ont seules le droit d'adresser des pétitions en nom collectif.

Art.67. Il est interdit de présenter en personne des pétitions à la Chambre.

La Chambre a le droit de renvoyer aux membres du Gouvernement les pétitions qui lui sont adressées. Les membres du Gouvernement donneront des explications sur leur contenu, chaque fois que la Chambre le demandera.

La Chambre ne s'occupe d'aucune pétition ayant pour objet des intérêts individuels, à moins qu'elle ne tende au redressement de griefs résultant d'actes illégaux posés par le Gouvernement ou les autorités, ou que la décision à intervenir ne soit de la compétence de la Chambre.

Admissibilité par rapport à initiateur

L'article 27 qui reprend intégralement le libellé de la Constitution belge de 1831, précise que les pétitions doivent être initiées et signées individuellement et que celles-ci ne peuvent être déposées en nom collectif, sauf dans le cas d'autorités constituées. Notons que la doctrine a proposé une interprétation large des autorités constituées⁸ et que dans la pratique la nature de l'autorité qui a déposé une pétition n'a jamais été contestée car les pétitions issues de groupes ne correspondant pas à des autorités constituées ont été déposées en leur nom par une personne (ex : groupe de voisinage, *Biergerinitiative*, associations privées, etc.).

L'article 67 al. 1 peut prêter à confusion car il dit qu'il est interdit de présenter *en personne* des pétitions à la Chambre. Celui-ci doit être interprété dans le contexte agité du XIX^{ème} siècle afin d'éviter que les pétitionnaires portent atteintes à l'ordre de la Chambre des Députés en présentant en personne leur pétition⁹.

⁸ Tescher cite ainsi les juristes Pierre Majerus et Ernest Arendt qui proposent une interprétation étendue des autorités constituées. Ils citent à titre d'exemple, les Conseils communaux, la Magistrature, les Fabriques d'église, les Chambres professionnelles, le Collège médical, l'Ordre des avocats, la Chambre des notaires, la Chambre des huissiers, l'Institut des réviseurs, l'Evêché ou encore le Consistoire israélite seraient exclus selon Arendt les cercles, les clubs politiques, les associations privées y compris les associations professionnelles de droit privé, ainsi que les syndicats professionnels. Voir TESCHER, *op.cit*, p.17.

⁹ Voir TESCHER, *op.cit*, p.17.

Admissibilité quant à la thématique de la pétition

L'article 67 indique deux raisons pour lesquelles une pétition ne serait pas traitée par la Commission des Pétitions. La première, concerne le cas où la Commission des Pétitions décide de renvoyer le dossier au Gouvernement. C'est-à-dire qu'elle souhaite que le Gouvernement prenne en charge le dossier. Dans ce cas, la pétition est jugée dans le contexte de cette étude comme non traitée. Par contre, si, comme le prévoit la Constitution, la pétition est renvoyée au Gouvernement pour avoir des précisions ou une prise de position, alors la pétition est considérée comme traitée. Toujours par rapport à la question du renvoi, notons que dans la pratique la Commission des Pétitions a renvoyé régulièrement des pétitions aux commissions parlementaires compétentes ou bien encore au Bureau de la Chambre des Députés. Dans ces cas, il a aussi été estimé que la pétition en question n'est pas traitée.

La deuxième raison justifiant le non traitement d'une pétition est quand la pétition n'a pas pour objet l'intérêt public, c'est-à-dire qu'elle traite d'un intérêt individuel. Il existe cependant deux exceptions précisées par l'article 67 al.3 :

1. S'il s'agit du redressement de griefs résultant d'actes illégaux posés par le Gouvernement ou les autorités ;
2. Si la décision à intervenir est de la compétence de la Chambre.

Notons simplement que ces exceptions sont fortement contestées par la doctrine, en particulier par Ernest Arendt qui estime que la première exception serait inconstitutionnelle et incompatible avec le principe de la séparation des pouvoirs. Tandis que la seconde ne serait légalement pas contestable, dans la mesure où il est possible qu'un acte législatif soit de nature à léser des intérêts individuels, par exemple en matière de retrait d'une concession. Cependant Arendt estime qu'une telle mesure serait désuète. A la fin des années 80 quand son rapport a été remis, le citoyen disposait de moyens plus efficaces pour faire valoir ses intérêts comme la procédure administrative non contentieuse, les juridictions administratives et, plus tard, en 2003, le Médiateur¹⁰.

Les sections suivantes montreront qu'en dépit de cette interdiction formelle, les pétitions portant sur des questions personnelles sont très diffuses jusqu'au milieu des années 80, suggérant que les exceptions ont été largement appliquées au point de remettre en cause le principe même que les pétitions au Luxembourg doivent porter sur des questions d'intérêt général.

¹⁰ Cette analyse des exceptions d'Arendt est reprise par TESCHER, *op.cit*, p.20.

CONDITIONS DE RECEVABILITÉ POUR E-PÉTITIONS

Les conditions d'admissibilité propres aux pétitions publiques et ordinaires sont régies par les articles 27 et 67 de la Constitution ainsi que par le règlement de la Chambre dans les articles 154, 155 et 155bis¹¹. Celles-ci sont présentées de manière distincte pour les pétitions ordinaires et pour les pétitions publiques.

CONDITIONS DE RECEVABILITÉ POUR PÉTITIONS ORDINAIRES

Une pétition ordinaire correspond aux pétitions traditionnelles qui existaient avant l'introduction des e-pétitions à ceci près qu'en plus de pouvoir être remise en personne au Président de la Chambre ou par voie postale à l'adresse de la Chambre, elle peut également être remise par simple courrier électronique à l'adresse petition@chd.lu. Par ailleurs, les documents relatifs à l'instruction de la pétition peuvent être consultés sur le site internet de la Chambre. Quant aux conditions de recevabilité le règlement d'ordre intérieur de la Chambre reprend dans l'article 155 l'obligation constitutionnelle qu'elle traite de l'intérêt général et ajoute dans ses deux premiers alinéas que : 1) Les pétitions ordinaires doivent être adressées par écrit au Président de la Chambre ; 2) Toute pétition ordinaire doit être revêtue de la signature du pétitionnaire et indiquer lisiblement les noms, prénoms ainsi que la résidence de son initiateur.

CONDITIONS DE RECEVABILITÉ POUR PÉTITIONS PUBLIQUES

La grande nouveauté avec l'avènement des e-pétitions concerne indubitablement l'introduction des pétitions publiques. A la différence des pétitions ordinaires qui ne diffèrent des pétitions traditionnelles que par le fait que celles-ci peuvent désormais être déposées et suivies sur le site de la Chambre, les pétitions publiques ouvrent la possibilité de signer une pétition sur le site de la Chambre et de provoquer un débat public au sein du Parlement si elles parviennent à atteindre 4500 signatures endéans 42 jours. Vu le caractère plus visible des pétitions publiques et l'impact potentiellement plus important, des conditions plus strictes ont été établies quant à leur recevabilité. Outre l'obligation que la pétition publique concerne l'intérêt général, l'article 155bis du règlement d'ordre intérieur indique plusieurs autres conditions qui ne s'appliquent pas aux pétitions ordinaires.

- Pour initier ou signer une pétition publique, il faut être âgé de 15 ans et être inscrit dans le Registre national des personnes physiques, c'est-à-dire disposer d'un numéro de matricule.
- La pétition publique doit être introduite par le biais du formulaire disponible sur le site Internet de la Chambre des Députés.

¹¹ Règlement de la Chambre des Députés, texte coordonné à jour au 9 juin 2015, Mémorial A n°99 du 9.6.2015.

- La pétition publique recevable est ouverte à signature sur le site Internet de la Chambre ou bien moyennant un formulaire sur papier mis à disposition par l'Administration parlementaire sur lequel figurent le numéro et l'intitulé de la pétition ainsi que les conditions relatives à la date de réception des formulaires.
- La pétition publique ne doit pas avoir été déposée à nouveau au cours de l'année qui suit son introduction.

Précisons que la procédure concernant la recevabilité des pétitions est également plus stricte que pour les pétitions ordinaires. A la différence de celles-ci, la Conférence des Présidents juge de la recevabilité d'une pétition publique, sur avis de la Commission des Pétitions. Par ailleurs si la Commission des Pétitions en fait la demande, le pétitionnaire est tenu de préciser son argumentaire relatif à l'objet de la pétition publique dans le délai d'un mois. A défaut de réponse dans ce délai, la Commission des Pétitions émet un avis défavorable au sujet de la recevabilité de la demande de pétition publique.



EVOLUTION DU NOMBRE DE PÉTITIONS : COMPARAISON PÉTITIONS TRADITIONNELLES ET E-PÉTITIONS

A ce jour un lien positif significatif a été observé entre l'introduction des e-pétitions et le nombre de pétitions déposées au Parlement¹². Le cas luxembourgeois ne fait que confirmer ce phénomène. Pour donner un ordre de grandeur de cet effet, il suffit d'observer que la moyenne est passée 5,5 pétitions *par an* avant l'introduction des e-pétitions à une moyenne de 11,9 *par mois* après l'introduction des e-pétitions, soit 143 e-pétitions par an. Les sections suivantes proposent une analyse distincte de l'évolution des pétitions traditionnelles (c'est-à-dire avant l'introduction des e-pétitions) et des e-pétitions.

EVOLUTION PÉTITIONS TRADITIONNELLES

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'en mars 2014, 316 pétitions ont été déposées à la Chambre¹³. Ce qui correspond à une moyenne de 5,5 pétitions par an. Globalement il y a une augmentation dans le temps du nombre de pétitions (voir figure 1 la régression linéaire) avec une forte variation de celles-ci d'une année à l'autre. Une analyse temporelle permet de mettre en évidence six périodes :

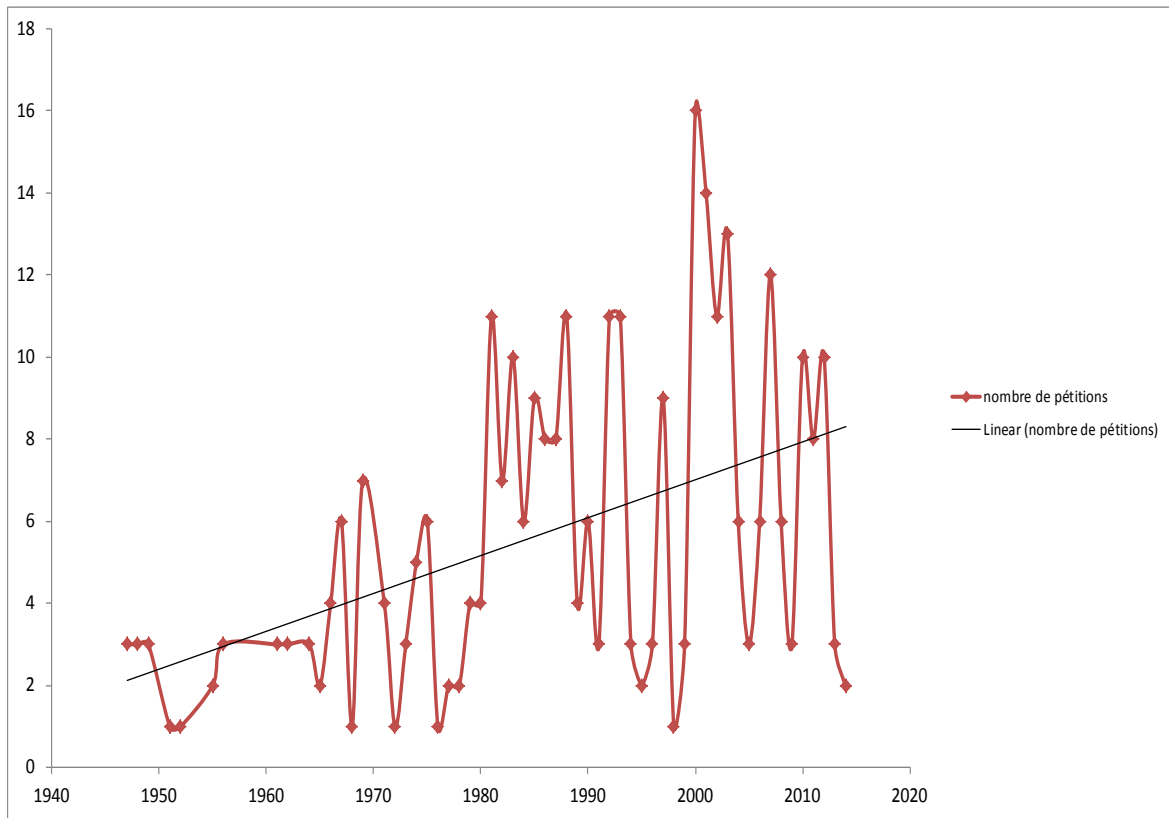
1. Période 1945 à 1965 : avec une moyenne de 2,5 pétitions par an, les 20 ans qui ont suivi la guerre se caractérisent par une utilisation très sporadique des pétitions. Jamais le nombre de pétitions n'a dépassé les quatre pétitions par an.
2. Période de 1966 à 1980 : avec une moyenne de 3,6 pétitions la période couvrant la seconde moitié des années 60 et l'ensemble des années 70, a vu le nombre de pétitions légèrement augmenter avec une pointe de 7 pétitions déposées en 1969. Cette période se caractérise aussi par une variation marquée d'une année à l'autre. Ainsi à trois reprises le nombre de pétitions annuel s'est limitée à une unité (1968, 1972 et en 1976).
3. Période de 1981 à 1988 : avec moyenne de 8,8 pétitions par an, cette période courte se caractérise par un taux de pétitions en forte augmentation avec un minimum de 6 pétitions par an et un maximum de 11 pétitions.
4. Période de 1989 à 1999 : la moyenne baisse à nouveau (4,1 pétitions par an) et à nouveau on observe une variance marquée d'une année à l'autre.
5. Période de 2000 à 2003 : durant ces quatre années, les pétitions étaient utilisées à plein régime avec une moyenne annuelle de 13,5 pétitions par an et un score annuel toujours élevé, variant entre 11 et 16 pétitions par an.
6. Période 2004 à 2014 : pendant les dix dernières années précédant l'introduction des e-

¹² Cela est en effet confirmé par le cas du Parlement régional écossais, et par le Bundestag. Voir RIEHM, U., BÖHLE, K. and LINDNER, R, *op. cit.* Pour des premiers résultats pour la Chambre se référer au mémoire de NOMMESCH, K., *op. cit.*

¹³ Ne sont pas prises en considération dans ce calcul deux pétitions qui ont été déposées en janvier 2014 encore avant l'introduction des e-pétition (pétitions 327 et 328). Ne sont pas prises en considération également les pétitions pour lesquelles aucune date n'est fournie. Cela correspond en tout à sept pétitions : la pétition 20 (entre 1956 et 1961), les pétitions 49, 50 et 51 (entre 1969 et 1971), la pétition 74 (entre 1978 et 1979), la pétition 140 (entre 1987 et 1988), et la pétition 151 (entre 1988 et 1989).

pétitions, le nombre de pétitions a eu tendance à diminuer à nouveau, avec une moyenne de 6,7 pétitions annuelle. Cette diminution s'explique probablement par un certain essoufflement de l'instrument et la mise en place d'autres canaux pour exprimer des mécontentements, comme le médiateur, les médias sociaux et les systèmes de pétition non institutionnalisés.

FIGURE 1: EVOLUTION DU NOMBRE DE PÉTITIONS TRADITIONNELLES DANS LE TEMPS



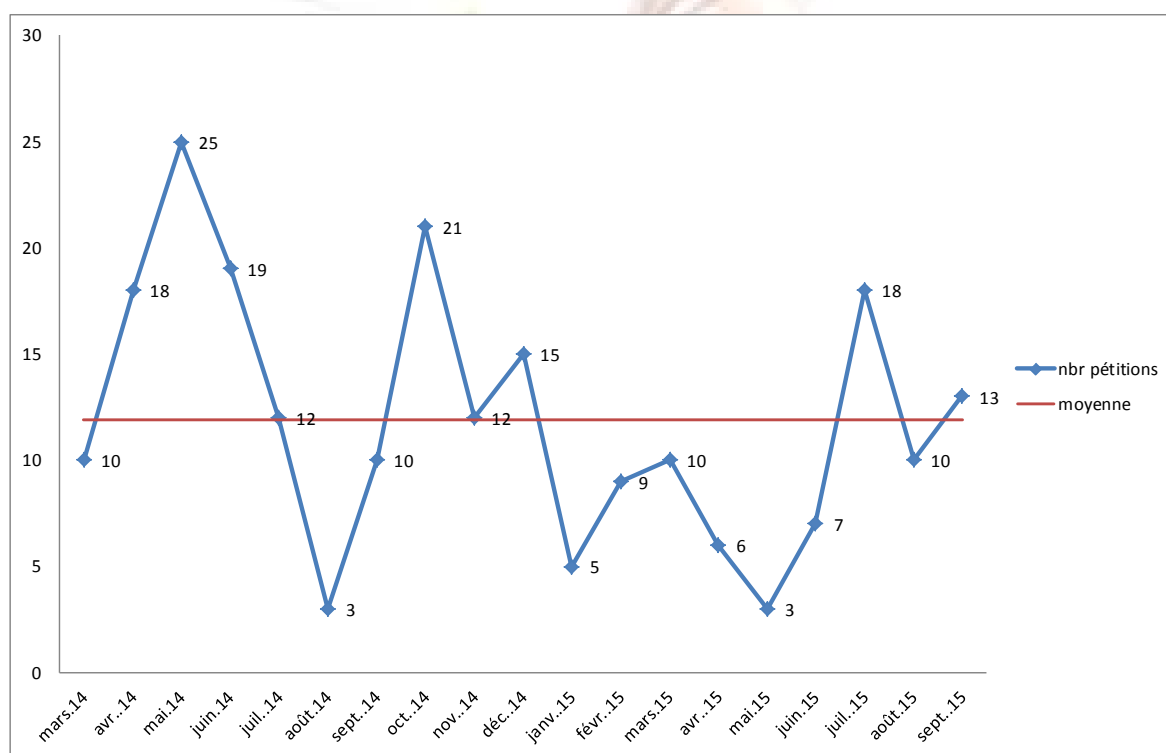
n=326

EVOLUTION E-PÉTITIONS

Pour calculer l'évolution du nombre de e-pétitions, sont prises en considération les pétitions déposées de mars 2014 (pétition 330) jusqu'à septembre 2015 (pétition 557). Pendant ce laps de temps, 229 e-pétitions ont été déposées. La remarque la plus importante est qu'évidemment les e-pétitions ont eu pour effet de « booster » le nombre de pétitions déposées. Nous l'avons vu, celles-ci sont passées d'une moyenne *annuelle* de 5,5 pétitions avant l'introduction des e-pétitions à une moyenne *mensuelle* de 11,9 après l'introduction des e-pétitions.

Lorsqu'on observe l'évolution des e-pétitions on note : 1) Qu'il existe une forte variation de celles-ci par rapport à la moyenne (standard déviation : 6,3) ; 2) Que la différence entre la valeur maximale (25 pétitions par mois) et la valeur minimale est très marquée (3 pétitions par mois) ; 3) Que globalement elles ont eu tendance à baisser légèrement. Cette tendance à la baisse a commencé à partir de janvier 2015. En effet de janvier 2015 à septembre 2015, c'est-à-dire sur une période de neuf mois, à seulement deux reprises le nombre de pétitions déposées a dépassé la moyenne.

FIGURE 2: EVOLUTION DU NOMBRE D'E-PÉTITIONS DANS LE TEMPS



n=226

Comment expliquer cette baisse relative des e-pétitions ? De manière générale, on peut supposer qu'après un an d'existence l'effet de nouveauté de l'instrument s'est estompé, avec la conséquence que l'e-pétition aurait perdu de son attractivité. Une autre raison pourrait provenir de la réglementation qui impose qu'une pétition publique ne puisse être présentée à nouveau au cours de l'année qui suit son introduction. Enfin, le fait que près de la moitié des e-pétitions n'aient pas été traitées pour les raisons qui seront développées dans la prochaine section peut aussi constituer un élément dissuasif supplémentaire pour un potentiel e-pétitionnaire.

Ceci étant dit, une telle tendance à la baisse reste à être confirmée et cela d'autant plus qu'à partir de juillet 2015 le nombre d'e-pétitions qui ont été soumises sont de nouveau en hausse.

Le temps devrait nous offrir le recul nécessaire pour comprendre si l'évolution du nombre de e-pétitions n'est pas plutôt cyclique (avec certaines périodes de l'année qui seraient plus propices que d'autres) ou bien encore liée à des conjonctures sociales particulières (ex : crise économique, élections, catastrophes naturelles, etc.)¹⁴.



¹⁴ Il est utile de garder à l'esprit pour une future évaluation que, dans le cas du Parlement régional écossais, le nombre de pétitions a fortement baissé, passant de 194 en 1999-2000 à 37 en 2011-2012. Voir RIEHM, U., BÖHLE, K. and LINDNER, R., *op. cit*, p. 151-153.

POURCENTAGE DE PÉTITIONS TRAITÉES

Page | 20

Les pétitions dites traitées, sont les pétitions pour lesquelles la Commission des Pétitions se dit compétente et sur lesquelles elle agit directement. Ne sont pas considérées comme traitées les pétitions qui sont renvoyées à une commission parlementaire, au Gouvernement ou une autre institution pour être traitées. Précisons qu'environ 20% des pétitions ne sont pas prises en considération dans cette analyse car pour plusieurs pétitions traditionnelles (essentiellement de 1945 à 1980) nous n'avons pas d'information et plusieurs e-pétitions n'ont pas été codées dans la mesure où elles sont en cours d'examen de recevabilité ou en cours de dépôt de signatures¹⁵.

COMPARAISONS PÉTITIONS TRADITIONNELLES ET E-PÉTITIONS

Avec l'augmentation marquée du nombre de pétitions suite à l'introduction du système d'e-pétitions on aurait pu s'attendre que la proportion des pétitions traitées soit en baisse. Une première raison est que les e-pétitions auraient été formulées plus superficiellement que les pétitions traditionnelles, car ses initiateurs auraient tendance à porter moins d'attention à la formulation et au respect des règles d'admissibilité. La seconde raison est que la Commission des Pétitions aurait pratiqué une politique de recevabilité plus stricte afin de limiter le nombre de pétitions à traiter. Elle serait d'autant plus motivée dans ce sens que le personnel administratif en charge de traiter des pétitions est demeuré inchangé. L'analyse de Kim Nommesch indique en effet qu'aucune mesure n'a été envisagée par la Commission des Pétitions pour répondre à l'accroissement de travail suite à l'introduction des e-pétitions. En particulier, l'augmentation du nombre de pétitions, la vérification des signatures, et la gestion des forums en ligne et des échanges emails avec les pétitionnaires. Seules une secrétaire parlementaire et une assistante ont, parmi leurs fonctions, celle de suivre les travaux de la Commission des Pétitions, ce qui apparaît insuffisant¹⁶.

Les résultats démentent nos attentes. En moyenne une pétition sur deux a été traitée et aucune différence significative n'est à souligner avant et après l'introduction des e-pétitions. Cette apparente linéarité dans le taux de traitement des pétitions cache en réalité d'importantes différences concernant les raisons justifiant qu'elles ne soient pas traitées.

¹⁵ Dans les détails concernant les pétitions traditionnelles, nous ne disposons d'aucunes informations pour 76 pétitions. Concernant les e-pétitions, 45 sont en cours de traitement. Dans les deux cas cela signifie qu'environ 20% des pétitions ne sont pas prises en considération.

¹⁶ Pour une analyse critique du cas luxembourgeois et une comparaison avec le Parlement écossais voir NOMMESCH, K., *op. cit.*, p. 69-70.

TABLEAU 1: POURCENTAGE DES PÉTITIONS TRAITÉES

	pétition traditionnelle		e-pétition	
	%	n	%	n
traitée	49.6%	129	50.8%	92
non-traitée	50.4%	131	49.2%	89
total		260		181

RAISONS DE NON-TRAITEMENT DES PÉTITIONS TRADITIONNELLES

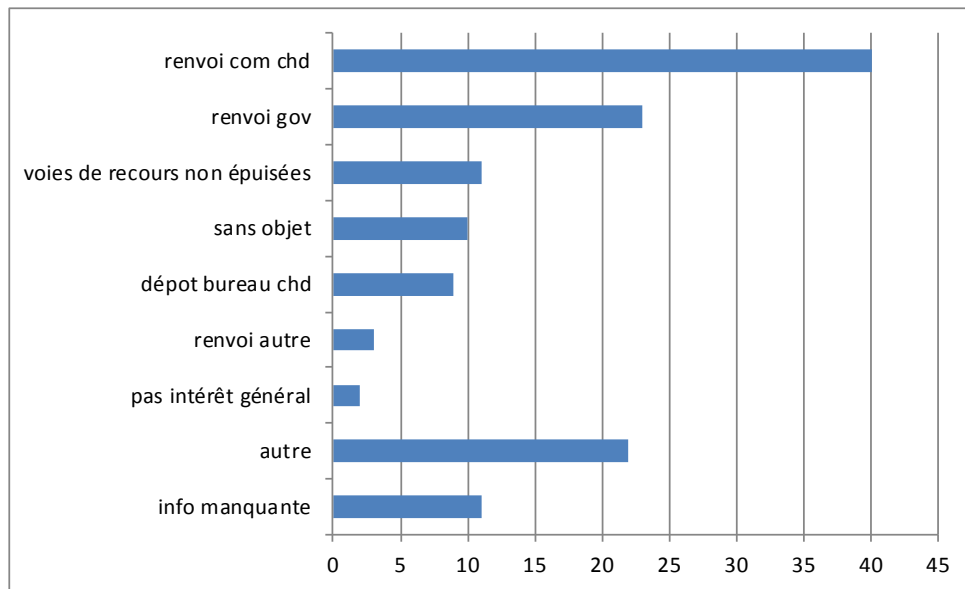
En tout 131 pétitions traditionnelles ont été rejetées. Pour quasiment un tiers des pétitions (30.5%), la Commission des Pétitions a effectué un renvoi vers la commission parlementaire compétente afin qu'elle les traite. Cela correspond à un total de 40 pétitions. Il est intéressant de constater que ce n'est qu'à partir de 1983 (pétition 105) qu'un renvoi a été effectué vers une autre commission parlementaire et que ce type de renvoi s'est poursuivi jusqu'en 2014 (pétition 324). Le plus souvent la Commission des Pétitions a décidé de renvoyer la pétition vers une autre commission parlementaire car il s'agit d'une revendication qui est considérée comme « politique », car la commission compétente traite depuis longtemps de la question soulevée par le pétitionnaire, ou car elle est en train d'élaborer un projet de loi précisément sur la question soulevée par le pétitionnaire. Dans tous les cas, cela implique que la Commission des Pétitions estime ne pouvoir rien apporter de plus que ce que ne le ferait la commission parlementaire à qui le dossier a été renvoyé¹⁷. Un grand nombre de pétitions (17.5%) ont aussi été directement renvoyées à un ministère. Cela est arrivé à 23 reprises de 1964 à 2002. Ce type de renvoi s'est produit pour des pétitions qui étaient considérées de nature politique ou lorsque la Commission des Pétitions s'est estimée incompétente pour agir. Sans aucune raison apparente, la pratique du renvoi au Gouvernement s'est arrêtée à partir de 2002, alors que la pratique du renvoi aux commissions parlementaires a été maintenue. La troisième catégorie de renvoi est le dépôt d'une pétition sur le Bureau de la Chambre afin qu'elle la traite de la manière qu'elle juge le plus opportune¹⁸. Cette pratique a eu lieu à neuf reprises dans un période allant de 1985 à 1993. Comme pour le renvoi au Gouvernement, elle s'est arrêtée sans aucune raison apparente. Enfin plus rarement les pétitions ont été renvoyées à d'autres instances : le Tribunal (pétition 13), les Assurances sociales (pétition 40) et le Bâtonnier de l'Ordre des avocats (pétition 93). Il s'agit d'une pratique ancienne et de nature exceptionnelle qui a été abandonnée au début des années 80.

¹⁷ Précisons le fait qu'une pétition soit renvoyée à une autre commission parlementaire n'implique pas nécessairement que la Commission des Pétitions n'ait pas entrepris une action avant de renvoyer la pétition. C'est le cas par exemple de la pétition 246 (portant sur l'abattage des animaux), pour laquelle la Commission des Pétitions a organisé une entrevue avec les pétitionnaires avant de décider de la renvoyer à la Commission des Institutions et de la Révision Constitutionnelle. Cela cependant demeure l'exception.

¹⁸ Voir pétitions : 121, 128, 131, 146, 150, 169, 172, 177, 178.

11 pétitions (8,5%) n'ont pas été traitées car les voies de recours juridiques n'étaient pas épuisées ce qui rend la pétition irrecevable¹⁹. Celles-ci s'étendent de 1981 à 2000. Il est à noter que parfois ces mêmes pétitions sont aussi rejetées car elles ne servent pas l'intérêt général ou bien car elles remettent en cause le principe de séparation des pouvoirs. Lorsque plusieurs justifications étaient données nous avons pris celle qui est citée en premier. Dix pétitions sont « sans objet », généralement car un projet de loi ou une motion ont déjà été votés sur la pétition en question ou bien car une solution a été trouvée²⁰. Enfin, 22 pétitions ont été codées comme « autre » dans la mesure où elles ne rentrent pas dans les catégories plus générales²¹.

FIGURE 3 : RAISONS NON TRAITEMENT PÉTITIONS TRADITIONNELLES



n=131

¹⁹ Voir pétitions : 90, 114, 115, 130, 136, 143, 144, 196, 199, 217.1, 221.

²⁰ Voir pétitions : 2, 7, 8, 166, 175, 269, 270, 274, 291, 292

²¹ Les raisons invoquées sont les suivantes : deux pétitions (pétitions 149 et 208.1) ne servent pas l'intérêt général. Les autres justifications sont le non-respect de la procédure (pétition 125), le caractère trop politique de la pétition (pétition 129), le fait qu'elle ne serait qu'un simple memorandum (pétition 140) ou plaidoyer (pétition 233), l'absence de demande d'action (pétition 163), la reconnaissance qu'une administration aurait correctement agi (pétition 200), l'existence de motions à la Chambre sur l'objet de la pétitions (pétitions 213 et 214), le fait qu'elle serait de la compétence communale (pétition 98, 298, 315) ou qu'un ministère ne s'est pas encore prononcé sur l'affaire (pétition 107), le respect du principe de la séparation des pouvoirs (pétitions 161 et 174). Enfin certaines pétitions ont été retirées (pétitions 3 et 17).

RAISONS DU NON-TRAITEMENT DES E-PÉTITIONS

Alors que l'apparition des e-pétitions et leurs nouvelles règles et pratiques de recevabilité n'ont pas eu d'impact significatif sur la proportion des pétitions traitées, elles ont eu un impact majeur sur les causes de leur non traitement.²²

Page | 23

Dans plus de la moitié des cas (62%, soit 56 cas) les e-pétitions n'ont pas été traitées car l'initiateur de la pétition n'a pas donné de suite endéans deux mois à la demande de précision ou à la demande de reclassement de sa pétition en pétition ordinaire. La clôture de la pétition au motif d'absence de reformulation ou de précision de la part d'un pétitionnaire concerne 13 cas²³. Tandis que la clôture pour cause d'absence de volonté de reclasser la pétition publique en pétition ordinaire ne concerne pas moins de 43 cas.²⁴

En seconde position, loin derrière (12%, soit 11 cas), on trouve le cas où une e-pétition similaire a déjà été déposée en cours d'année²⁵. Ces pétitions sont généralement déposées dans la seconde moitié de l'année (c'est-à-dire à partir de juin), ce qui semble logique vu que les probabilités de répétitions sont plus élevées si un grand nombre de pétitions ont déjà été déposées dans l'année. Elles concernent avant tout des thématiques touchant à l'actualité aussi bien nationale qu'internationale ou des sujets récurrents dans les médias sociaux²⁶.

La troisième position (9%, soit 6 cas) est occupée par les pétitions dont l'objet ne concerne pas l'intérêt général. Il s'agit de pétitions traitant de questions communales ou, parfois, de questions plus « farfelues » comme celle d'introduire le *fast-food Kentucky Fried Chicken* (KFC) au Luxembourg²⁷.

En quatrième position, arrivent les pétitions qui ont été retirées à l'initiative du pétitionnaire (10%, soit 5 cas)²⁸. Celles-ci s'étendent entre mars et juin 2014. Il est intéressant de noter que la proportion est plus élevée que pour les pétitions traditionnelles (seulement deux cas). Une raison pourrait venir de ce que la simplification offerte par les e-pétitions pour déposer une

²² Les e-pétitions traitées sont celles qui ont été closes et celles qui ont été reclassées en pétition ordinaire. Ne sont donc pas prises en considération les pétitions en cours de traitement, d'une part, et, d'autre part, celles sur lesquelles le Conférence des Présidents ne s'est pas encore prononcée sur leur recevabilité et celles qui sont encore en cours de récolte de signatures.

²³ Il s'agit des pétitions 360, 368, 382, 386, 391, 403, 415, 425, 439, 445, 450, 493, 516.

²⁴ Il s'agit des pétitions 347, 350, 375, 405, 416, 417, 418, 421, 422, 426, 433, 434, 438, 447, 448, 451, 454, 456-458, 460-464, 466-468, 470, 472, 479-482, 485, 486, 494, 496, 497, 499, 500, 502, 505.

²⁵ Les autres pétitions dans la catégorie sont 501, 508, 541, 547, 549 et 555.

²⁶ Par exemple on retrouve les questions suivantes : « le maintien de l'éducation maternelle », « la fermeture de la centrale nucléaire de Cattenom », « la défense de la langue luxembourgeoise », « la protection des conducteurs en éradiquant les arbres le long des routes », « la généralisation du tiers payant pour les actes médicaux », ou encore « la dépénalisation du cannabis ».

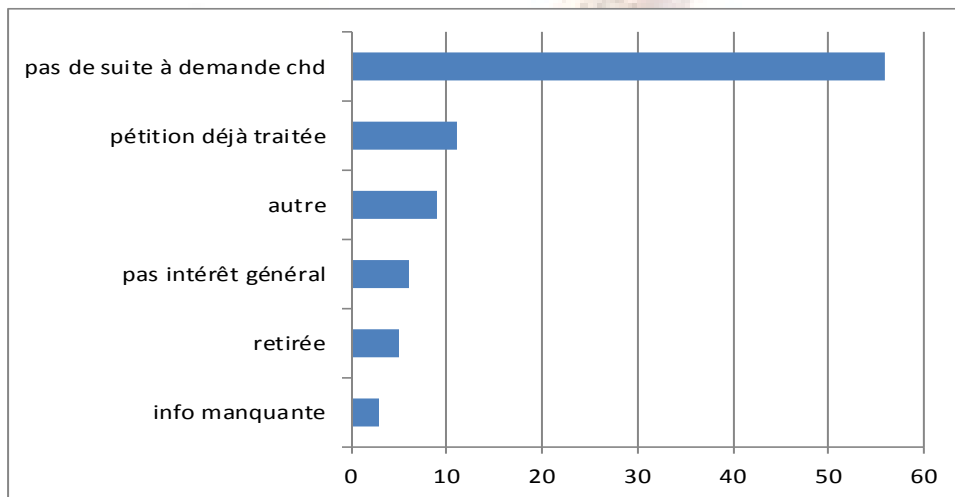
²⁷ Les autres pétitions sont 352, 361, 404, 406, 414, 444.

²⁸ Il s'agit des pétitions 330, 349, 362, 369, 401.

pétition et obtenir des signatures rendrait l'acte de la retirer beaucoup plus simple et surtout moins pesant, vu que l'effort investi pour l'initier et la promouvoir est bien moindre que pour une pétition traditionnelle.

Enfin, certaines pétitions ont été codées comme « autre ». Celles-ci englobent le cas où la pétition a été renvoyée à une autre autorité. Il s'agit de la pétition 430 qui a été renvoyée au bourgmestre de Moutfort et de la pétition 484 dont le but est celui d'accompagner la statue du Général Patton située à Ettelbruck de « Willy », un bull terrier avec qui il serait souvent représenté. Cette pétition a été transmise au Collège des échevins et bourgmestre de la Ville d'Ettelbruck. Les autres cas concernent une pétition sans objet (pétition 435), des propos discriminatoires (pétition 374), la non inscription des initiateurs dans le registre des pétitions physiques (pétition 389), la non-correspondance du contenu de la pétition avec son objet (pétition 427), et le non-respect du principe de la liberté d'expression et d'association (pétitions 443 et 469). Enfin pour trois pétitions aucune information n'est apportée sur les raisons de leur irrecevabilité.²⁹

FIGURE 4: RAISONS NON TRAITEMENT E-PÉTITIONS



n= 90

²⁹ Il s'agit des pétitions 397, 449, 452.

OBJETS DES PÉTITIONS

Une analyse détaillée de l'objet des pétitions, entendu comme les thématiques traitées par les pétitions, peut servir de « sismographe » de l'opinion publique, en ce sens qu'il peut mettre en évidence des questions qui préoccupent les citoyens à un moment donné. A la différence des enquêtes d'opinions classiques qui demandent généralement aux répondants d'indiquer quelles sont les principaux problèmes que doit affronter le pays et qui parfois impose une série d'options, les thématiques soulevées par les pétitionnaires émergent directement et librement des citoyens. En favorisant l'expression d'opinions plus spontanées et ouvertes, elles peuvent servir d'instrument complémentaire à ceux existants pour mesurer l'opinion publique.

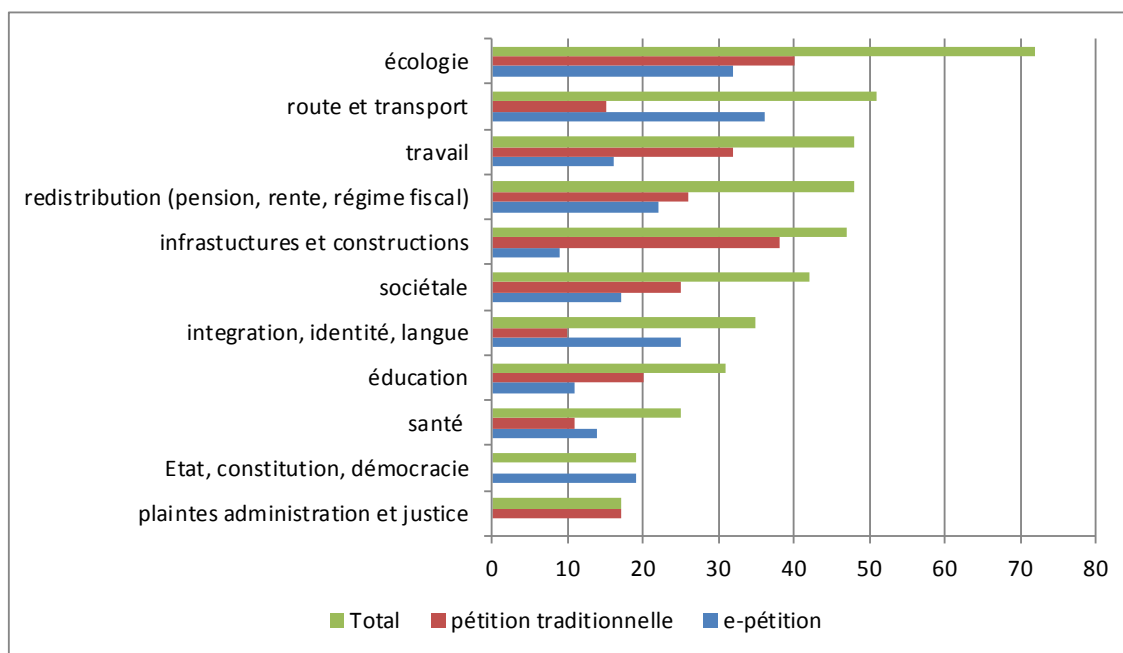
Dans cette section, trois questions seront analysées pour illustrer le type d'opinion publique révélée par les (e-) pétitions : 1) Quelles sont les principales thématiques abordées par les pétitions ? 2) Quelle est l'étendue des pétitions ? 3) Comment les thématiques des pétitions ont évolué dans le temps et suite à l'introduction des e-pétitions ?

La première section offre une vue d'ensemble des thématiques traitées par les pétitions en mesurant la fréquence de celles-ci de manière globale et la fréquence avant et après l'introduction des e-pétitions. La seconde section traite de l'étendue des pétitions en distinguant les pétitions personnelles, locales, nationales et internationales. La dernière section passe en revue les pétitions par thématique afin de présenter leurs caractéristiques, leur évolution dans le temps, leur étendue ainsi que de leur succès, mesuré en nombre de signatures obtenues.

THÉMATIQUES DES PÉTITIONS

La principale préoccupation pour les pétitionnaires aussi est la question écologique. En tout 71 pétitions portent sur les questions environnementales. A noter que l'écologie est une question prioritaire aussi bien avant qu'après l'introduction des e-pétitions. Viennent ensuite, en tir groupé, les pétitions concernant le « transport et routes » (51 pétitions), le « travail » (48 pétitions), les questions de « redistribution » (48 pétitions), d'« infrastructures et constructions » (47 pétitions) et les « questions sociétales » (42 pétitions). Celles-ci sont apparues en majorité avant l'introduction des e-pétitions sauf pour la catégorie « transport et route ». Cette différence peut s'expliquer par des problèmes de circulation qui n'ont cessé de s'aggraver ces dernières années (voir *infra*). Les autres préoccupations exprimées à travers les pétitions sont les questions concernant l'« identité et l'intégration » (35 pétitions) qui sont surtout apparues avec les e-pétitions (25 e-pétitions), l'« éducation » (31 pétitions), et la santé (25 pétitions). Enfin les dernières catégories sont « Etat et démocratie » avec 19 pétitions exclusivement en ligne et les « plaintes contre les décisions judiciaires et administratives » avec 17 pétitions exclusivement traditionnelles. Dans les sections suivantes plusieurs raisons seront évoquées pour expliquer ces différences.

FIGURE 5: FRÉQUENCE DES PÉTITIONS PAR THÉMATIQUE



Total n=480; pétition traditionnelle n=256; e-pétition n=224

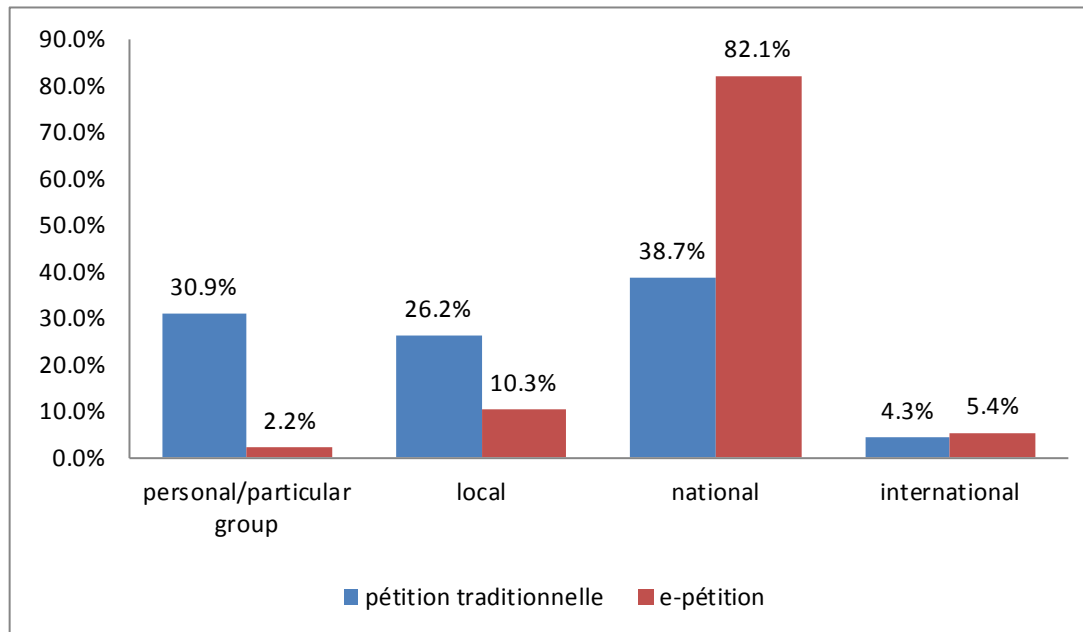
ÉTENDUE DES PÉTITIONS

En partant de l'idée, souvent admise, que les nouvelles technologies devraient favoriser une atomisation et individuation de la société, en ce sens qu'elle pousserait les individus à promouvoir leurs propres intérêts, on peut supposer que les e-pétitions devraient favoriser l'expression de pétitions à caractère local ou particulariste. Pour le dire autrement, une personne seule devant son ordinateur, son smartphone ou sa tablette, serait davantage encouragée à exprimer ses préoccupations personnelles que si elle était dans un espace public et qu'elle devait aller à la rencontre d'autres gens pour les convaincre du bienfondé de sa pétition. L'interposition de l'écran aurait un effet désinhibiteur pour exprimer les intérêts les plus égoïstes.

Les résultats de nos analyses montrent, que c'est exactement le contraire qui survient. Alors que les pétitions traditionnelles sont distribuées de manière relativement équitable entre pétitions particulières (31%), locales (26%) et nationales (39%), les pétitions en ligne sont caractérisées par une surreprésentation marquée des pétitions nationales (82%), une sous-représentation des pétitions locales (10%) et une quasi-absence des pétitions personnelles (2%). Dans les deux cas les pétitions portant sur des enjeux internationaux sont peu présentes.

Comme nous le verrons dans la section qui suit, l'étendue des pétitions - ainsi que le nombre de signatures - varie sensiblement suivant la thématique des pétitions.

FIGURE 6: FRÉQUENCE DES PÉTITIONS PAR ÉTENDUE : COMPARAISON PÉTITIONS TRADITIONNELLES ET E-PÉTITION



Total n=480; pétition traditionnelle n=256; e-pétition n=224

ANALYSE DÉTAILLÉE PAR THÉMATIQUE

L'analyse détaillée par thématique permet premièrement de présenter une définition détaillée du contenu de chaque thématique. Deuxièmement, elle offre une présentation de l'évolution de la fréquence des pétitions à travers une distribution en cinq périodes : quatre périodes couvrent les pétitions traditionnelles (1945-1980 ; 1981-1990 ; 1991-2000 ; 2001-2014) et la dernière période couvre les e-pétitions (à partir de mars 2014). Troisièmement, elle présente pour chaque thématique la distribution des pétitions par rapport à leur étendue et le nombre de signatures, ce qui est intéressant non seulement à des fins informatives mais aussi pour commencer à explorer les facteurs contribuant à expliquer le succès des pétitions. Les thématiques seront présentées par ordre décroissant de fréquence.

PÉTITIONS ÉCOLOGIQUES

Les pétitions écologiques concernent les pétitions traitant de l'environnement, de la chasse (pour ou contre), de la protection animaux et de toute forme de pollution (sonore, chimique, visuelle, etc.).

TABEAU 2: PÉTITIONS ÉCOLOGIQUES

	Nombre		Etendue		
	N	%	N	%	
av.1980	0	0	individuelle-particulière	1	1.4
1981-1990	5	6.9	locale	23	31.9
1991-2000	11	15.3	nationale	40	55.6
2001-2014	24	33.3	internationale	6	8.3
2014-	32	44.4	info manquante	2	2.8
Total	72		Total	72	

Globalement, l'enjeu écologique est la principale préoccupation des pétitionnaires. Ce phénomène est apparu dans les années 80 avec l'émergence des partis écologiques. Dans les années 90, le nombre de pétitions écologiques a doublé, pour atteindre 11 pétitions et parmi celle-ci trois reçoivent un nombre relativement important de signatures : deux concernent la chasse³⁰ et une concerne l'usine Arbed de Schiffange pour des émissions de dioxine préoccupantes³¹. Dans les années 2000 jusqu'à l'introduction des e-pétitions (mars 2014), la préoccupation écologique n'a cessé de croître. On compte en effet 24 pétitions. Les pétitions qui ont le plus de succès concernent encore une fois la chasse.³² Elles sont suivies des pétitions qui souhaitent introduire la protection des animaux dans la Constitution³³, à protéger les animaux contre des pratiques de transport et d'abattages jugées cruelles³⁴ et celles visant à promouvoir le confort des animaux de compagnie : deux pétitions (247 et 227) se sont érigées contre le Projet de loi 4985 voulant imposer le port de la laisse et de la muselière aux animaux de compagnie. Suite à l'introduction des e-pétitions la question écologique demeure la plus plébiscitée avec 32 pétitions. Parmi celles-ci quatre dépassent la barre des 4500 signatures permettant à une pétition publique d'être débattue en plénière. Toutes concernent la protection

³⁰ Pétitions 204 (5500 signatures) et 216 (8257 signatures).

³¹ Pétition 206 (5374 signatures).

³² Pétition 284 « pour le maintien de la chasse traditionnelle » (23500 signatures) et pétition 280 qui est contre la chasse (13500 signatures).

³³ Pétition 260 (13097 signatures).

³⁴ Pétition 240 « Contre le transport des animaux vivants (contre la directive 95/29/CE) » (6557 signatures) et pétition 246 « interdiction de l'abattage des animaux sans étourdissement ou anesthésie y compris pour des motifs religieux » (11220 signatures).

des animaux³⁵.

Du point de vue de l'étendue, plus de la moitié des pétitions écologiques (56%) concernent des enjeux d'ordre national et environ un tiers (32%) des enjeux locaux, correspondant souvent à des plaintes contre des nuisances sonores ou des implantations polluantes (ex : industrie, déchetterie). Enfin six pétitions traitent de questions internationales. Parmi celles-ci, deux concernent la centrale nucléaire de Cattenom, deux les questions de pêche des baleines et une la protection de la forêt tropicale.

PÉTITIONS TRANSPORT ET ROUTE

Cette catégorie reprend les pétitions relatives au transport (privé et public), la circulation, la sécurité routière, ainsi que l'infrastructure directement liées au transport (routes, chemins de fer, etc.).

TABLEAU 3: PÉTITIONS TRANSPORT ET ROUTE

		Transport et route			
		Nombre		Etendue	
		N	%	N	%
av.1980	2	3.9	individuelle-particulière	4	9.1
1981-1990	3	5.9	locale	11	25.0
1991-2000	3	5.9	nationale	33	75.0
2001-2014	7	13.7	internationale	0	0.0
2014-	36	70.6	info manquante	3	6.8
Total	51		Total	51	

Quasiment absentes jusqu'en 2000, les pétitions, concernant le transport, se sont fortement multipliées avec l'apparition des e-pétitions, qui sont à l'origine de sept pétitions sur dix dans le domaine. La lecture du libellé des e-pétitions montre que l'introduction des e-pétitions a facilité l'expression des préoccupations des citoyens par rapport à la forte augmentation du trafic (notamment à cause des travailleurs transfrontaliers), le rejet d'une partie de la population du tram et les radars fixes, un ras-le-bol contre les travaux à répétition, des accidents de la route qui ont soulevé un large émoi de la population. Notons aussi que ces pétitions concernent avant tout des enjeux nationaux.

Les pétitions qui ont atteint le plus de signatures sont la pétition 333 « contre le tram et pour la mise en place d'un référendum » (7110 signatures), la pétition 232 « non merci à encore plus de trafic » (2852 signatures), la pétition 304 « revendiquant l'accessibilité des chemins de fer et bus

³⁵ Il s'agit de la protection des abeilles (pétition 459, 5000 signatures), de la chasse (pétition 483, 10317 signatures), de la pêche de baleine et dauphins dans les îles Féroé (pétition 419, 4676 signatures), du mauvais traitement des animaux (pétition 354, 6140 signatures).

pour tous» (1007 signatures) et la pétition 402 pour la « création d'une vignette payante pour les non-résidents pour des horaires spécifiques afin de circuler à Luxembourg » (727 signatures).

PÉTITIONS TRAVAIL

Cette catégorie reprend les pétitions portant sur le travail, la représentation des travailleurs (syndicat, corporations, etc.), la reconnaissance des diplômes, la protection des travailleurs.

TABLEAU 4: PÉTITIONS TRAVAIL

	Nombre		Etendue		
	N	%	N	%	
av.1980	8	16.7	individuelle-particulière	17	35.4
1981-1990	12	25.0	locale	2	4.2
1991-2000	5	10.4	nationale	28	58.3
2001-2014	7	14.6	internationale	0	0.0
2014-	16	33.3	info manquante	1	2.1
Total	48		Total	48	

La thématique du travail est continuellement présente depuis la Seconde Guerre mondiale avec un score jamais inférieur à 10% et une présence marquée depuis l'introduction des e-pétitions. Comme pour les questions de redistribution (voir *infra*), il était commun jusqu'au milieu des années 80 que des citoyens fassent remonter par l'intermédiaire des pétitions leurs doléances par rapport à des difficultés au travail. Ceci explique qu'un tiers des pétitions sont codées comme individuelles ou particulières. Par exemple, certaines pétitions portaient sur la « demande d'un rétablissement de « cabaretage » » (pétition 4), « une plainte contre le licenciement de son fils » (pétition 20) ou bien encore une plainte par rapport « au refus d'avancement dans sa carrière comme employé d'Etat » (pétition 97). A partir du milieu des années 80, ce type de pétitions a laissé la place à des pétitions concernant l'intérêt général ou, au minimum, des groupes sociaux importants. Parmi celles-ci dix (dont seulement une e-pétition) ont obtenues plus de 1000 signatures et quatre ont obtenu plus de 4500 signatures. Il s'agit de la pétition 127 « pour un régime de cessation anticipée de la vie professionnelle » (18648 signatures), la pétition 256 visant à une « amélioration des droits syndicaux », la pétition 211 « pour une augmentation des salaires dans le secteur public de 2.5% pour années 2000 et 2001 » (7500 signatures), et la pétition 440 « pour la sauvegarde des photos d'identité dans les magasins » (5000 signatures).

PÉTITIONS REDISTRIBUTION

Les pétitions portant sur la redistribution sont celles concernant des demandes personnelles (comme des demandes pensions, remboursement pour accident, etc.) et des questions plus générales autour de la fiscalité et de l'Etat social.

TABLEAU 5: PÉTITIONS REDISTRIBUTIONS

	Nombre		Redistribution		Etendue	
	N	%		N	%	
av.1980	8	16.7	individuelle- particulière	16	33.3	
1981-1990	7	14.6	locale	0	0.0	
1991-2000	4	8.3	nationale	32	66.7	
2001-2014	7	14.6	internationale	0	0.0	
2014-	22	45.8	info manquante	0	0.0	
Total	48		Total	48		

Jusqu'au milieu des années 80, il n'était pas rare que les citoyens fassent appel aux pétitions pour résoudre des problèmes avec l'administration ou la justice concernant l'obtention d'une pension, d'une rente, d'une indemnité de guerre ou pour des accidents de travail. Depuis ce type de plaintes se retrouvent devant le Tribunal administratif ou le Médiateur³⁶. Une pétition sort du lot dans les années 80 : la pétition 142 « 5/6 Pensioun fir Jiddfereen ». Déposée en 1988, elle avait pour objet d'équilibrer la pension retraite du secteur privé avec celle du secteur public, et constitue avec plus de 10000 signatures une étape importante dans la naissance du parti souverainiste ADR. Dans les années 90, cette catégorie de pétitions a quasiment disparu (seulement quatre ont été déposées, dont deux sont irrecevables car elles portent sur des enjeux individuels), pour réapparaître timidement dans les années 2000 avec sept pétitions, toutes recevables. Deux pétitions ont marqué la fin des années 2000. La première, déposée en juin 2010, est la pétition 299 «Och mir sinn Lëtzebuerg» visant à renforcer la compétitivité des entreprises nationales : celle-ci a obtenu 2087 signatures³⁷. La seconde, déposée en octobre

³⁶ A noter que les pétitions rentrant dans cette catégorie seraient plus nombreuses si toutes les pétitions entre 1945 et 1980 avaient été reprises par l'administration de la Chambre. En effet, sur les 82 pétitions qui ont été déposées jusqu'en 1980, nous n'avons pas d'information pour plus de 50 d'entre elles.

³⁷ Sous ce nom « mystérieux », cette pétition vise à favoriser la compétitivité des entreprises artisanales et des classes moyennes. Pour cela elle vise à arrêter ou limiter toute mesure qui va contre cet objectif (tranche indiciaire automatique, augmentation du smic, des cotisations sociales, et des charge fiscale)

2010 est la pétition 302 « contre la nouvelle législation sur les allocations familiales, la bonification enfant et les aides financières pour étudiants ». Elle a atteint 21000 signatures ce qui en fait une des pétitions les plus plébiscitées dans l'absolu. Depuis l'introduction des e-pétitions, il y a une forte recrudescence de ce type de pétitions. En moins de deux ans 22 e-pétitions concernent des questions de redistribution, ce qui fait presque la moitié des pétitions (46%) dans ce domaine. A noter que seulement une e-pétition a dépassé la barre des 500 signatures, la pétition 451, contre l'abolition des allocations d'éducation et de maternité. Déposée en octobre 2014, celle-ci a obtenu 2055 signatures.

PÉTITIONS INFRASTRUCTURE ET HABITATION

Les pétitions infrastructures et habitations concernent les pétitions portant sur des constructions (habitations ou infrastructures publiques), l'aménagement du territoire, et la préservation du patrimoine.

TABLEAU 6: PÉTITIONS INFRASTRUCTURE ET HABITATION

	Infrastructure et habitation		Etendue		
	Nombre			N	%
	N	%		N	%
av.1980	3	6.4	individuelle-particulière	5	10.6
1981-1990	12	25.5	locale	39	72.2
1991-2000	10	21.3	nationale	3	5.6
2001-2014	13	27.7	internationale	0	0.0
2014-	9	19.1	info manquante	0	0.0
Total	47		Total	47	

Différemment des pétitions écologiques, les pétitions « infrastructure et habitation » sont présentes de manière constante durant les différentes périodes traitées (années 80, 90, 2000 et e-pétitions) et portent avant tout sur des enjeux locaux, ce qui est normal vu qu'il s'agit de thématiques qui par nature sont inscrites dans un territoire géographique précis. Du fait qu'elles portent avant tout sur des enjeux locaux, elles attirent en moyenne moins de signatures que les pétitions traitant d'autres thématiques (see *infra*). Seulement deux pétitions ont dépassé la barre des 4500 signatures. Il s'agit de la pétition visant à agrandir le lycée d'Ettelbruck (pétition 272 avec 9400 signatures) et la pétition visant à améliorer la qualité des habitations et de la qualité de vie (pétition 297 avec 4500 signatures). Enfin, notons qu'en tout seulement huit pétitions ont dépassé la barre des 1000 signatures et qu'aucune n'est issue des e-pétitions³⁸.

³⁸ Il s'agit des pétitions 193, 213, 223, 231, 252, 272, 297, 326.

PÉTITIONS SOCIÉTÉ ET SÉCURITÉ

Cette catégorie rassemble les pétitions ayant trait aux questions relatives à la paix, la violence et aux valeurs qui régissent la société, en particulier la religion (inclus le cours de religion), la politique du genre, le mariage homosexuel et l'avortement. Ne sont pas incluses les pétitions qui touchent à l'identité pour lesquelles une catégorie à part a été prévue.

TABLEAU 7: PÉTITIONS SOCIÉTÉ ET SÉCURITÉ

	Nombre			Etendue	
	N	%		N	%
av.1980	0	0.0	individuelle-particulière	0	0.0
1981-1990	1	2.4	locale	8	19.0
1991-2000	5	11.9	nationale	27	64.3
2001-2014	19	45.2	internationale	6	14.3
2014-	17	40.5	info manquante	1	2.4
Total	42		Total	42	

Absente jusque dans les années 90, la question des valeurs s'est fortement affirmée au tournant du siècle et s'est maintenue lors de l'introduction des e-pétitions. La plupart d'entre elles touchent à des enjeux nationaux (59%). Elles concernent aussi, dans une moindre mesure, des enjeux plus locaux (18%) et internationaux (13,6%). Les enjeux locaux viennent essentiellement de réactions de la population à l'introduction de structures considérées problématiques, comme par exemple un centre d'accueil pour prostituées³⁹. Les questions internationales touchent à des enjeux tels que « les atrocités commises aux femmes pendant la guerre en Yougoslavie » (pétition 133), ou bien encore « la reconnaissance de l'Etat palestinien » (pétition 462).

Avec 22 pétitions qui dépassent la barre des 1000 signatures, il s'agit d'une thématique qui capte un large intérêt populaire. Parmi celles qui ont su attirer le plus de signatures plusieurs concernent la question religieuse : l'éducation religieuse⁴⁰ la séparation de l'Eglise et de l'Etat

³⁹ Voir par exemple pétition 202 « Contre le projet d'un centre d'accueil pour les prostituées dans le quartier de la gare » (1145 signatures) et pétition 234 « Pour la fermeture du club « Pretty Women » (175 signatures).

⁴⁰ Voir pétitions 441 « Fir de Choix » (25665 signatures), pétition 241 « instruction religieuse » (3659 signatures).

(pétition 398) ou la reconnaissance du Culte musulman (pétition 238). Plusieurs pétitions concernent également la dépénalisation de l'euthanasie (pétitions 291 et 300) et le mariage homosexuel (pétition 286 et 343). Enfin certaines pétitions portant sur des enjeux internationaux et locaux qui ont su également attirer l'attention des citoyens. Il s'agit de la pétition 274 « Interdiction des bombes à sous-munitions » (8930 signatures) de la pétition 308 « contre le trafic des mineurs à des fins sexuelles » (8000 signatures) et de la pétition 287 « Contre foyer d'accueil toxicomane à Bonnevoie » (4440 signatures).

PÉTITIONS IDENTITÉ ET INTÉGRATION

Cette catégorie traite de toutes les questions liées à l'identité au sens large. Elle englobe des questions telles que l'utilisation de la langue, l'immigration, les réfugiés politiques, les symboles nationaux et l'intégration des travailleurs étrangers.

TABLEAU 8: PÉTITIONS IDENTITÉ ET INTÉGRATION

	Identité et intégration			Etendue	
	Nombre			N	%
	N	%		N	%
av.1980	0	0.0	individuelle-particulière	3	8.6
1981-1990	1	2.9	locale	1	2.9
1991-2000	3	8.6	nationale	28	80.0
2001-2014	6	17.1	internationale	3	8.6
2014-	25	71.4	info manquante	0	0.0
Total	35		Total	35	

L'expression de la question identitaire à travers les pétitions est très récente. On peut même dire que celle-ci s'est affirmée avec l'introduction des e-pétitions. En effet jusqu'au milieu des années 2000, les pétitions cataloguées comme identitaires étaient très peu nombreuses et correspondaient avant tout à des pétitions relatives aux statuts des réfugiés (voir pétition 183, 199, 244), à l'accès au marché du travail pour les immigrés (voir pétition 85 et 225) ou bien encore à l'intégration européenne à travers la demande de l'organisation d'un référendum sur le Traité de Maastricht (pétition 171).

La première pétition visant à affirmer ouvertement et sans ambiguïté l'identité luxembourgeoise, est la pétition 227 « Roude Leiw ». Déposée en 2007, il s'agit de la pétition en soutien du projet de loi déposé par le député chrétien-social Michel Wolter afin de modifier l'emblème national tricolore à la faveur de l'emblème utilisé dans les compétitions sportives représentant un lion rouge. Celle-ci a obtenu 26000 signatures ce qui en fait la pétition la plus plébiscitée de toutes celles déposées à la Chambre depuis la Seconde Guerre mondiale. Celle-ci a d'ailleurs été récemment reprise par deux e-pétitions (pétitions 523 et 525).

Depuis les pétitions visant à soutenir l'identité luxembourgeoise se sont multipliées et sont passées de demandes symboliques à des demandes plus concrètes oscillant entre la promotion de valeurs universalistes et celles de valeurs protectionnistes.

Vu l'importance croissante de la question identitaire, l'auteur fait le choix de les passer en revue systématiquement :

Trois pétitions se focalisent sur l'accès au droit de vote des étrangers qui par la suite a fait l'objet d'un référendum (en juin 2015). La pétition 342 « contre droit de vote des étrangers » (785 signatures), la pétition 346 « pour droit de vote des étrangers » (1941 signatures), la pétition 371 « vote obligatoire pour résidents depuis plus de 5 ans au Grand-Duché » (48 signatures)

Neuf pétitions portent sur la reconnaissance et la promotion de la langue luxembourgeoise. Pour que les sites de l'administration publique soient traduits dans toutes les langues parlées dans le pays (pétitions 332) ; pour une reconnaissance au niveau européen du luxembourgeois comme langue officielle (pétition 363) ; pour rendre un test de langue luxembourgeoise obligatoire pour obtenir la nationalité et les aides sociales luxembourgeoises (pétition 374) ; pour une formation gratuite du luxembourgeois aux résidents (pétition 386) ; pour rendre le luxembourgeois une matière d'enseignement centrale dans le système scolaire (pétition 493) ; afin que le Mémorial soit dans les trois langues officielles (pétition 505) ; pour que le luxembourgeois devienne la langue principale du pays (pétitions 482, 511) ; pour la mise en ligne de traducteurs luxembourgeois (pétition 518). Ces pétitions sont nombreuses mais n'ont à ce jour pas su attirer beaucoup de signatures. Aucune ne dépasse 700 signatures.

Cinq pétitions sont d'ordre plus symboliques : afin de rendre obligatoire l'apprentissage de l'hymne national « Ons Heemecht » dans les écoles (pétition 497) ; pour la promotion du Lion rouge comme drapeau national (pétitions 523 et 525) ; Pour commémorer les évacués luxembourgeois de la Seconde Guerre mondiale⁴¹ (pétition 517 et 549).

Enfin deux pétitions se réfèrent spécifiquement et ouvertement aux valeurs et intérêts nationaux. Il s'agit des pétitions qui exigent des impôts supplémentaires pour les frontaliers (pétition 516), et celle visant à interdire la dissimulation du visage dans l'espace public (pétition 531).

⁴¹ L'auteur de la pétition fait référence aux évacuations des populations vivant au Luxembourg en face de la « Ligne Maginot », évacuations qui se sont faites à partir du 10 mai 1940, suite à l'occupation du Luxembourg par les troupes allemandes.

PÉTITIONS ÉDUCATION

Cette catégorie reprend l'ensemble des pétitions ayant trait à l'éducation, la recherche et le statut du corps enseignant (ex : reconnaissance de diplôme, salaire, pension, etc.) et celui des étudiants (ex : bourses d'études).

TABLEAU 9: PÉTITIONS ÉDUCATION

	Nombre		Etendue		
	N	%	N	%	
av.1980	0	0.0	individuelle-particulière	1	3.2
1981-1990	8	25.8	locale	1	3.2
1991-2000	1	3.2	nationale	26	83.9
2001-2014	11	35.5	internationale	0	0.0
2014-	11	35.5	info manquante	3	9.7
Total	31		Total	31	

Les pétitions concernant l'éducation sont apparues au milieu des années 80, pour ensuite disparaître dans les années 90 et réapparaître en force dans les années 2000. Celles-ci se sont maintenues à un niveau élevé également suite à l'introduction des e-pétitions. Notons enfin qu'il s'agit de pétitions avant tout nationales car elles traitent d'enjeux qui concernent une large partie de la population. Une pétition a été codée comme particulariste dans la mesure où elle traite de la demande de versement étatique en faveur de la « Waldorfschule » (pétition 122) et une autre a été codée comme locale car elle concerne les conditions de travail et de sécurité dans l'Ecole européenne (pétition 126).

Les pétitions sur l'éducation rencontrent généralement un vif succès auprès des citoyens. En effet pas moins de 15 sur les 19 pétitions ayant fait l'objet d'une collecte de signatures et pour lesquelles nous disposons des informations ont cumulé plus de 1000 signatures. Les cinq pétitions ayant rencontré le plus de succès sont les suivantes : la pétition 328 « Solidarité avec l'Education » qui a reçu 11365 signatures. Celle-ci a été initiée par plusieurs associations représentant les éducateurs et enseignants afin de sensibiliser les citoyens et le Gouvernement de toute une série de revendications concernant l'éducation et la nécessité de collaboration dans le cadre des réformes à venir. La pétition 507 (7042 signatures) qui demande à ce que les cours de natation continuent à être assurés par des professeurs de natation professionnels. La pétition 210 qui est contraire à ce que les temps scolaires soient diminués (5308 signatures). La pétition 329 qui est contraire à une diminution des bourses d'études (4540 signatures). La pétition 249, pour la promotion de la qualité de l'enseignement dans le système public (2900 signatures).

PÉTITIONS SANTÉ

Cette catégorie concerne toutes les pétitions ayant trait à la santé et au remboursement des soins médicaux.

TABLEAU 10: PÉTITIONS SANTÉ

	Nombre		Santé		Etendue	
	N	%		N	%	
av.1980	0	0.0	individuelle- particulière	4	16.0	
1981-1990	2	8.0	locale	1	4.0	
1991-2000	2	8.0	nationale	20	80.0	
2001-2014	7	28.0	internationale	0	0.0	
2014-	14	56.0	info manquante	0	0.0	
Total	25		Total	25		

Les premières pétitions traitant de la santé sont apparues dans les années 80 et 90. Celles-ci concernaient avant tout de cas individuels. Trois pétitions sur les quatre ayant été déposées concernaient l'octroi de pensions d'invalidité (pétitions 89, 139, 194). La seule et première pétition relative à la santé de portée plus générale est la pétition 214 qui demande à ce que soit assuré un centre de rééducation fonctionnelle à Dudelange. Celle-ci a reçu 11000 signatures, ce qui est fait la pétition la plus plébiscitée dans la catégorie. A partir des années 2000, le nombre de pétitions relatives à la santé ont fortement augmenté et ont concerné des enjeux nationaux. Avec l'apparition des e-pétitions, cette tendance s'est encore plus accentuée.

Comme pour l'éducation, les pétitions relatives à la santé reçoivent généralement un appui social important. En effet sur 14 pétitions ayant fait l'objet d'une collecte de signatures et pour lesquelles nous disposons des informations, neuf ont dépassé la barre des 1000 signatures. Il s'agit de la pétition 214 que nous venons de voir, de la pétition 303 « contre le projet de loi portant réforme du système de soins de santé » (9400 signatures), de la pétition 314 « contre l'interdiction générale de fumer dans les cafés et discothèques » (9000 signatures) de la pétition 259 « pour le remboursement des médicaments homéopathiques » (8000 signatures) et de la pétition 327 « pour la reconnaissance de la thérapie de la douleur au Luxembourg » (3000 signatures). Notons aussi que pas moins de six pétitions concernent le cannabis, soit pour le légaliser, soit pour limiter son utilisation à des fins médicales, soit pour l'interdire⁴².

42 Il s'agit des pétitions 323, 425, 445, 481, 541, 524, 534.

PÉTITIONS FONCTIONNEMENT DE L'ETAT ET DÉMOCRATIE

Cette catégorie reprend l'ensemble des pétitions concernant le fonctionnement de l'Etat, comme le statut de la monarchie, l'administration et le système électoral⁴³.

Etat et démocratie					
Nombre			Etendue		
	N	%		N	%
av.1980	0	0.0	individuelle-particulière	0	0.0
1981-1990	0	0.0	locale	0	0.0
1991-2000	0	0.0	nationale	19	100.0
2001-2014	0	0.0	internationale	0	0.0
2014-	19	100.0	info manquante	0	0.0
Total	19		Total	19	

Ce n'est qu'avec l'apparition des e-pétitions que sont apparues des pétitions relatives au fonctionnement de l'Etat et de la démocratie. Et toutes présentent une envergure nationale.

Les pétitions ayant obtenu le plus de signatures sont celles contestant les résultats des élections législatives anticipées d'octobre 2013. Il s'agit de la pétition 510 qui demande que de nouvelles élections soient organisées (3292 signatures) et de la pétition 513 qui souhaite la démission du Gouvernement actuel (1210 signatures). Une autre pétition ayant atteint un certain succès est la pétition 423 qui sollicite un retrait du plan directeur sectoriel afin de permettre une meilleure participation citoyenne (645 signatures).

Les autres thématiques abordées concernent le système électoral, la monarchie, la transparence de l'Etat, la démocratie directe et le fonctionnement des pétitions. Concernant le système électoral, une demande a été faite pour que les partis soient totalement libres pour établir leur liste électorale (pétition 437), que soit abolie l'obligation de vote (pétitions 378 et 432), que soit introduite une circonscription unique pour les élections législatives (pétition 341) que soit aboli le partage des sièges au Parlement sur base du système d'Hondt (pétition 384), que soit organisées des élections par internet sur base uniquement des candidats (pétition 439). Concernant la monarchie, la pétition 464 demande que soit diminué son financement, la pétition 394 demande à ce que soit organisé un référendum sur l'abolition de la monarchie et la pétition 416 est en faveur de la monarchie. Par rapport à la transparence de l'Etat la pétition 538 propose que les données de l'Etat soient intégralement numérisées afin de consentir un meilleur accès à ces informations. Pour ce qui est de la démocratie directe, la pétition 388 propose que soient rendus possibles des référendums d'initiative populaire. Enfin trois pétitions visent à améliorer le fonctionnement du système de pétitions en ligne. La pétition 399 propose que les

⁴³ Précisons que la question du droit de vote des étrangers, a été incluse dans la catégorie « identité » dans la mesure où il a été estimé que l'aspect identitaire prévaut sur l'aspect réforme étatique.

pétitions en ligne soient disponibles sous forme de liste imprimée pour signature manuscrite dans toutes les mairies du pays. La pétition 545 propose que soit diminué de 50% le nombre de signatures disponibles pour organiser un débat public. Et la pétition 380 demande que pétitions atteignant 4500 signatures puissent faire l'objet d'un référendum.

PÉTITIONS CONTRE DÉCISIONS ADMINISTRATIVES ET JUDICIAIRES

Cette catégorie reprend l'ensemble des pétitions concernant des plaintes ou requêtes par rapport à des décisions administratives ou judiciaires touchant directement l'initiateur des pétitions.

TABLEAU 11: PÉTITIONS DÉCISIONS ADMINISTRATIVES ET JUDICIAIRES

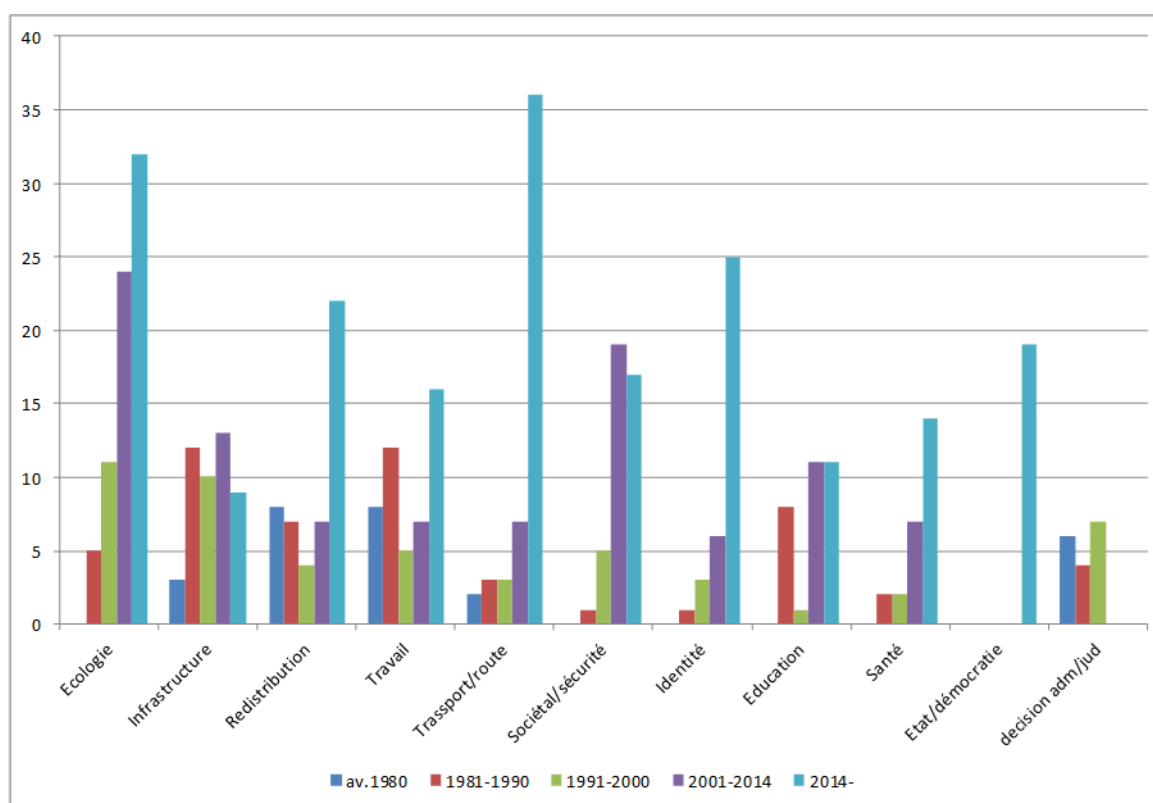
	Nombre			Etendue	
	N	%		N	%
av.1980	6	35.3	individuelle- particulière	17	100.0
1981-1990	4	23.5	locale	0	0.0
1991-2000	7	41.2	nationale	0	0.0
2001-2014	0	0.0	internationale	0	0.0
2014-	0	0.0	info manquante	0	0.0
Total	17		Total	17	

Ces pétitions sont apparues essentiellement avant les années 2000 et concernent exclusivement des enjeux individuels, ce qui explique qu'aucune d'entre elles n'a cherché à réunir des signatures. Il est important de rappeler qu'à partir du milieu des années 80 cette catégorie de pétitions est considérée comme irrecevable car il ne traite pas de l'intérêt général.

ANALYSE TEMPORELLE DES THÉMATIQUES

La figure qui suit est une synthèse de l'évolution du nombre de pétitions déposées par thématique. Elle met ainsi en évidence que la question écologique n'a cessé de monter en puissance depuis son apparition dans les années 1980. Que les questions liées à l'« infrastructure et habitation » et celles liées au « travail » se sont maintenues à un niveau relativement stable depuis les années 80. Que les questions de société, d'éducation et de santé se sont affirmées surtout depuis les années 2000. Que les pétitions remettant en cause des décisions administratives ou judiciaires ont complètement disparu depuis la fin des années 90. Enfin, elle met en lumière le fait que plusieurs problématiques sont apparues ou se sont clairement affirmées avec l'apparition des e-pétitions. Il s'agit de la question de la redistribution, du transport et route, de l'identité et intégration, de la santé et de l'Etat et démocratie.

Page | 40



QUI SONT LES PÉTITIONNAIRES ?

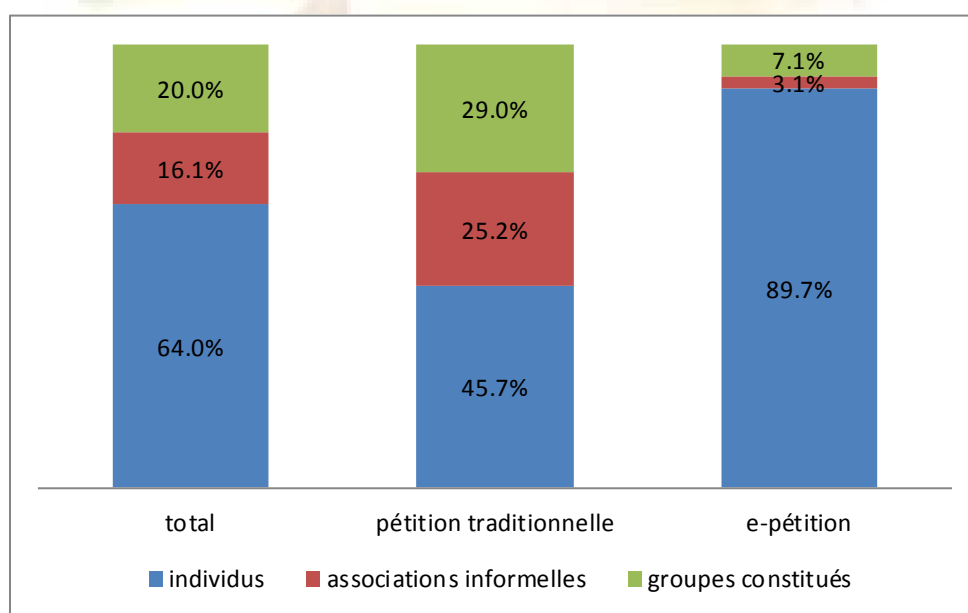
Page | 41

La question de l'identité des pétitionnaires est abordée en deux parties. Dans la première partie, l'identité et les caractéristiques des initiateurs des pétitions traditionnelles sont comparées avec celles des initiateurs des e-pétitions. L'identité des pétitionnaires est divisée en trois groupes : les individus, les associations informelles (c.à.d. celles qui se sont formées en vue des pétitions et les groupes locaux), et les groupes constitués (partis politiques, syndicats, groupes professionnels, associations diverses). Dans la deuxième partie, les acteurs qui composent chacun de ces groupes sont présentés de manière détaillée. Précisons que pour la catégorie « individus », l'analyse se limite, faute d'informations, à la question de genre. En particulier nous allons voir si l'utilisation des pétitions se caractérise - comme pour l'action politique en générale - par une domination masculine et si l'introduction des e-pétitions a un effet sur l'« équilibre des genres ».

ANALYSE GLOBALE ET COMPARAISON PÉTITIONS TRADITIONNELLES ET E-PÉTITIONS

Au niveau global, il y a une surreprésentation des pétitions issues des individus (64%, soit 346 pétitions), celles-ci sont suivies des pétitions issues des groupes constitués (20%, soit 108 pétitions) et des associations informelles (16%, soit 87 pétitions).

FIGURE 7: IDENTITÉ PÉTITIONNAIRE AVEC COMPARAISON PÉTITIONS TRADITIONNELLES ET E-PÉTITIONS



Total n: 541; pétition traditionnelle n: 317; e-pétition n: 224

Avant l'introduction des e-pétitions, une majorité relative des pétitions provenaient d'individus (46%, soit 145 pétitions), environ un tiers des pétitions étaient issues d'associations informelles (29%, soit 80 pétitions) et 25% provenaient de groupes organisés (80 pétitions). Suite à l'introduction, des e-pétitions l'écrasante majorité des pétitions sont issues des individus (90%, soit 201 pétitions) alors que les pétitions issues des associations informelles et des groupes organisés ne représentent que 10% en tout. Ce résultat confirme pleinement l'idée que l'introduction des e-pétitions, en facilitant l'acte d'initier une pétition, a rendu cet instrument plus accessible. Il n'est plus nécessaire d'écrire et imprimer une lettre, d'organiser la collecte des signatures et de l'envoyer à l'adresse de la Chambre. Toutes ces actions peuvent désormais se faire simplement de la maison en quelques clics. La conséquence de cette simplification se traduit par une multiplication des pétitions issues des individus, ce qui cependant n'entraîne pas, comme on l'a vu, une plus grande personnalisation des pétitions, car celles-ci concernent avant tout l'actualité d'ordre national ou international (voir *supra*). L'utilisation des pétitions par les groupes organisés ou informels semblent donc devenir un mode d'action politique dépassé à l'ère des e-pétitions. Ce résultat reste néanmoins à relativiser car en valeur absolu le nombre d'e-pétitions signées par les groupes est similaire à celui des pétitions traditionnelles.⁴⁴

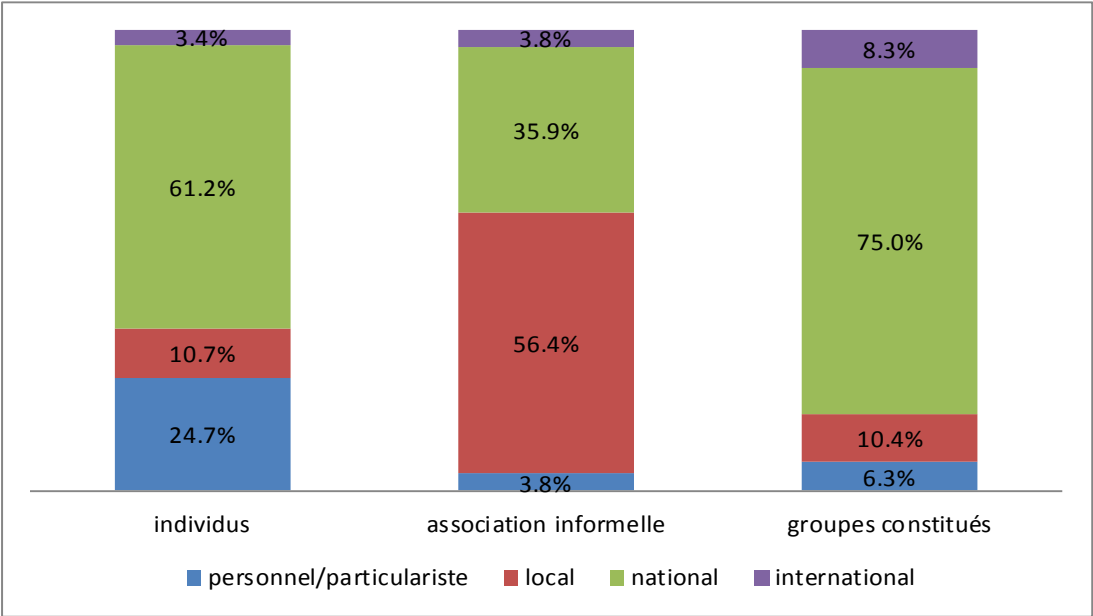
LIEN ENTRE ÉTENDUE PÉTITION ET IDENTITÉ PÉTITIONNAIRE

Un deuxième résultat intéressant est que les individus sont plus susceptibles d'initier des pétitions à caractère personnel que les groupes constitués ou informels. Une pétition sur quatre issues des individus portent en effet sur des questions personnelles alors que ce score ne dépasse pas les 7% pour les groupes constitués et les groupes informels. Il est important cependant de noter que cette tendance a complètement disparu avec l'introduction des e-pétitions⁴⁵. Les groupes constitués sont, sans surprise, ceux traitant avant tout d'enjeux nationaux. Enfin les groupes informels sont ceux qui de loin ont traité le plus de questions locales. Avec 56% c'est le premier enjeu pour ce groupe loin devant les individus et les groupes constitués qui ne dépassent pas les 11%.

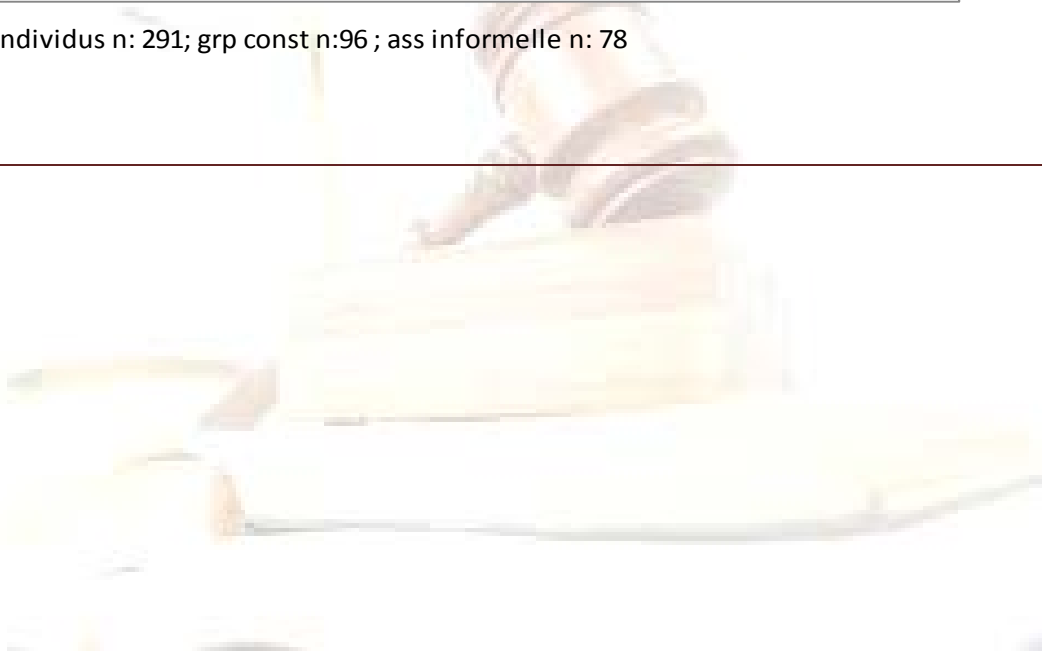
⁴⁴ Concernant les pétitions des groupes informels, le niveau est resté sensiblement le même avant et après l'introduction des e-pétitions. Il varie entre 3 et 8 pétitions entre 2010 et 2015. Pour ce qui est des pétitions des groupes organisés, il est de 7 en 2014 et de 3 en 2015, ce qui est également un nombre légèrement supérieur à celui observé pour les pétitions traditionnelles.

⁴⁵ En effet sur les 228 e-pétitions seulement 5 traitent d'enjeux personnels et parmi celles-ci seulement 4 ont été initiées par des individus.

FIGURE 8: IDENTITÉ PÉTITIONNAIRE ET ÉTENDUE PÉTITION



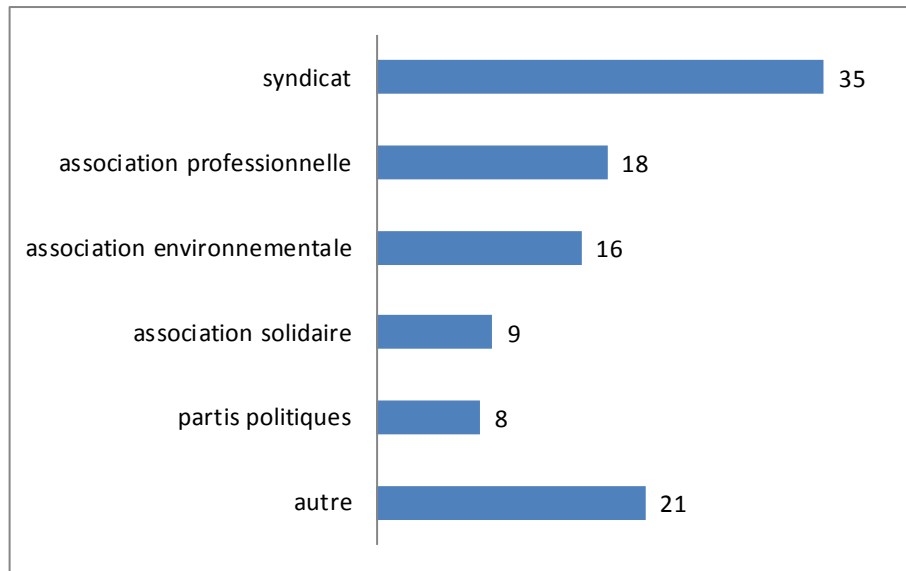
Total n: 465; individus n: 291; grp const n:96 ; ass informelle n: 78



GROUPES ORGANISÉS

Bien que les e-pétitions soient devenues avant tout un instrument utilisé par les individus, il demeure importante d'analyser quels sont les groupes organisés qui utilisaient celles-ci et continuent à le faire. Précisons que s'il existe différents groupes organisés qui soutiennent une même pétition nous définissons comme initiateur le groupe qui est à l'origine de la pétition.

Page | 44



n=108

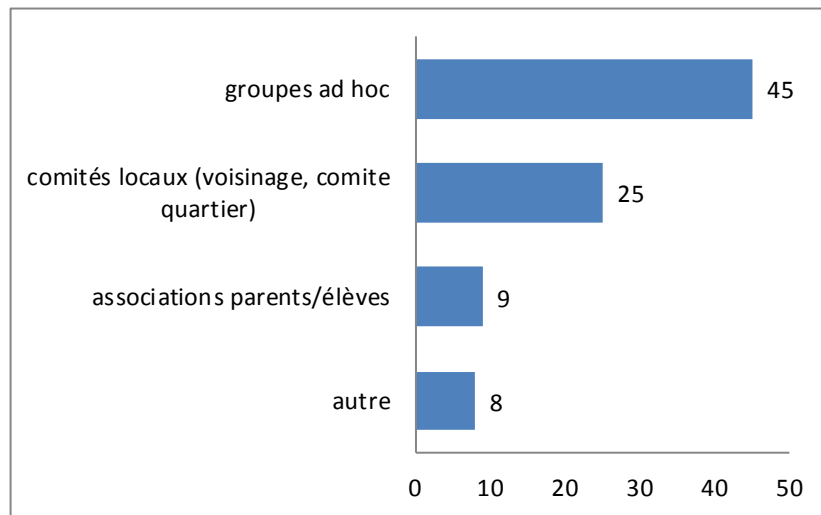
Les principaux groupes initiant les pétitions sont les syndicats (35 pétitions) : le LCGB et l'OGBL ont ainsi initié ou participé à neuf pétitions chacun et le *Landesverband* à trois. En deuxième position se placent les associations professionnelles (18 pétitions). Viennent ensuite les associations environnementales comme *Greenpeace* et *Natur & Umwelt*, et les associations solidaires comme Handicap International, ASTI, la Ligue des droits de l'homme et le Syndicat national du logement. Notons enfin que les partis politiques ne sont à l'origine que de huit pétitions. Il s'agit de la jeunesse socialiste du nord (pétition 133), du CSV section Mamer (pétition 172), du LSAP (pétition 213), de la jeunesse socialiste (pétition 231), du LSAP section Differdange (pétition 252), des jeunes pirates (pétition 390), de la pétition de Sven Clément en tant que président du Parti pirate (pétition 329) et celle de Colombera en tant que président du PID qu'il a fondé après s'être retiré de l'ADR (pétition 345). Dans la catégorie « autre », nous avons inclus les pétitions issues, de centres culturels⁴⁶, d'une administration communale (pétition 55.1), d'une délégation du personnel (pétition 489), et celles initiées par des associations portant sur divers sujets comme la chasse (pétition 483), l'éducation (pétition 122), la protection des femmes (pétition 177), etc.

⁴⁶ Voir pétition 238 du Centre culturel islamique et pétition 460 de l'Institut kurde du Luxembourg.

ASSOCIATIONS INFORMELLES

Dans la catégorie « associations informelles » ont été inclus en plus des groupes *ad hoc*, c'est à dire des groupes qui se sont formés en vue de la pétition, les groupes locaux (comme les comités de quartiers ou de voisinage), et les associations d'élèves ou de parents d'élèves.

FIGURE 9: COMPOSITION DES ASSOCIATIONS INFORMELLES



n=87

Les groupes *ad hoc*, sont des groupes qui ont essentiellement été créés en vue de la pétition. On y compte un grand nombre d'*Aktiounskomitee* et de *Biergerinitiative*, dont les objectifs et les modes de fonctionnement sont similaires. Notons que cette forme d'action s'est avérée particulièrement efficace pour obtenir un grand nombre de signatures. En effet sur les 25 pétitions pour lesquelles le nombre de signatures est connu, 19 ont dépassé la barre des 1000 signatures et parmi celles-ci 11 ont dépassé la barre des 5000 signatures. En deuxième position, viennent les comités locaux avec 25 pétitions. Ceux-ci sont la plupart du temps désignés comme « les habitants de... ». Nous avons aussi inclus dans cette catégorie les quelques pétitions initiées par les syndicats d'initiatives locales et les groupes de propriétaires. En net contraste avec les groupes *ad hoc*, les comités locaux n'ont pas su attirer beaucoup de signatures. Parmi les 12 pétitions dont nous disposons le nombre de signatures seulement trois ont dépassé la barre des 1000. En dernière position viennent les associations d'élèves ou de parents d'élèves, pour lesquelles on compte neuf pétitions.

INDIVIDUS

En l'absence de données détaillées sur les caractéristiques des initiateurs des pétitions nous pouvons simplement déduire sur base du prénom le genre de ceux-ci. Un premier constat est que la très grande majorité des initiateurs des pétitions sont des hommes. En effet sur 351 pétitions dont il était possible de connaître le genre, 284 provenaient d'hommes (soit 84%) et seulement 57 étaient initiées par des femmes (soit 16%). L'introduction des e-pétitions semble, à l'inverse de ce qu'on aurait pu attendre, ne faire qu'accroître cette disparité : alors que pour les pétitions traditionnelles se situent autour des 20% de femmes, c'est le cas pour seulement 14% des e-pétitions. Autrement dit, la simplification et la diminution de pressions sociales introduites par les e-pétitions, ne contribuent pas à renforcer l'engagement politique des femmes. Il s'agit d'un résultat assez surprenant qui mériterait d'être approfondi.

Une deuxième question qu'il a été possible d'analyser est le phénomène de « concentration de pétitions », qui vise à mettre en évidence les cas où une même personne initie plusieurs pétitions. L'hypothèse que nous formulons est que l'introduction des e-pétitions devrait favoriser un tel phénomène, comme cela s'observe dans les forums en ligne ou les médias sociaux. En d'autres termes, elle devrait favoriser l'émergence de « super-participants », c'est-à-dire de personnes qui vont déposer un grand nombre de pétitions en un temps réduit. Notre hypothèse est confirmée car il est très rare qu'une même personne ait déposé plusieurs pétitions avant l'introduction des e-pétitions⁴⁷ alors que cela est beaucoup plus commun depuis leur introduction. En effet 16 personnes ont déposé plus d'une e-pétition et sont à l'origine de 42 pétitions. Alors que la plupart des personnes se contentent de déposer deux pétitions, deux personnes en ont déposées quatre chacune et une personne a déposé 11 pétitions. Face à des situations extrêmes de ce type, qui sont assimilables à un abus de l'instrument, l'auteur du rapport invite les responsables politiques à penser à introduire une limite portant sur le nombre de pétitions qu'une même personne peut déposer. Dans la perspective d'une recherche à venir, il serait particulièrement intéressant de voir si ce phénomène se rencontre également parmi les signataires des pétitions. Etant donné que les utilisateurs doivent s'enregistrer en ligne pour signer une pétition, il serait possible d'identifier au minimum l'âge et le genre des signataires.

⁴⁷ Notre analyse met en évidence l'existence de trois cas : les pétitions 98 et 136 déposées par Monsieur Lahr ; les pétitions 11 et 45 de Monsieur Hesse et les pétitions 21 et 58 de Madame Renée Gaspar.

NOMBRE DE SIGNATURES

Comme nous avons déjà commencé à voir dans les sections précédentes, le nombre de signatures obtenues par les pétitions peut fortement varier. Dans cette section nous allons analyser quels sont les facteurs qui peuvent expliquer cette variation de manière bi-variée : plus particulièrement nous allons voir si le nombre de signatures varie avec l'introduction des e-pétitions, avec l'étendue des pétitions, suivant l'auteur des pétitions (individus, groupes informels, groupes constitués) ou bien encore suivant la thématique des pétitions. Dans le contexte du rapport l'analyse se limitera à contrôler si les variables sont associées de manière significative. Une analyse multivariée permettant de voir l'effet combiné de ces facteurs fera l'objet d'une autre étude. Mais avant cela, nous allons passer en revue les pétitions qui ont obtenu le plus de signatures. Une telle analyse se justifie car il s'agit de pétitions qui souvent ont marqué l'histoire politique du pays et qu'elles sont révélatrices des facteurs permettant d'expliquer le succès des pétitions.

PÉTITIONS LES PLUS ACCLAMÉES

Le tableau qui suit reprend les 20 pétitions qui ont reçu le plus de signatures. Ce qui correspond aux pétitions ayant atteint plus de 9000 signatures⁴⁸.

TABLEAU 12: LISTE DES 20 PÉTITIONS PLUS ACCLAMÉES

Numéro	Libellé	Thématique	Année dépôt	Initiateur	Signatures
277	Initiative « Roude Leiw » soutenant la proposition de loi 5617	identitaire	2007	Groupe initiative « Roude Leiw »	26000
441	« Fir de Choix »	sociétale-sécurité	2014	Initiative citoyenne « Fir de Choix »	25665
284	Maintien de la chasse traditionnelle	écologie	2007	Fédération St Hubert des chasseurs du Grand-Duché	23500

⁴⁸ Gardons à l'esprit que jusqu'en 1995, nous ne connaissons pas le nombre de signatures pour de nombreuses pétitions. Il est néanmoins improbable que parmi celles-ci un nombre conséquent se retrouve dans la liste des pétitions les plus signées.

302	Pétition contre la nouvelle législation sur les allocations familiales, la bonification enfant et les aides financières pour étudiants	redistribution	2010	OGBL	21000
127	Pour un régime de cessation anticipée de la vie professionnelle	redistribution	1986	LCGB	18648
220	Gegen die steigende Gewalt/contre la violence croissant	sociétale-sécurité	2000	M. et Mme Meyers-Boussong	17000
256	Amélioration des droits syndicaux	travail	2003	OGBL	14929
280	Pétition « Fir d’Natur a géint d’Klappjuegd »; pétition contre la chasse	écologie	2007	Comité pour la défense des droits des animaux	13500
260	Insertion de la protection des animaux dans la Constitution luxembourgeoise	écologie	2004	ALPA (Association luxembourgeoise pour la protection des animaux)	13097
328	Solidarité avec l’Education	éducation	2014	APEG, APPEL, LBSA, (Association pour Educateurs Gradués Association Professionnelle des Educateurs Gradués-Lëtzebuenger Berufsverband fir Sozial Aarbecht)	11365
246	Introduire droits des animaux dans constitution et pour règles plus restrictives concernant abatages des animaux	écologie	2002	GAVEA (Groupe d’Action Végétarienne pour l’Egalité Animale)	11220
214	Pas de moratoire aux dépens des patients; Pour la réalisation du centre de rééducation fonctionnelle à Dudelange	santé	2000	LCGB section Dudelange	11000
291	Dépénalisation euthanasie (pour le soutien de la proposition de loi Err-Huss relative au droit de mourir dans la dignité)	sociétal-sécurité	2008	Socrates.lu (portail d’information virtuelle) + Association pour le droit de mourir en dignité (ADMD-L).	10318

483	Pétition contre le Règlement grand-ducal « ouverture de chasse pour l'année cynégétique 2015/16 »	écologie	2015	Fédération St-Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg	10317
142	«5/6 Pensioun fir jiddfereen»	redistribution	1988	<i>Aktiounskomitee</i> « 5/6 pensioun fir Jiddgereen » dont le secrétaire était Aly Jaerling	10000
247	Contre le PL 4985 relatif aux chiens (ce PL oblige la tenue des chiens en laisse et de les museler)	écologie	2003	M. Ren Spautz	9524
272	Pétition concernant l'exiguïté des infrastructures au Lycée technique d'Ettelbruck	infrastructure	2007	Comité élèves, parents, enseignants	9400
303	Pétition contre le projet de loi 6196 (Projet de loi portant réforme du système de soins de santé)	santé	2010	FLLAM (Fédération Luxembourgeoise des Laboratoires d'Analyses Médicales)	9400
276	Contre le projet de loi 4985 relatif aux chiens	écologie	2007	Association « Mënchen mat muppen » (www.muppengesetz.lu)	9189
314	Pétition contre l'interdiction générale de fumer dans les cafés et discothèques	santé	2012	ADDLFC	9000

Le premier enseignement qui émerge de l'analyse des pétitions les plus acclamées est que celles-ci sont initiées quasi exclusivement par des groupes. Parmi les 20 pétitions ayant reçu le plus de signatures, seulement deux ont été initiées par des personnes (pétition 220 et 247). Les autres pétitions ont été initiées par des groupes *ad-hoc*, des groupes professionnels et des syndicats. Deuxièmement, celles-ci sont récentes, généralement après l'an 2000. Un phénomène qui s'explique en partie par le fait que la population n'a cessé d'augmenter et par le fait que certaines pétitions ont bénéficié de l'utilisation de signatures en ligne avant l'introduction des e-pétitions. Troisièmement, seules deux pétitions parmi les 20 premières sont des e-pétitions. Cela confirme le fait que la facilité consentie par les e-pétitions pour obtenir des signatures ne suffit pas à elle seule à garantir un nombre important de signatures.

Du point de vue des thématiques cette classification met aussi en évidence des questions pour lesquelles la société est particulièrement sensible. Il s'agit des questions écologiques qui représentent pas moins de sept pétitions parmi le top 20 : trois pétitions pour/contre la chasse, deux pour introduire la protection des animaux dans la Constitution luxembourgeoise, et deux

concernant l'obligation de tenir les chiens en laisse. Viennent ensuite les questions concernant la redistribution par rapport aux allocations familiales (pétition 302), les retraites afin de consentir un régime anticipé (pétition 127) ou bien afin d'équilibrer les retraites du secteur privé avec celles du public (pétition 142). Enfin il y a les pétitions ayant trait aux enjeux identitaires et sociétaux. Il s'agit de la pétition en soutien de la reconnaissance du drapeau « Roude Leiw », première pétition du pays avec 26000 signatures (pétitions 277), de la pétition en faveur du maintien des cours de religion catholique à l'école (pétition 441) et celle en faveur de la dépenalisation de l'euthanasie (pétition 291). Notons enfin que la plupart des pétitions qui ont reçu le plus de signatures sont en réaction à une loi en vigueur ou un projet de loi. Plus rarement des pétitions à succès trouvent leurs origines dans une situation ou évènement particulier. C'est le cas de la pétition 220 « contre la violence croissante », qui a été initiée en réaction à l'histoire d'un jeune homme qui a été poignardé à Ettelbruck le 16 janvier 2000. C'est aussi le cas de la pétition 272 concernant l'exiguïté des infrastructures du Lycée technique d'Ettelbruck.

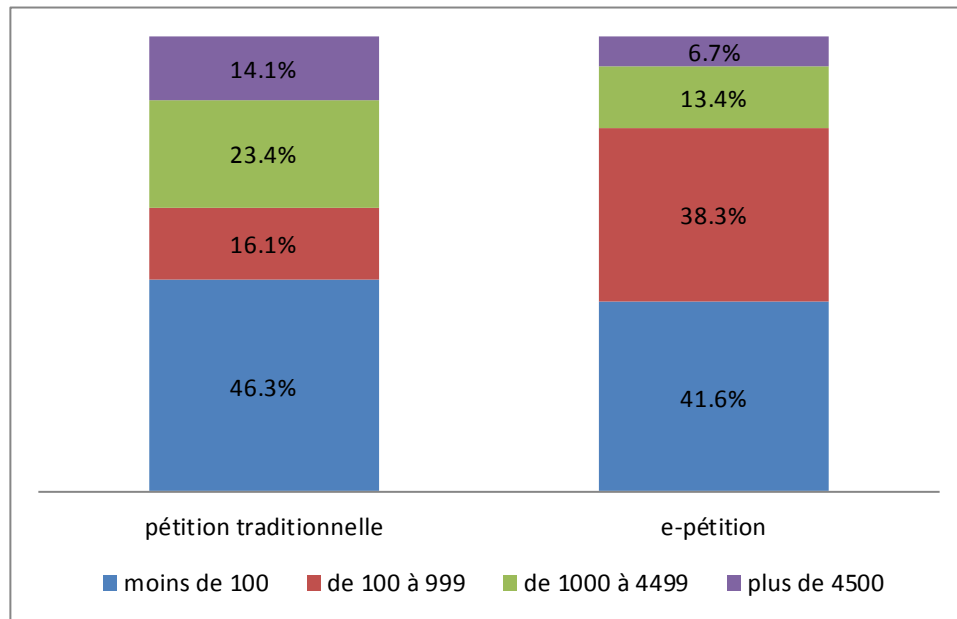
NOMBRE DES SIGNATURES : COMPARAISON PÉTITIONS TRADITIONNELLES ET E-PÉTITIONS

Lorsqu'on compare les pétitions traditionnelles avec les e-pétitions, il est important de prendre en considération le fait que nous ne disposons que de peu d'informations sur le nombre de signatures des pétitions traditionnelles jusqu'en 1995 et le peu d'informations disponibles indiquent que celles-ci étaient principalement signées par le seul initiateur de la pétition⁴⁹. Les pétitions étaient, en d'autres termes, perçues comme un moyen de porter en avant une plainte ou revendication personnelle. Cela ne fait que confirmer ce que nous avons précédemment observé que les pétitions portant sur des enjeux personnels-particularistes sont beaucoup plus nombreuses pour les pétitions traditionnelles que pour les e-pétitions. Quant aux e-pétitions nous ne disposons des signatures que pour 148 pétitions sur 229 dans la mesure où beaucoup ne sont pas recevables, que certaines personnes ont privilégié le dépôt d'une pétition ordinaire ce qui n'implique pas la collecte des signatures et, enfin, plusieurs e-pétitions sont encore en cours de traitement.

Afin de prendre en considération l'impact limité dans le temps des pétitions personnelles, deux analyses sont effectuées. La première compare les pétitions traditionnelles avec les e-pétitions en prenant en considération les pétitions personnelles. On pourra ainsi avoir une comparaison à partir de 1945. La deuxième ne prend pas en considération les pétitions personnelles, ce qui permet une comparaison plus actuelle (essentiellement depuis les années 90) des deux catégories de pétitions.

⁴⁹ Sur les 196 pétitions signées jusqu'en 1995 inclus, il n'y en a que 6 pour lesquelles nous avons eu accès aux signatures. Pour les autres pétitions, ou bien l'information était manquante, ou bien il s'agit de pétitions personnelles, c'est-à-dire de pétitions signées par une seule personne.

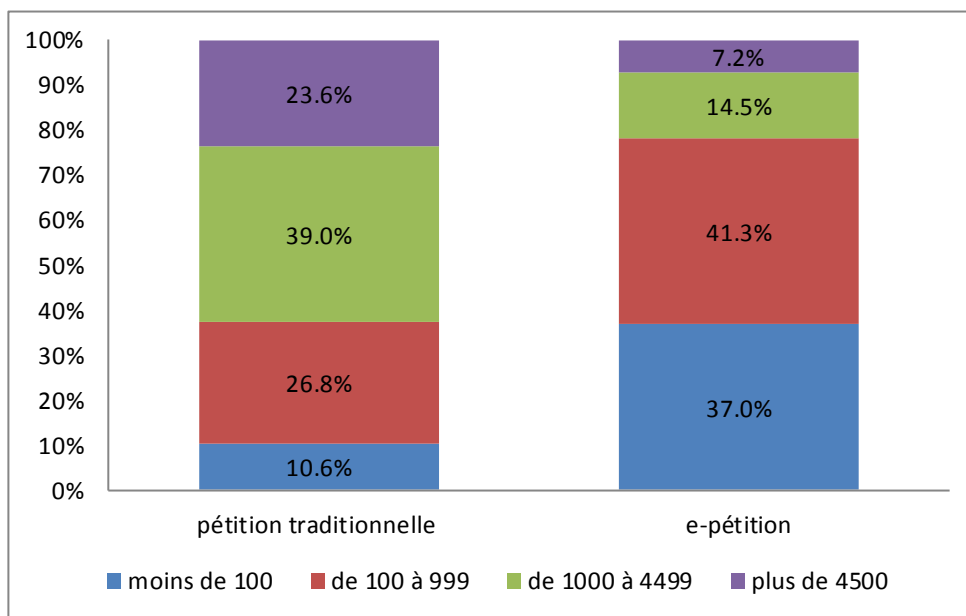
FIGURE 10: NOMBRE DE SIGNATURES. COMPARAISON PÉTITIONS TRADITIONNELLES ET E-PÉTITIONS (AVEC PÉTITIONS PERSONNELLES)



Total avec petition personnelle n=354; pétition traditionnelle n=205; e-pétition= 149
 Chi square < 0.05; V Cramer= 0.271

Il apparaît premièrement qu’une majorité relative des pétitions n’atteint pas 100 signatures. Dans les deux cas en effet (pétitions traditionnelles et e-pétitions), plus de quatre pétitions sur dix obtiennent moins de 100 signatures. Le deuxième enseignement est que les pétitions traditionnelles à dépasser la barre des 1000 signatures sont significativement plus nombreuses que les e-pétitions. C’est le cas de 37% pour les pétitions traditionnelles contre seulement 20% pour les e-pétitions. Cette tendance est sans surprise beaucoup plus marquée si on ne prend pas en considération les pétitions personnelles, c’est-à-dire celles qui n’ont été signées que par une personne et qui représentent la majorité des pétitions jusqu’à la fin des années 80. On passe dans ce cas à plus de 60% des pétitions traditionnelles ayant dépassé les 1000 signatures contre seulement autour de 20% pour les e-pétitions soit un rapport du simple au triple. Dans ce cas l’association est particulièrement marquée (V Cramer=0,433).

FIGURE 11: NOMBRE DE SIGNATURES. COMPARAISON PÉTITIONS TRADITIONNELLES ET E-PÉTITIONS (SANS PÉTITIONS PERSONNELLES)



Total sans sans pétition personnelle n=261; pétition traditionnelle n=123; e-pétition n=138
Chi square < 0.05; V Cramer= 0.434

La plus grande facilité avec laquelle il est possible de déposer et de signer une pétition grâce aux e-pétitions a eu un effet positif sur le nombre de pétitions, mais un effet négatif sur le nombre de signatures. Comment expliquer ce paradoxe ? Pourquoi les e-pétitions n'agissent pas de la même façon pour le dépôt des pétitions que pour la collecte des signatures ? Il y a plusieurs raisons à cela. La première, probablement la plus importante, est que le nombre significativement plus marqué des e-pétitions par rapport aux pétitions traditionnelles rend l'attention du public plus difficile à capter. Deuxièmement, les pétitions sont, la plupart du temps, issues d'individus plutôt que de groupes. Comme nous allons le voir, les individus sont en moyenne moins motivés et organisés que les groupes pour faire une promotion efficace de leur pétition afin de collecter des signatures. Enfin, la plus grande accessibilité ouverte par les e-pétitions est aussi une invitation supplémentaire à proposer des thématiques « farfelues », superficielles ou mal formulées, ce qui nécessairement les rend moins attractives pour de potentiels supporters.

NOMBRE DE SIGNATURES PAR RAPPORT À IDENTITÉ PÉTITIONNAIRE

Comme montre l'analyse des 20 pétitions ayant obtenu le plus de signatures, les pétitions issues de groupes attirent plus de signatures que celles issues d'individus. Dans cette section nous allons voir si ce phénomène se vérifie pour l'ensemble des pétitions. En partant de l'idée que plus un groupe est organisé et structuré plus il devrait capter de signatures, on suppose que les groupes organisés devraient obtenir plus de signatures que les groupes informels et que les groupes informels devraient obtenir plus de signatures que les individus. Nous supposons que ce phénomène sera maintenu, mais sera moins significatif, si on exclut de l'analyse les pétitions personnelles (celles avec une seule signature) qui étaient majoritaires jusqu'à la fin des années 80.

TABLEAU 13: NOMBRE DE SIGNATURES ET IDENTITÉ PÉTITIONNAIRE (COMPARAISON AVEC PÉTITIONS PERSONNELLES)

	individus		associations informelles		groupes organisés		total	
	%	n	%	n	%	n	%	n
moins de 100	60.8%	135	18.8%	9	10.5%	8	43.9%	152
de 100 à 999	27.0%	60	27.1%	13	19.7%	15	25.4%	88
de 1000 à 4499	9.5%	21	29.2%	14	42.1%	32	19.4%	67
plus de 4500	2.7%	6	25.0%	12	27.6%	21	11.3%	39
Total		222		48		76		346

Chi square < 0.05; V Cramer= 0.41

Conformément à nos attentes, les pétitions issues d'individus ont en moyenne capté bien moins de signatures que celles issues des associations informelles et des groupes organisés. En effet 61% des pétitions issues d'individus n'ont pas atteint le cap des 100 signatures alors que ce n'est le cas que de 19% des associations informelles et pour 10% des groupes organisés. A l'inverse les pétitions issues de groupes ont plus fréquemment dépassé la barre des 1000 signatures que les pétitions issues des individus. C'est le cas de plus d'une pétition sur deux pour les associations informelles (54%), de 70% pour les groupes organisés et de seulement 12% pour les individus. Le fait que les pétitions des groupes organisés soient plus nombreuses que celles des associations informelles a dépassé 1000 signatures semble confirmer l'idée que le niveau d'organisation et de structuration d'un groupe est positivement corrélé au nombre de signatures obtenues. Si on élimine de notre analyse les pétitions n'ayant obtenues qu'une signature - qui étaient le type de pétitions dominantes jusqu'à la fin des années 80, correspondant à 89 pétitions - les pétitions issues d'associations (informelles ou organisées) restent proportionnellement bien plus nombreuses à dépasser 1000 signatures que celles issues des individus. Cela signifie que le niveau d'organisation et de structuration de l'acteur initiant une pétition est positivement corrélé au nombre de signatures quelle que soit la période analysée.

TABLEAU 14: NOMBRE DE SIGNATURES ET IDENTITÉ PÉTITIONNAIRE (COMPARAISON SANS PÉTITIONS PERSONNELLES)

Page | 54

	individus		associations informelles		groupes organisés		total	
	%	n	%	n	%	n	%	n
moins de 100	37.4%	52	13.3%	6	6.8%	5	24.5%	63
de 100 à 999	43.2%	60	28.9%	13	20.5%	15	34.2%	88
de 1000 à 4499	15.1%	21	31.1%	14	43.8%	32	26.1%	67
plus de 4500	4.3%	6	26.7%	12	28.8%	21	15.2%	39
Total		139		45		73		257

Chi square < 0.05; V Cramer= 0.363

Enfin si on ne s'attache qu'aux e-pétitions, on constate également que les pétitions initiées par des groupes sont plus susceptibles d'avoir atteint plus de 1000 signatures (cela inclus aussi la catégorie plus de 4500) que celles initiées par les individus. Il est cependant important de garder à l'esprit le fait qu'avec l'introduction des e-pétitions, les pétitions issues des groupes sont bien moindres. Dans le cadre de notre analyse nous en dénombrant que cinq issues des associations informelles et 12 des groupes organisés.

NOMBRE SIGNATURES PAR RAPPORT AUX THÉMATIQUES TRAITÉES

En partant de l'idée que plus une pétition concerne un groupe élargi de personnes, plus elle est susceptible de recevoir un large nombre de signatures, on suppose que les pétitions traitant de questions individuelles, particulières ou locales devraient obtenir moins de signatures que les pétitions traitant de questions nationales ou internationales. Notre seconde hypothèse, qui est partiellement liée à la première, est que certaines thématiques devraient attirer plus de signatures que d'autres. On pense en particulier aux thématiques qui ont été considérées comme prioritaires dans l'opinion publique ces dernières décennies : en particulier le chômage et l'emploi, l'éducation, et l'écologie.

NOMBRE DE SIGNATURES PAR RAPPORT À L'ÉTENDUE DE LA PÉTITION

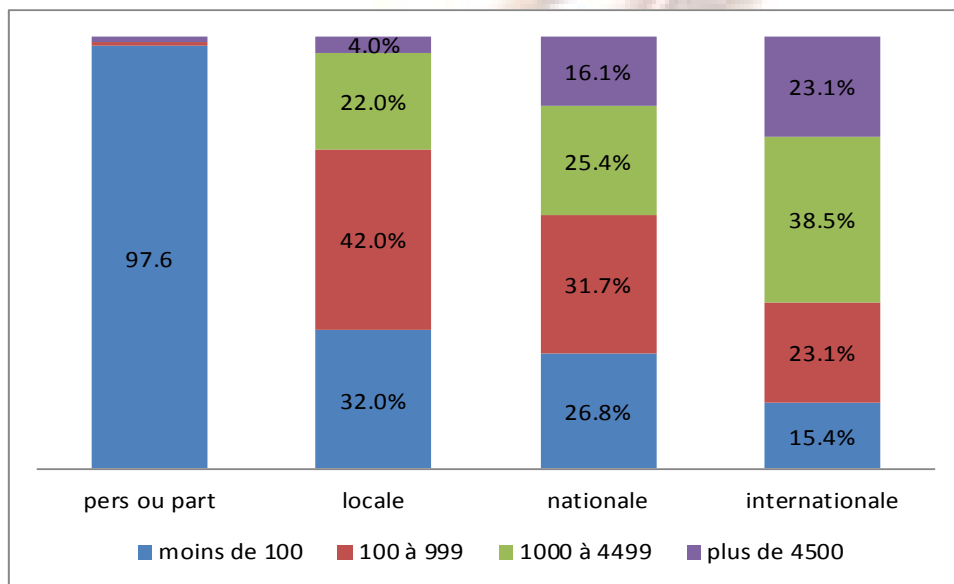
Conformément à notre hypothèse, les pétitions portant sur des enjeux personnels ou concernant un groupe très délimité et les pétitions portant sur des questions locales sont beaucoup moins susceptibles d'attirer un large nombre de signatures que les pétitions nationales ou internationales. En moyenne, les pétitions personnelles comptent 61 signatures, les pétitions locales 893 signatures, alors que les pétitions nationales et internationales présentent une moyenne trois fois supérieure (environ 2400 signatures). Ce résultat est confirmé par les valeurs médianes, correspondant à la valeur qui partage le groupe analysé en deux parties de même effectif.

TABLEAU 15: NOMBRE DE SIGNATURES ET ÉTENDUE PÉTITION (COMPARAISON 1)

	Moyenne	Médiane	Ecart-type	Min	Max	N
personnelle, particulière	61	1	552	1	5000	82
locale	893	206	1704	1	9400	50
nationale	2401	500	4556	1	26000	205
internationale	2395	1430	3002	4	8930	13

Une analyse des fréquences des pétitions sur base de nos quatre catégories du nombre de signatures (moins de 100 ; 100 à 999 ; 1000 à 4999 ; plus de 4500) confirme cette tendance. Si on cumule les deux catégories dépassant les 1000 signatures on observe que seulement 26% des pétitions locales sont concernées alors que c'est le cas pour 41% des pétitions nationales et pour plus de la moitié des pétitions internationales (61%).

FIGURE 12: NOMBRE SIGNATURES ET ÉTENDUE PÉTITION (COMPARAISON 2)



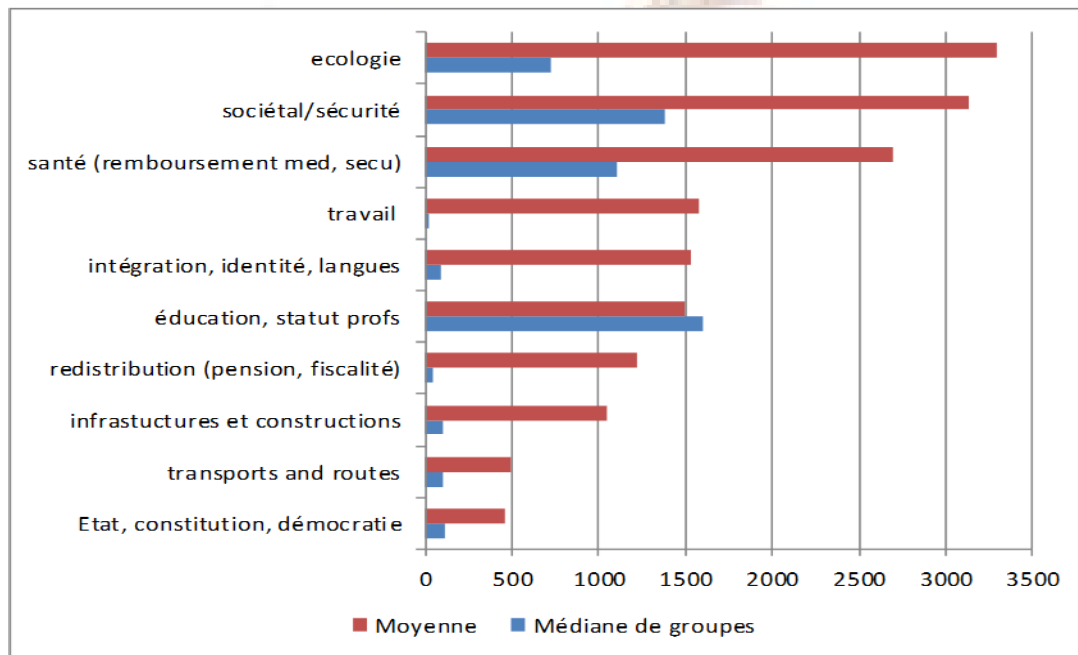
Total n=350; pers/part= 82; locale n=50; nationale n= 205; internationale n=13

NOMBRE DE SIGNATURES PAR RAPPORT À LA THÉMATIQUE DE LA PÉTITION

Page | 56

Si on regarde la moyenne de signatures par thématique, on constate que l'ordre reflète assez bien les principales préoccupations telles que visibles dans les sondages d'opinion, les médias traditionnels et les médias sociaux. Les trois premières places, avec un score moyen supérieur à 2500 signatures, sont occupées par les questions d'écologie, de société et de santé. Alors que les deux premières places ne constituent pas vraiment une surprise, le fait que la troisième place soit occupée par la santé l'est un peu plus. On peut expliquer le score particulièrement élevé de la santé par le fait que les gens s'identifient fortement aux questions de santé, même s'ils ne sont pas directement concernés. Un exemple récent, est la pétition 567 qui porte sur une meilleure prise en charge de la maladie de Lyme. Bien qu'étant une maladie rare, cette pétition a réussi à atteindre plus de 8000 signatures (dont une partie sous format papier), ce qui l'autorise à être discutée publiquement à la Chambre.

FIGURE 13: NOMBRE DE SIGNATURES ET THÉMATIQUE PÉTITION



Total n= 311

Un deuxième groupe de pétitions, autour d'une moyenne de 1500 signatures, est composé par le travail, les questions identitaires et l'éducation. Notons que le travail bien que fortement plébiscité en moyenne, présente une valeur médiane de seulement 25, ce qui signifie que la moitié des pétitions traitant du travail présentaient moins de 25 signatures. La raison pour cela est que presque le moitié des pétitions portant sur le travail n'étaient initiées et signées que par une personne pour des questions strictement personnelles. Le score médian de 90 pour les pétitions identitaires, qui est aussi plutôt bas, s'explique par le fait qu'il s'agit essentiellement d'e-pétitions, qui, comme on l'a vu, cumulent en moyenne moins de signatures que les pétitions traditionnelles. A l'inverse, les pétitions autour de l'éducation présentent un score médian particulièrement élevé, au point que celui-ci dépasse la moyenne. Cela veut dire que dans le

domaine de l'éducation il n'y a pas de pétitions ayant obtenu un grand nombre de signatures ce qui aurait fait accroître significativement la moyenne. En effet, parmi les 20 pétitions qui composent cette catégorie et pour lesquelles nous disposons des informations, seulement quatre dépassent 4500 signatures. La pétition qui a obtenu le plus de signature est la pétition 328 déjà citée, « Solidarité avec l'Education » avec 11365 signatures.

Page | 57

Les troisième et dernier groupe est composé par des pétitions portant sur les pétitions qui sont apparues plus récemment, essentiellement après l'introduction des e-pétitions. Il s'agit des pétitions autour des infrastructures et construction (moyenne : 1048 signatures), les transports et routes (moyenne : 488 signatures) et celles concernant le fonctionnement de l'Etat (moyenne : 461 signatures).



SYNTHÈSE

Le principal objectif de ce rapport était de faire une première étude empirique globale du système de pétitions au Luxembourg afin de mettre à disposition de la communauté politique et académique ainsi qu'à l'administration de la Chambre des analyses permettant de mieux comprendre la manière dont les pétitions sont utilisées au Luxembourg. Nous reprenons ici les résultats les plus intéressants par rapport à l'utilisation, le contenu et le succès des pétitions.

Du point de vue du nombre des pétitions déposées, il y a eu une forte augmentation des pétitions suite à l'introduction des e-pétitions. La moyenne est passée 5,5 pétitions *par an* avant l'introduction des e-pétitions en mars 2014 à une moyenne de 11,9 *par mois* après l'introduction des e-pétitions, soit 143 e-pétitions par an. Les pétitions traditionnelles - c'est-à-dire avant l'introduction des e-pétitions - ont tendanciellement augmenté pour l'ensemble de la période analysée, de 1945 à mars 2014, et ont tendanciellement diminué lors de dernière décennie de leur existence. Il y a eu en d'autres termes un essoufflement de leur utilisation qui s'explique, entre autre, par l'existence d'autres instruments pour exprimer des requêtes, comme le Médiateur qui est apparu en 2003, les médias sociaux, ou encore l'émergence des pétitions électroniques non institutionnelles. L'apparition des pétitions électroniques de la Chambre a indubitablement redonné un nouveau souffle à la pratique pétitionnaire, au point d'en faire probablement un des principaux - sinon le principal - instrument de démocratie participative du pays. La question se pose de savoir s'il réussira à maintenir ce niveau élevé de participation dans les années à venir. L'exemple de Parlement régional écossais, montre que les pétitions électroniques peuvent aussi connaître un essoufflement en passant de 194 pétitions en 1999-2000 à 37 en 2011-2012. Un tel phénomène ne s'est pas encore rencontré au Luxembourg, ce qui est normal vu le caractère nouveau de l'instrument.

Par rapport au traitement des pétitions, le résultat le plus marquant est que le passage aux e-pétitions n'a pas eu d'impact, car la proportion de pétitions reste inchangée (autour des 50%). Par contre les justifications pour ne pas traiter les pétitions sont très différentes. Alors qu'à l'époque des pétitions traditionnelles les deux principales causes de non traitement des pétitions étaient le renvoi soit à la commission parlementaire compétente soit au ministre compétent, aucun renvoi n'a été exercé depuis l'introduction des e-pétitions. La cause principale du non traitement des e-pétitions est l'absence de suite donnée à la demande de la Commission des Pétitions de préciser le contenu de la pétition ou, le plus souvent, de reclasser la pétition publique en pétition ordinaire. Deux questions qui mériteraient d'être approfondies sont premièrement pourquoi depuis l'introduction des e-pétitions plus aucune pétition n'est renvoyée à la commission parlementaire ou ministre compétent. Et deuxièmement, pourquoi les initiateurs de e-pétitions ne donnent pas de suite aux demandes de précision ou de reclassement de la part de la Commission des Pétitions.

Concernant les thématiques des pétitions, celles-ci reflètent globalement les principales préoccupations présentes dans les enquêtes d'opinions, les médias traditionnels et les médias sociaux. On retrouve ainsi parmi les pétitions les plus fréquentes la question écologique (ce qui s'explique aussi en partie par l'existence d'un nombre important d'associations qui sont très actives dans le domaine), les questions de transport et routes, celles autour du travail et les questions de redistribution (pension, rente, régime fiscal). Une analyse longitudinale montre que l'intérêt pour les différentes questions a évolué suivant les thématiques. En particulier, elle met en évidence le fait que la question écologique n'a cessé de monter en puissance depuis les

années 80 et que plusieurs problématiques sont apparues ou se sont clairement affirmées avec l'apparition des e-pétitions. Il s'agit des questions de redistribution, de transport et route, d'identité et intégration, de santé, d'Etat et démocratie.

L'analyse portant sur l'étendue des pétitions remet en cause un argument souvent avancé suivant lequel les nouvelles technologies en générale et les pétitions en particulier devraient favoriser une atomisation de la société à travers l'expression de préoccupations essentiellement individualistes ou particularistes. C'est le contraire qui est observé. Alors que les pétitions traditionnelles sont distribuées de manière relativement équitable entre pétitions personnelles, locales et nationales, les pétitions en ligne sont caractérisées par une surreprésentation marquée des pétitions nationales, une sous-représentation des pétitions locales et une quasi-absence des pétitions personnelles. En d'autres termes, la facilité avec laquelle il est devenu possible de déposer une e-pétition, semble encourager l'expression de pétitions concernant des groupes sociaux importantes et souvent liées à l'actualité nationale et internationale. Une possible explication est que jusque dans les années 80, une grande partie des pétitions traitait de problèmes d'intérêt strictement personnel souvent pour résoudre des questions liées à l'Etat social et au travail, ou pour se plaindre contre des décisions administratives ou judiciaires. Une seconde raison est que les e-pétitions sont, dans leur grande majorité, initiées par des individus qui, paradoxalement, ont tendance à exprimer plus de demandes d'intérêt national que les associations informelles qui mettent en avant souvent des questions plus locales.

L'analyse des initiateurs des pétitions révèle en effet que l'introduction des e-pétitions a clairement changé la donne. Suite à son introduction des pétitions, la proportion des pétitions issues d'individus est passée de 45% pour les pétitions traditionnelles à 90%, et les pétitions issues des associations informelles et des groupes organisés ne représentent plus que 10% en tout. Ce résultat confirme l'idée que l'introduction des e-pétitions, en facilitant l'acte d'initier une pétition, a rendu cet instrument plus accessible à l'ensemble de la population, ce qui cependant n'entraîne pas, comme nous venons de le voir, une plus grande personnalisation des pétitions. Notons aussi que les initiateurs des pétitions sont en majorité des hommes et que l'introduction des e-pétitions n'a fait qu'accentuer cette disparité. La proportion des pétitions initiées par les femmes est passée de 20% pour les pétitions traditionnelles à seulement 14% pour les e-pétitions.

Enfin, concernant le succès des pétitions, un premier résultat intéressant est que, contrairement à nos attentes initiales, la proportion de pétitions ayant atteint un nombre conséquent de signatures (plus de 1000) est presque deux fois supérieure pour les pétitions traditionnelles (37,5%) que pour les e-pétitions (20%). Ce résultat s'explique premièrement par le nombre significativement plus élevé des e-pétitions par rapport aux pétitions traditionnelles, ce qui rend l'attention du public plus difficile à capter. Deuxièmement, par une présence plus importante de thématiques « farfelues », superficielles ou mal formulées, ce qui nécessairement les rendent moins attractives pour de potentiels supporters. Et troisièmement par le fait que les e-pétitions sont, dans leur très grande majorité, issues d'individus. L'analyse portant sur l'identité des pétitionnaires, et leur capacité à collecter des signatures, montre que les pétitions issues d'individus captent en moyenne moins de signatures que celles issues de groupes. En effet, 54% des pétitions issues d'associations informelles (54%), et 70% des groupes organisés dépassent les 1000 signatures alors que c'est le cas de seulement 12% pour les pétitions des individus. Le fait que les pétitions des groupes organisés soient plus nombreuses que celles des associations informelles a dépassé 1000 signatures semble confirmer l'idée que le niveau d'organisation et de

structuration d'un groupe est positivement corrélé au nombre de signatures obtenues.

Les deux autres leçons qui émergent de l'analyse des signatures des pétitions confirment que le succès des pétitions est aussi lié à l'étendue et la thématique des pétitions. Concernant l'étendue il met en évidence, conformément à nos attentes, que les pétitions portant sur des enjeux particuliers et locaux sont beaucoup moins susceptibles d'attirer un large nombre de signatures que les pétitions nationales ou internationales. Par rapport aux thématiques, certaines sont clairement plus aptes que d'autres à attirer l'attention du public. Celles qui ont eu le plus de succès sont les pétitions portant sur l'écologie, sur les questions sociales et sécuritaires, la santé, le travail et l'intégration.

AMÉLIORATIONS ET RECHERCHES POTENTIELLES

Pour conclure, nous souhaitons discuter à la lueur des résultats analysés, un certain nombre d'améliorations potentielles à apporter au système d'e-pétitions pour le rendre plus inclusif et attractif, et pointer à quelques thématiques de recherche qui pourraient être entreprises afin de mieux comprendre la manière dont sont utilisées et perçues les pétitions au Luxembourg.

Comment rendre l'instrument plus inclusif ?

Comme le montre notre étude, bien que l'introduction des e-pétitions a rendu l'instrument des pétitions largement plus inclusif pour les simples individus, plusieurs groupes sociaux, dont les femmes, ne l'utilisent pas ou peu. En vue de rendre les e-pétitions plus inclusives, une recherche approfondie des initiateurs des e-pétitions permettraient de déceler si d'autres groupes sociaux - comme par exemple, les jeunes, les moins éduqués, les étrangers, les non actifs - sont sous-représentés afin d'en comprendre les raisons et d'établir une stratégie ciblée pour rendre l'instrument plus attractif et adapté à leurs besoins et compétences.

Comment favoriser l'émergence de plus débats publics ?

Bien que la question des débats publics n'ait pas été approfondie dans l'étude, on note que seulement sept pétitions publiques ont atteint la barre des 4500 signatures afin de faire l'objet d'un débat public⁵⁰. Cela s'explique en grande partie par le fait que 4500 signatures est un

⁵⁰ Pétition publique n°333 - « Géint den Tram a fir d'Ofhale vun engem Referendum » ; Pétition publique n°354 - « Sanctionner sévèrement les bourreaux d'animaux! » ; Pétition publique n°419 - « Contre les massacres insensés et cruels de baleines pilotes, dauphins et autres cétacés aux Iles Féroé » ; Pétition publique n°483 - « Pétition contre le Règlement grand-ducal « ouverture de chasse pour l'année cynégétique 2015/16 » ; Pétition publique n°507 - « Eis Kanner sinn zu allem fähig. Fir e richtegt a professionellt Schwammeléieren an der Grondschoul! » ; Pétition publique n°567 - « Pour une meilleure prise en charge de la maladie de Lyme » ; Pétition publique n°575 - « Contre le reclassement des veuves/veufs de la classe d'impôts 2 dans la classe d'impôts 1A ».

quorum très élevé atteindre par rapport à la population résidente luxembourgeoise. Cela représente en effet plus au moins 1% pour de la population. A titre de comparaison, le *quorum* pour les pétitions publiques pour le Bundestag est de 50 000 signatures ce qui est proportionnellement à la population largement inférieur (environ 0,06% de la population). Afin de garder une forte attractivité de l'instrument, il est souhaitable de se poser la question de savoir s'il ne faudrait pas revoir ce *quorum* à la baisse ou bien faire une application moins stricte de la règle si la pétition est jugée importante pour la société luxembourgeoise.

Comment favoriser des forums en ligne plus actifs ?

Alors que les e-pétitions ont su attirer un grand nombre de nouvelles pétitions et un engagement relativement important de la population pour les signer, une des grandes déceptions de l'instrument est l'absence de participation dans les forums de discussion ouverts pour chaque pétition publique pendant la période du dépôt de signatures. Les raisons de cet insuccès peuvent être multiples et mériteraient une analyse approfondie en se basant, entre autre, sur une enquête auprès des utilisateurs des e-pétitions. Une cause qui cependant apparaît indubitable est que les forums sont présentés de manière peu attractive et sont complexes à utiliser. Par ailleurs ils sont très peu visibles aussi bien à l'intérieur de la plateforme de la Chambre que vers l'extérieur. Si le Parlement souhaite les rendre plus visibles et inclusifs, une solution efficace serait qu'il s'associe avec les principaux médias nationaux - en particulier le Wort, le Tageblaatt, l'Essentiel et RTL - où les forums de discussion sont les plus actifs. Une telle collaboration aurait pour effet d'accroître la visibilité des pétitions, de renforcer l'activité des forums en ligne, et d'assurer une pluralité d'opinions car les médias mentionnés attirent un lectorat varié du point de vue politique, linguistique, sociologique. Cela demandera certes un plus grand travail de modération pour la Chambre, mais contribuerait probablement à renforcer son image d'institution au centre de la vie politique du pays.

Qui sont les signataires des pétitions ?

Il s'agit d'une question qui a été largement occultée dans le rapport, car la plupart des signataires des pétitions ont choisi de ne pas rendre public leur identité. Une analyse de l'ensemble des données des signataires constituerait sans aucun doute une avancée importante pour compléter notre connaissance de la pratique pétitionnaire. En particulier, cela permettrait de savoir quels sont les groupes de la population qui signent (ou pas) les pétitions en ligne. Par ailleurs dans une perspective d'analyse de l'opinion publique, il permettrait d'identifier, les rapports existants entre les catégories sociodémographiques et les thématiques des pétitions soutenues. Enfin, il serait aussi possible de voir, avec quelle fréquence une même personne signe des pétitions. On pourrait ainsi savoir si on rencontre un phénomène de « super-pétitionnaire », c'est-à-dire de personnes qui signent régulièrement des pétitions en ligne ou si, au contraire, les personnes ont tendance à ne signer qu'une pétition. Une telle analyse contribuerait non seulement à se faire une image plus précise des utilisateurs des pétitions, mais offrirait également des informations précieuses en vue d'une amélioration de l'instrument.



ANNEXE : LISTE DES (E-) PÉTITIONS DE 1945 À SEPTEMBRE
2015



Numéro pétition	Libellé pétition	Année	Signatures	Initiateur	Identité
1	Légalité d'une peine disciplinaire	1940	1	Personne	?
2	Refus d'autorisation d'un commerce	1947	1	Personne	M. J.P. Claes (cabaretier)
3	Sauvegarde d'un ...propriété	1947	1	Personne	J.P. Braun (instituteur en retraite)
4	Rétablissement d'un privilège de « cabarétage »	1947	1	Personne	M. Pierre Theisen
5	Enquête sur un rapport de police local	1948	1	Personne	M. Nicola Glesener (cultivateur)
6	Révocation par la Direction des chemins de fer	1948	1	Personne	M Jean Oliver
7	Réclamation pension	1948	1	Personne	Agnes constant
8	Congédiement injustifié	1926	1	Personne	M. Henri
9	Redressement d'une erreur matérielle d'un jugement	1938	1	Personne	M?
10	Cas de rigueur (échange monétaire)	1949	1	Personne	M. Jean-Baptiste
11	Condamnation pour incivisme	1949	1	Personne	M. Ersnt Hesse
12	Saisie de l'administration des contributions	1949	1	Personne	M. Nicola Broucher (cultivateur)
13	Demande en obtention d'une pension	1951	1	Personne	M. Nicala Kayser (ancien garde malade à la maison de santé)
14	Désignation d'un géomètre en vue de la vérification, (?)	1952	1	Personne	M. Jean (cultivateur)
15	Indemnisation d'objets mobiliers détériorés ou volés pendant les années 40-45	1955	1	Personne	?
16	Pension différée	1955	1	Personne	M. Emile Eiffes
17	Suspension contre le directeur de la Caisse d'Épargne de l'Etat	1956	1	Personne	M. Nicoal Herschen
18	Imposition du chef de bénéfices de guerre	1956	1	Personne	M. Henri?
19	Demande de restitution des amendes	1956	1	Personne	M. François Thies
20	Licenciement de son fils		1	Personne	M. François Thies
21	Remboursement de traitement; remboursement de frais d'avocats	1961	1	Personne	Mme Renée Gaspar
22	?	1961	?	Personne	? (vigneron)
23	?	1961	?	Personne	?
24	?	1962	?	Personne	M. Joseph Frising
25	Indemnisation pour perte de bétail	1962	1	Personne	?
26	Dispute entre deux personnes: Henri Petges Contre R. Cloos, exploitant de carrières	1962	1	Personne	M. Henri Petges contre R. Cloos (exploitant de carrières)

27	?	1964	?	Personne	M. et Mme Kugener-Girrens
28	?	1964	?	Personne	Rischette (contrôleur/enregistreur)
29	?	1964	?	Personne	JP Huberty
30	?	1965	?	Personne	M. Jacques-François Peters
31	Application semaine de 42h	1965	?	Groupe organisé	Association professionnelle des sous-officiers de carrière
32.1	?	1966	?	Personne	Mme. (?)
32.2	?	1966	?	?	
33	?	1966	?	Personne	M. Thomas Jean Baptiste
34	Pétition concernant la réforme de l'organisation militaire	1966	?	Association informelle	Soldats de la 1ère compagnie Diekirch
35	?	1967	?	Association informelle	3e Cie des Forces de terrestres Diekirch (expéditeur - M. Jean Pohl)
36	?	1967	?	Association informelle	Copropriétaires de l'immeuble Esch/Alzette
37	Pétition concernant un litige relatif à une autorisation de construction Station d'épuration	1967	1	Personne	M. Jacques Wiesen
38	?	1967	?	Personne	M. Joseph Thielen, Wiltz
39	?	1967	?	Personne	M. Nicolas Rischette (contrôleur de l'enregistrement)
40	?	1967	?	Personne	M. Fazio Pietro
41	?	1968	?	Personne	M. Théo Aubart-Thill
42	?	1969	?	Personne	J. Peters
43	?	1969	?	Personne	Mme Emma Haas
44	?	1969	?	Personne	M. Joseph Simon
45	?	1969	?	Personne	M. Ernest Hesse
46	?	1969	?	Personne	M. Josef Kies (brigadier en chef)
47	?	1969	?	Personne	M. Josef Heiderscheid
48	?	1969	?	Personne	Dom. Colling
49	?		?	Personne	M. Nicola Richette
50	?		?	Personne	M. Jean Marguen
51	?		?	Personne	Mme. Camille Thilgen
52	?	1971	?	Personne	M. Pierre Fusenig
53	?	1971	?	Association informelle	Groupe de propriétaire Lieler(?)
53.2	?	1971	?	Personne	M. Nic(?)

54	Conc. rachat de périodes d'ass. (?)	1971	1	Personne	Mme Jeanne Kessek-Dedoyard
55.1	Redressement du chemin repr. 163	1972	?	?	administration communale Leudelange
55.2	?	1973	?	Personne	Mme. Wagner
56	?	1973	?	Personne	M. Nicolas Raach (ouvrier communal)
57	?	1973	?	Association informelle	habitants de Howald
58	Problème de pension insuffisante pour vivre (ma formulation)	1974	1	Personne	Mme. Renée Gaspar
59	?	1974	?	Personne	M. Louis Kadusch
60	?	1974	?	Personne	M. Jean dit...(?)
61	?	1974	?	Personne	M. Thommes Nicolas
62	?	1974	?	Personne	M. Emile Antony
63	?	1975	?	Personne	M. Pierre Reinert
64	?	1975	?	Personne	M. Jos Dondelinger
65	?	1975	?	Personne	M. Pierre Jacobs-Scholtes
66	?	1975	?	Association informelle	habitants de la rue de l'église de Walferdange
67	?	1975	?	Personne	M. Jean Bausch
68	?	1975	?	Personne	M. Nic...Pasteur protestant
69	?	1976	?	Association informelle	M. Paul Germeraux en tant que syndicat de la copropriété sis à Howald
70	Affaire concernant problème de pension de Monsieur le député Bousser	1977	1	Personne	M. Albert Bousser
71	Construction du pont routier reliant le "village" au centre européen	1977	?	Association informelle	Habitants du village de Kirchberg et 2 membres du comité du syndicat d'initiative du Kirchberg
72	Pétition concernant les crédits-rentiers résidents au Luxembourg et percevant des rentes ou des pensions françaises ou italiennes	1978	1	Association informelle	Groupe crédits-rentiers italiens et français
73	Demande d'appui CP pour plainte transmise au procureur général de l'Etat pour ouvrir enquête au chef de déni de justice	1978	1	Personne	G. Gomand
74	?		?	?	?
75	?	1979	?	Groupe organisé	FFP-NHV-LCBG
76	Question sur dommage de guerre	1979	1	Personne	Camille Baum
77	Expropriation pour cause	1979	1	Personne	Jos Schalbar (Frisange)

	d'utilité publique				
78	Expropriation pour cause d'utilité publique	1979	1	Personne	M. Jacobs Pierre
79	Demande de réalisation plus accélérée du projet d'agrandissement du lycée d'Esch-sur- Alzette	1980	?	Association informelle	Associations des parents d'élèves Lycée des garçons
80	?	1980	?	Personne	M. Kurt Jäger
81	Piscine olympique de Kirchberg	1980	?	Association informelle	7 soumissionnaires directs ou associés "tous de nationalités luxembourgeoise"
82	Demande de fonctionnaire communale d'obtenir de son bourgmestre la liquidation de la moitié de traitement lui restant dues pour les mois de mai à novembre 1980	1980	1	Personne	M. Johnny Kolmesch
83.1	Affaire concernant question de partage successoral et garde d'enfant	1981	1	Personne	M. Roger Erasmy
83.2	?	1981	?	Personne	M. Jean Braas-Stemper
84	Plainte de ne pas pouvoir pu obtenir une mutation auprès du commissariat de police de Pétange	1981	1	Personne	M. Kolbach (commissaire de police)
85	Demande autorisation pour mari, de nationalité indienne, d'exercer la médecine au Luxembourg (anesthésiste)	1981	1	Personne	Mme Elisabeth Marthur-Hoffmann
86	?	1981	?	Personne	M. Bekius Alfonse
87	Demande de garantir à toutes les veuves des régimes contributifs la majoration de rente 66% (?)	1981	?	Personne	M. Antoine Krier
88	Doléance en matière d'octroi de rente	1981	1	Personne	M. Jean Jungblut
89	Demande d'octroi de la pension d'invalidité	1981	1	Personne	M. Pierre Steffen
90	Conteste légalité d'indemnité de 15.000 FLUX par jour touché par conseiller communal de Bertrange	1981	1	Association informelle	Cercle culturel et syndicat d'initiative Bertrange
91	Plainte pour blessure lors d'une arrestation d'un prisonnier évadé en prêtant assistance à un agent de la gendarmerie	1981	1	Personne	M. Jean-François Muller
92	Plainte que la Caisse de pensions des professions libérales n'inclut pas le minimum vital	1981	1	Personne	M. Nicolas Hoffmann
93	Accusation qu'avocats et avoués ne respectent pas le Règlement grand-ducal du 21 mars 1974 concernant les droits	1982	1	Personne	M. G. Wester

	et émoluments				
94	Plainte suivant laquelle le Ministère de la Famille lui aurait retiré pendant plusieurs mois, sans motifs valables, sa rente du Fonds National de la Santé	1982	1	Personne	Mme. Scoriles-Feller
95	Demande de réintégration au sein du personnel de la SN des CFL	1982	1	Personne	M. Michel Malget
96	?	1982	?	Groupe organisé	SOS animaux Asbl
97	Plainte par rapport au refus d'avancement dans sa carrière comme employé d'Etat	1982	1	Personne	M. Dominique Koster
98	Plainte contre ordre de la VDL de démolir pigeonnier sur le toit de son immeuble	1982	1	Personne	M. Aloyse Lahr (2 ^{ème} pétition)
99	Concerne le règlement fixant la circulation des poids-lourd et l'exploitation d'une station essence à la route d'Arlon	1982	1	?	Schonkert Sarl (firme zone industrielle, Bertrange)
100	?	1983	?	Personne	M. N. Stoffel
101	Refus de raccordement à la conduite d'eau de Tandel pour maison située à Seltz	1983	1	Personne	M. L. Betzen
102	Problème d'aménagement d'exploitation agricole en relation avec travaux de redressement de la rue E-42	1983	1	Personne	M. T. Dennewald-Brosius
103	Plainte par rapport à permission de voirie pour la construction d'un mur de clôture faite par le ministère des travaux publics	1983	1	Personne	M. Joseph Lorent
104	Plainte contre juge d'instruction à propos de l'assignation d'un mandat de comparution sans indication de mobile	1983	1	Personne	M. Jean-Pierre Bertrand
105	Réclamation contre une modification du projet particulier du plan d'aménagement pour un ensemble de terrains de Kirchberg et devant servir à construction d'un hôtel.	1983	7	Personne	Groupe d'individus de Kirchberg
106	Pollution sonore fabrique de pain Frapal	1983	?	Personne	famille welter
107	Demande d'avancement dans le cadre de l'administration des eaux et forêts	1983	1	Personne	M. Jos Zimmer de Mertert
108	Demande de modifier la loi pour ouvrir droit de recours contre les décisions du bourgmestre	1983	?	Personne	M. Jemp Bertrand
109	Demande de révisions de sa pension de contrôleur de route	1983	1	Personne	M. Jean-Pierre Bidinger

des CFL

110	Demande de légiférer pour protéger voiries	1984	?	Personne	M. Jean Bertrand (président de la société d'embellissement de la commune de Schuttrange)
111	Plainte que des architectes et entrepreneurs n'ont pas acquittés leurs tâches selon les règles de l'art.	1984	1	Personne	M. Nicolas Wollmen (?)
112.1	Demande d'un PL portant sur la réforme du personnel socio-éducatif	1984	?	Groupe organisé	Association luxembourgeoise des éducateurs diplômés; soutien de partis et syndicats représentatifs
112.2	Portant 1) sur problème de légalité de la situation actuelle en matière de la chambre de l'agriculture; 2) problème de l'élection d'un conseil national de l'agriculture sur base des dispositions existantes	1984	666	Groupe organisé	Fräie Lëtzebuenger Baureverband
113	Demande de révision de l'article 69 de la Constitution	1984	?	Groupe organisé	M. J. Bertrand (secrétaire pour la Ligue de la défense du contribuable)
114	Plainte que ferrailleur gare depuis des années son camion sur une place publique contigüe à sa maison	1984	1	Personne	M. JP Bellwald
115	Litige contre ancien employeur	1985	1	Personne	M. Charles Doermer
116	Concerne certaines dispositions de la loi du 6 septembre 1983 portant réforme de la formation des instituteurs	1985	?	Groupe organisé	syndicat éducation et sciences du OGBL
117	?	1985	?	Association informelle	Association parents d'élèves du lycée technique "école commerce et gestion"
118	Maintien du centre thérapeutique du Syrdall-Schlass à Manternach	1985	?	Association informelle	parents de jeunes en traitement
119	?	1985	?	?	?
120	Concerne lésion durant la seconde WW (pas précisé lesquelles)	1985	1	Groupe organisé	Melle Fellens transmise par secrétaire du conseil national de la résistance
121	Pour application sans délais de résolution di 11 novembre 1981, celle du PE et celle des Prix Nobels pour mise en œuvre de mesure extermination de la faim dans le monde	1985	?	?	<i>Food and disarmament International coordination Luxembourg</i>

122	Demande d'un amendement au PL concernant le budget des recettes et dépenses pour exercice 1986 afin de prévoir subvention financière de l'Etat pour les écoles Waldorf	1985	1	Groupe organisé	<i>Veräin fir waldorfpädagogik Lëtzebuerg</i> Asbl
123	?	1986	?	Association informelle	Délégation des enseignants du post-primaire
124	Plainte pour non remise gracieuse pour supplément d'impôts	1985	1	Personne	M. Trausch
125	Concerne procédure pour l'assistance judiciaire...	1986	1	Personne	Mme Léontine Sossong-Schmit
126	Concerne condition de travail et sécurité et locaux de l'école européenne	1986	?	Association informelle	parents d'élèves écoles européennes
127	Pour un régime de cessation anticipée de la vie professionnelle	1986	18648	Groupe organisé	LCGB
128	Sauvegarde du Grund	1986	?	Association informelle	Comité international pour la sauvegarde du Grund
129	Demande que leurs exploitations fassent parties de la centrale paysanne	1986	?	Groupe organisé	Centrale paysanne
130	Bauerninitiative 10%. Plainte contre nouveau Règlement grand-ducal qui punit d'une réduction de 10% de leur quantité de référence laitière les fournisseurs de lait qui passent d'une coopérative laitière à une autre	1986	?	?	?
131	<i>Initiativ fir d'annerung vom medikamente Gesetz.</i> Demande de prévoir une autre classification des médicaments	1986	?	Groupe organisé	Union luxembourgeoise des consommateurs; Fédération des négociants de produit diététiques et de régime
132	Création d'une réserve naturelle au Prénzebiërg dans la commune de Pétange	1987	?	Groupe organisé	Diverses associations
133	<i>Mir wëllen eng zukunfft vir en Norden. Dir och?</i>	1987	?	Groupe organisé	<i>CJS-Norden</i>
134	Concerne les conditions de formation pour les carrières de réviseur d'entreprise	1987	1	Personne	Marcel Barthels
135	?	1987	?	Personne	Marmand Beffort
136	?	1987		Personne	M. Aloyse Lahr

137	Pétition relative à une restructuration de la carrière de l'expéditionnaire	1987	1600	Groupe organisé	membre de la fédération générale des expéditionnaires et des commis d'Etat (FGEC); 2) nombre signature sur base article journal (5.10.87)
138	?	1987	?	Groupe organisé	section d'entreprise LCGB Dupont de Nemours
139	Concerne taux d'incapacité du aux faits de guerre	1987	1	Personne	M. Fernand Lessel
140	Concerne pension des fonctionnaires d'Etat (?)		1	Groupe organisé	fédération syndicaliste des facteurs des P et T
141	?	1988	?	?	<i>Initiative musék fir déi Jonk</i>
142	«5/6 Pensioun fir jiddfereen»	1988	10000	Association informelle	<i>Aktiounskomitee "5/6 pension fir Jiddgereen"</i> dont le secrétaire était Aly Jaerling (voir photo pétition)
143	Non-respect de la commune de Pétange des procédures en matière de plan d'aménagement	1988	?	Association informelle	Biergerinitiative Lamedelaine c. eurocort S.A. et commercial Hydraulics
144	Contre piste d'aviation et terrain de golf à Canach	1988	?	Association informelle	<i>Biergerinitiative aktioun Scheierhaff</i>
145	?	1988	?	Groupe organisé	<i>Veräin fir waldorfpädagogik Lëtzebuerg Asbl</i>
146	?	1988	?	Association informelle	<i>Fédération eist Land-eis Sprooch (FELES)</i>
147	?	1988	?	Personne	Cvetkovic Dragan
148	?	1988	?	Personne	Mme Jeanne Gratia-Theis
149	?	1988	?	Personne	Mme Susanne maria Magdalena
150	Contournement vu Mierch	1988	?	?	?
151	?		?	?	?
152	?	1989	?	Groupe organisé	Syndicat national des enseignants (SNE/CGFP)
153	?	1989	?	Personne	René Gratia
154	Habitants de la cité dite "am Letschert" à Boevange-Attert	1989	?	Association informelle	Habitants de la cité dite "am Letschert" a Boevange/atter
155	Logement social au Luxembourg	1989	?	Groupe organisé	ASTI, Quart monde, Caritas
156	De jeunes mamans de Bettembourg; problématique de la violence, de l'horreur, de la pornographie, du racisme dans les médias	1990	?	?	Jeunes mamans (?)

157	Sauvez la forêt tropicale	1990	?	?	ECOROPA-Luxembourg
158	Contre le projet de loi 3404 (formation des instituteurs)	1990	1540	Groupe organisé	Syndicat national des enseignants (SNE/CGFP)
159	Installation d'une usine de déchets à Hanglerville (?)	1990	?	Association informelle	<i>Biergerinitiative kordall Asbl</i>
160	Protection de l'usine Growelter a Wiltz	1990	?	Association informelle	Wiltzer Aktionkomitee avec soutien OGBL
161	Conteste décision judiciaire	1990	1	Personne	H. Obwald
162	?	1991	?	Personne	Klaus Giese
163	?	1991	?	Groupe organisé	Association nationale des infirmières luxembourgeoises; confédération des professions de la santé et des professions sociales de formation supérieur
164	?	1991	?	Groupe organisé	Association professionnelle de la fonction publique
165	<i>D'fangeren ewech vun den Dräi Echelen</i>	1992	?	?	?
166	Pour réalisation urgente de la route du nord entre Luxembourg et Mersch	1992	?	?	?
167	?	1992	?	Personne	Monique Zieger
168	Contre l'implantation d'un dépôt de déchets industriels à Fentange et au Roeserbann	1992	?	Association informelle	Habitants de Fentange et environs
169	Pour introduction d'un régime vieillesse uniforme	1992	?	Association informelle	<i>Aktiounskomitee « 5/6 pension fir Jiddgereen »</i>
170	Réforme de la loi du 28.01.71 portant sur l'indemnisation du chômage-intempéries dans le bâtiment	1992	?	Groupe organisé	OGBL syndicat bâtiment et artisanat
171	En vue d'un référendum sur la ratification du Traité de Maastricht	1992	?	Association informelle	Aktiounskomitee "5/6 pension fir Jiddgereen (par Gast Gibéryien)
172	Décharges industrielles	1992	?	Groupe organisé	PCS section mamer/Ca/Holzem
173	Tapage nocturne à Wecker à cause de société Cobolux	1992	?	Association informelle	pas lisible
174	Plainte contre jugement ordonnant placement des enfants du requérant dans un foyer	1992	1	Personne	Gaston Thill
175	Contre mesure disciplinaire à M. Kirch	1992	1	Association informelle	Comité de soutien Marry Kisch
176	Conteste formalité demandée pour pouvoir débloquer compte de sa sœur décédée	1993	1	Personne	Mme Elisabeth Bauer

177	Contre cruauté et viols commis à l'égard de plus de 60.000 femmes en ex-Yougoslavie	1993	?	Groupe organisé	Foyer des femmes Asbl
178	Suppression de l'alinéa 2 article 9 de la loi électorale du 31 juillet 1924: demande que les femmes mariées ne soient plus inscrites sur la liste électorale sous le nom de leur mari	1993	1016	?	?
179	Plainte contre autorisation de construire accordée par le bourgmestre de Leudelange	1993	?	Personne	Nico Hoffmann bourg
180	Maintien d'hôpital de Dudelange	1993	?	Association informelle	?
181	Maintien de la clinique Saint Joseph a Wiltz	1993	?	Association informelle	<i>Aktioun Weltzer Klinik</i>
182	Demande d'explication complètes sur les causes de inondation du 12 janvier	1993	?	Association informelle	<i>Aktionskomitee Héichwaasser Asbl</i>
183	Réfugiés de ex-Yougoslavie	1993	?	Association informelle	Habitants du Roeserbann
184	?	1993	?	Personne	Mme Karin Sghetto (?)
185	?	1993	?	Groupe organisé	Nous deux et la nature Asbl
186	?	1993	?	Groupe organisé	Amis et protecteurs du conservatoire de musique de la Ville d'Ettelbrück
187	?	1994	?	Groupe organisé	Transfair - Minka
188	Pour interdiction de mise à mort des baleines	1994	?	Groupe organisé	Greenpeace Asbl
189	Paix ex-Yougoslavie	1994	?	Association informelle	Collectif pour le rétablissement de la paix en ex-Yougoslavie
190	Demande que le bâtonnier accepte de commettre d'office un avocat afin qu'il puisse le défendre contre un autre avocat	1995	1	Personne	M. Barlier
191	Affaire au sujet de la vente de terrain	1995	1	Personne	H. Pauly
192	Dans le but d'acquérir la représentation au plan national en tant que seul syndicat des indépendants et des classes moyennes	1996	1500	Groupe organisé	Syndicat des indépendants et des Classes Moyennes (SIC)
193	Pour un Centre de national de réadaptation à Hamm (il s'agit de permettre aux patients du nord qui ont besoin d'un traitement ambulatoire, qui autrement doivent se déplacer é Dudelange)	1996	3750	Groupe organisé	LCGB-Nord

194	Fixation pension invalidité suite à aggravation de situation personnelle	1996	1	?	Demande du médiateur européen (pour cas personnel)
195	Délais de remboursement de la TVA à un assujetti étranger	1997	1	?	Demande du médiateur européen (pour cas personnel)
196	Affaire de maltraitance d'enfant	1997	1	Personne	Graf Michel Emilie
197	Contre l'utilisation des mines antipersonnel	1997	1034	Association informelle	Elèves du Lycée classique et lycée technique d'Echternach et LCE
198	Pour la réintégration du pédophile (pas clair)	1997	1	Personne	M. Giesecking pour <i>Krummer 13 (Zeitschrift zur Emanzipation der Pädophilie)</i>
199	Demande de statut de réfugié de l'ex-Yougoslavie	1997	1	Personne	Maitre François Moyse (pour Monsieur Prentic)
200	Demande d'allocations familiales pour deux enfants pour la période du 25.08.1? 1 à 31.05.1? 2	1997	1	Personne	M Clifford Poole
201	Demande d'élargissement d'un camping (commune de Boulaide)	1997	1	?	Pétition par médiateur européen (pour Gert von Kesel)
202	Contre le projet du ministre de la justice (Fischbach) d'un centre d'accueil pour les prostituées dans le quartier de la gare et demande d'une réglementation qui interdit le racolage et la prostitution dans le quartier de la gare	1997	1145	Association informelle	<i>Biergerinitiative SOS gare</i> ; Hôtels et restaurants du Quartier de la Gare
203	Demande de reconnaissance du diplôme d'avocat	1997	1	Personne	Giorgio Bernardi
204	Demande d'une loi qui permette de profiter de la nature avec nos amis à quatre pattes, sans courir le risque de voir ceux-ci touché par une balle ou même tués par une balle	1988	5500	Groupe organisé	Association luxembourgeoise contre les Abus de la Chasse (ALAC)
205	Pour limiter les nuisances sonores dues au boulevard de contournement de l'autoroute	1998	708	Association informelle	Syndicat d'initiative des habitants de Howald, Hesperange et Itzig
206	Mesures urgentes pour limiter le niveau de dioxine émis par l'Arbed à Schiffflange	1999	5374	Association informelle	<i>Biergerinitiative</i> des habitants de Schiffflange
207	Contre tapage nocturne rue de Hollerich	1999	30	Association informelle	Habitants de la rue de Hollerich

208	Pétition concernant la prime à l'entretien de l'espace naturel et du paysage et le régime d'aides à la sauvegarde de la diversité biologique	1999	275	Personne	?
208.1	Grave contentieux qui m'oppose à un organe de l'administration au Luxembourg	2000	1	Personne	Mme Anne-Frédérique Thommes
209	Pétition contre la fermeture et la privatisation des bureaux de postes à Bettborn et Kautenbach	2000		Groupe organisé	Fédération syndicaliste des facteurs et des travailleurs des postes et télécommunication (FSFL)
210	Sur les temps scolaire (contraire à une réduction des leçons hebdomadaires dans l'enseignement de 29 à 28 leçons)	2000	5308	Association informelle	<i>Groupe Schoulzäit - Kannerzäit</i>
211	Pour une augmentation des salaires dans le secteur public de 2.5% pour années 2000 et 2001	2000	7500	Groupe organisé	FNCTTFEL, FCPT, Syprolux, OGBL, etc.
212	Demande de nuit blanche	2000	4100	Groupe organisé	Horesca et associations des propriétaires de discothèque
213	Pour la sauvegarde du Lycée technique Mathias Adam à Pétange. Demande de construction d'un nouveau complexe LTMA sur un site approprié	2000	3000	Groupe organisé	POSL-FS-JS
214	Pas de moratoire aux dépens des patients; pour réalisation du plan hospitalier; Pour modernisation de notre hôpital; Pour réalisation du centre de rééducation fonctionnelle à Dudelange	2000	11000	Groupe organisé	LCGB section Dudelange
215	Remembrement de la section B de la commune de Bezdorf	2000	29	Association informelle	Groupes d'Personnes
216	<i>Juegdgesetz</i> (pour une modification de la loi sur la chasse)	2000	8257	Groupe organisé	Ligue nationale de la protection des animaux
216.1	Mesures de tranquillisation du trafic dans la rue St. Mathieur-Siechenhaff	2000	36	Personne	Mme Maggy Willumsen-Lamesch
217.1	Projet de remembrement des terres	2000	60	Association informelle	Consort Kellen
217.2	Pétition relative à la variante ouest de la nouvelle route du Nord	2000	1	Personne	M. Gilbert-H. Schmit
218	Salarié de la sidérurgie luxembourgeoise	2000	2971	Groupe organisé	1) OGBL (dans le cadre campagne « la sidérurgie c'est nous »)

219	Contre le projet de loi 4431 sur droits d'auteurs, droit bases de données	2000	209	Groupe organisé	SACEM
220	<i>Gegen die steigende Gewalt/contre la violence croissant</i>	2000	17000	Personne	M. et Mme Meyers-Boussong
221	Domage de guerre	2000	1	Personne	M. Joseph Schmitt
222	Demande d'une imposition pour les éleveurs d'animaux (surtout dans le cadre d'animaux de combats)	2001	1500	Groupe organisé	Association Lux pour la protection des animaux (Hesperange-Roeser)
223	Contre l'installation du nouveau LTMA sur terrain de zone industrielle (le PED à Rodange), ancienne décharge de l'ARBED	2001	1500	Association informelle	Direction, comité des enseignants, comité des élèves du Lycée technique Mathias Adem
224	Pour une réforme courageuse de la politique en matière de drogues. Pour une dépénalisation des drogues douces.	2001	1240	Association informelle	Pétition initiée par l'équipe rédactionnelle et du conseil d'administration du Woxx
225	Dignité pour le travail (accès des demandeurs d'asile au marché de l'emploi)	2001	100	Groupe organisé	ASTI
226	Pétition soutenant les revendications du LCGB en matière de pensions	2001		Groupe organisé	LCGB
227	Pétition contre le plan d'aménagement urbain de la Ville de Grevenmacher - zone Leitschbaach	2001	13	Association informelle	Habitants de trois rues
228	Contre prostitution et drogue dans quartier	2001	1000	Association informelle	Habitants quartier Gasperich
229	Pétition relative à l'aire de repos avec station essence sur l'autoroute de la Sarre sur le territoire de la commune de Burmerange. Contre sa construction	2001	621	Association informelle	<i>Biirgerinitiative Gemeng Biirmereng</i>
230	Nuisance sonore autoroute et ferroviaire pour les habitants de Livange et Peppange	2001	222	Association informelle	Habitants du Livange et Peppange
231	<i>Rockal op Esch elo!</i>	2001	1600	Groupe organisé	Jeunesse socialiste luxembourgeoise
232	Nach méi Verkeier, nee merci	2001	2852	Association informelle	<i>Biirgerinitiative Koplescht-Briddel</i>
233	Protection des animaux (droits des animaux; limitation de leur transport; habitudes consommateurs)	2001	1780	Groupe organisé	ALPA (Association lux pour la protection des animaux Hesperange-Roeser Asbl)
234	Pour la fermeture du club "Pretty Women"	2001	175	Association informelle	Habitants de Schieren
235	Instruction religieuse contre l'introduction d'un coefficient pour l'instruction religieuse et morale ainsi que la formation	2001	1800	Groupe organisé	OGBL, Association liberté de conscience, jeunesse socialiste, Cnel

morale et sociale

236	<i>Gegent Biopatent</i> directive 98/44/EC	2002	750	Groupe organisé	Greenpeace Luxembourg
237	En faveur des chargés de cours dans primaire et préscolaire	2002	592	Groupe organisé	FNCTTFEL
238	Reconnaissance du culte musulman	2002	3084	Groupe organisé	Centre culture islamique
239	<i>Bilogische Landwirtschaft.</i> Demande que soit atteint au moins 10% de terre agricole soit bio.	2002	2256	Groupe organisé	biokuh.lu
240	Contre le transport des animaux vivants (contre la directive 95/29/CE)	2002	6557	Groupe organisé	Ligue nationale de la protection des animaux (<i>Letzebierger Déierschutzliga</i>)
241	Instruction religieuse	2002	3659	Association informelle	CNEL (conférence nationale des élèves)
242	Enseignement musique	2002	51	Groupe organisé	LCGB (section musique militaire)
243	Arrêtons la violence	2002	1383	Association informelle	Comité Spencer (association créée au sein de l'organisation capverdienne du Luxembourg)
244	Contre le retour forcé des familles réfugiées	2002	732	Association informelle	Comité des élèves du LTC
245	Intégration au marché du travail des immigrés	2002	3498	Groupe organisé	ASTI
246	Pétition pour l'interdiction de l'abattage des animaux sans étourdissement ou anesthésie y compris pour des motifs religieux, pour l'interdiction d'importation et de vente de la viande issue d'un tel abattage et pour l'inscription de la protection des animaux dans la Constitution	2002	11220	Association informelle	GAVEA (Groupe d'Action Végétarien pour l'Égalité Animale)
247	Contre le PL 4985 relatif aux chiens (ce PL oblige la tenue des chiens en laisse et de les museler)	2003	9524	Personne	M. Ren Spautz
248	<i>Hochwasser und Hochwasserschäden in Steinheim</i>	2003	146	Association informelle	Groupe d'action anti-cruel
249	Pétition « <i>Appel fir d'öffentlech Schoul</i> »	2003	2900	Groupe organisé	Appel lancé par FGIL dans les journaux avec signature de personnalités politiques, artistiques et de société civile;

250	<i>Jo zu der tankstell op der Saarautobunns</i>	2003	189	Association informelle	<i>Fir mei Liewensqualität zu Schengen</i>
251	Contre la brevetabilité des logiciels	2003	500	Association informelle	LILUX Asbl
252	Contre fermeture de la pharmacie d'Obercorn	2003	1000	Groupe organisé	LSAP-section Differdange
253	Pour structure de participations authentiques aux seins des lycées et lycées techniques	2003	1150	Groupe organisé	APESS, FEDUSE, CGFP, SEW, OGBL
254	Nuisances émises contre terrain aviation Noertrange	2003		Association informelle	Habitants de Noertrange
255	Euro Tandem tour 2003	2003		Association informelle	Confédération belge pour aveugles et Malvoyants ; <i>Pro Retina Deutschland</i>
256	Amélioration des droits syndicaux	2003	14929	Groupe organisé	OGBL
257	Pétition contre: - le vote du projet de loi portant organisation des lycées et lycées techniques - le dépôt du document d'orientation sur l'école - le dépôt du document d'orientation sur la réforme de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire dans leurs formes actuelles	2003	1350	Groupe organisé	FAPEL (Fédération des Associations des Parents d'Elèves du Luxembourg)
258	Protestation contre PL 5156	2003	160	Association informelle	Maitre Gaston Vogel (comité de vigilance et de protestation contre PL 5156)
259	Remboursement des médicaments homéopathiques	2003	8000	Personne	Monsieur Colombera
260	Pétition en vue de l'insertion de la protection des animaux dans la Constitution luxembourgeoise	2004	13097	Groupe organisé	ALPA (association luxembourgeois pour la protection des animaux)
261	Réintroduction du régime spécial dans la fonction publique	2004	1000	Groupe organisé	FNCTTFEL
262	Pour obtention de contrat à durée indéterminée pour les éducateurs du Service rééducatif ambulatoire (SREA)	2004	3500	Groupe organisé	SEW/OGB-L pour le SREA (Service Rééducatif Ambulatoire de l'Education Différenciée)
263	Organisation de l'école européenne Luxembourg	2004	682	Association informelle	ESPAC
264	Pour fermeture Stafelter: demande que la rue Prince Henri (Walferdange) soit considérée comme rue résidentielle.	2004	102	Personne	Mme Sonja Detemer
265	Contre le financement du <i>mammerent</i> (forfait d'éducation) par la Caisse de	2004	834	Personne	G. Voegel

pension					
266	Liberté pour les cinq	2005	4	Personne	P. Weyer
267	Pour l'abolition des décomptes de loyer; Pétition concernant la demande de réforme du règlement grand-ducal du 16 novembre 18 ?	2005	500	Groupe organisé	Syndicat national du logement social
268	<i>Renten-Gereschtikeit</i> ; Pétition concernant une modification éventuelle du régime des pensions	2005	1000	Personne	Rouckert R. et Keller A. (<i>Initiative Renten-Gerechtigkeit</i>)
269	Contre la transposition de la directive 98/44/CE: demande que le projet de loi actuel soit modifié de manière à ce que le principe de brevetabilité des plantes et des animaux en soit totalement exclu	2006		Groupe organisé	Greenpeace (mais signée par beaucoup d'autres associations ex: Centrale paysanne, <i>Bauern Allianz</i> , CONVIS, Cercle de coopération des ONG, etc.)
270	Contre PL 5437 relatif au droit d'asile	2006	1214	Personne	Sonja Kmec
271	Pétition contre l'instruction ministérielle du 15 février 2006 concernant l'inscription en classe de 3ème E de l'enseignement secondaire	2006	2446	Groupe organisé	APEA (Association des Professeurs d'Education Artistique)
272	Pétition concernant l'exiguïté des infrastructures au Lycée technique d'Ettelbruck	2006	9400	Association informelle	Comité élèves; com. Parents; com. Enseignants
273	Accès libre aux lacs de la Haute-sûr	2006		Association informelle	<i>Sportfischer vum Stauséi Asbl</i>
274	Interdiction des BASM (bombes à sous-munitions)	2006	8930	Groupe organisé	Handicap international
275	Amélioration de conditions de sécurité cr101	2007	189	Association informelle	Utilisateurs de la CR101
276	Contre le projet de loi 4985 relatif aux chiens	2007	9189	Association informelle	Association « Mënchen mat muppen » (www.muppengesetz.lu)
277	Initiative "Roude leiw" soutenant la proposition de loi 5617 : Pétition soutenant la proposition de loi 5617 portant modification de la loi du 23 juin 1972 sur les emblèmes nationaux, telle qu'elle a été modifiée	2007	26000	Association informelle	Initiative "Roude Leiw"
278	concernant la fermeture éventuelle des bureaux de poste	2007	855	?	Conseil communal Rambrouch
279	Sauvegarde du diplôme d'ingénieur industriel	2007	1077	Groupe organisé	AGITE

280	Défense du droit des animaux; Pétition « <i>Fir d'Natur a géint d'Klappjuegd</i> »; pétition contre la chasse	2007	13500	Association informelle	Comité pour la défense des droits des animaux
281	Contre foyer d'accueil pour toxicomane	2007	250	Personne	M & Mme Cacao
282	Mise en place de ligne bus FR-GDL	2007	620	Groupe organisé	LCGB (section-Longwy)
283	Contre le projet d'un foyer de toxicomanes	2007	24	Personne	Mme Viera Svetska
284	Maintien de la chasse traditionnelle	2007	23500	Groupe organisé	FSHCL (Fédération Saint Hubert des chasseurs du Grand-Duché)
285	Pétition revendiquant l'égalité pour toutes les carrières de niveau BAC+3	2007	2800	Groupe organisé	Association Professionnelle des Educateurs Gradués
286	Dépénalisation euthanasie	2007	2300	Groupe organisé	Association pour le droit de mourir en dignité
287	Contre foyer d'accueil toxicomane Stëmme vu Bouneweg	2008	4440	Association informelle	<i>Stëmme vu Bouneweg</i>
288	Pour égalité du régime fiscal; Pétition en vue d'actions à poursuivre afin d'obtenir un redressement des inégalités qui entachent le régime fiscal sur le revenu	2008	300	Personne	M.H. Rota
289	Initiativ fir eis Sprooch	2008		Association informelle	<i>Initiativ fir eis Sprooch</i>
290	Contre nuisance sonore de la station émettrice de RTL Marnach	2008		Association informelle	<i>Fir meé Liewensqualitat ASBL</i>
291	Dépénalisation euthanasie (pour le soutien de la proposition de loi Err-Huss relative au droit de mourir dans la dignité)	2008	10318	Association informelle	Socrates.lu (portail d'information virtuelle) + Association pour le Droit de Mourir en Dignité (Les contacts sont Manuel Huss (socrates) et Marthy Pütz (ADMD-L))
292	Pétition pour la vie	2008	1269	Association informelle	Collectif pour la vie
293	Pétition contre la défiguration de notre paysage d'Ardennes par l'implantation d'installations éoliennes	2009	337	Personne	Jean-Luc Kremer
294	Prix de l'électricité	2009	1	Personne	Madame Odette Wagerer

295	Pétition contre l'extension de l'interdiction de fumer	2009	1241	Personne	Christiane Shinn-Aritto
296	Pétition pour l'ouverture du mariage aux couples homosexuels	2010	1985	Groupe organisé	Rosa Lëtzebuerg
297	Pétition « <i>Fir e mënschefrëndlecht Wunnen an Uertschaften mat Liewensqualität</i> »	2010	6500	Association informelle	Ligue Luxembourgeoise du Coin de Terre et du Foyer
298	Pétition pour la protection et la sauvegarde du Parc Gerlache	2010		Association informelle	Riverains du Parc
299	Pétition « <i>Och mir sinn Lëtzebuerg</i> »	2010	2087	Groupe organisé	Fédération des Artisans
300	Pétition demandant que le projet de loi 6103 portant modification de l'article 353 du Code pénal respecte le droit à l'autodétermination de la femme	2010	3253	Association informelle	Collectif « Si je veux »
301	Pétition concernant la sécurité et la capacité de la route nationale N7	2010	500	Groupe organisé	LCGB
302	Pétition contre la nouvelle législation sur les allocations familiales, la bonification enfant et les aides financières pour étudiants	2010	21000	Groupe organisé	OGBL
303	Pétition contre le projet de loi 6196 (Projet de loi portant réforme du système de soins de santé)	2010	9400	Groupe organisé	FLLAM (Fédération Luxembourgeoise des Laboratoires d'Analyses Médicales)
304	Pétition revendiquant l'accessibilité des chemins de fer et bus pour tous	2010	1007	Groupe organisé	OGB-L, Département des travailleurs handicapés
305	Pétition s'opposant à l'installation d'un centre de soins pour cygnes	2011	42	Association informelle	Habitants de Stadtbredimus
306	<i>Petitioun fir d'Ofschafe vun der Fräizäitjuegd a fir d'Aféierung vun enger staatlecher Wëldheeg</i>	2011	6500	Groupe organisé	Juegdgëigner Asbl
307	Pétition pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat	2011		Groupe organisé	Sokrates.lu; Liberté de Conscience; AHA
308	Pétition contre le trafic des mineurs à des fins sexuelles	2011	8000	Groupe organisé	ECPAT Luxembourg Asbl
309	Pétition contre la fermeture de la maternité de l'hôpital de Wiltz	2011		Association informelle	Tom Glod au nom de Initiative "Nee zur Fermeture vun der Maternité Wolz"
310	Pétition pour l'assimilation des infirmiers spécialisés qualifiés aux diplômés BTS	2011	223	Groupe organisé	LCGB

311	Pétition pour la construction d'un mur antibruit sur la voie ferroviaire Luxembourg-Esch/Alzette en vertu de la directive européenne 2002/49/CE	2010	500	Association informelle	Habitants de Schifflange
312	Pétition concernant la décharge pour ancienneté pour les chargés de cours	2011	1000	Groupe organisé	Landesverband
313	Pétition concernant le projet de loi 6330 relative à l'identification des personnes physiques	2011	2	Groupe organisé	Fédération des Photographes Professionnels et <i>Letzebuenger Fotografen a Fotofachhandel Asbl</i>
314	Pétition contre l'interdiction générale de fumer dans les cafés et discothèques	2012	9000	Association informelle	ADDLFC (https://fr-fr.facebook.com/pages/ADDLFC-Asbl/166550800123105)
315	contre construction immeubles d'habitations dans quartier Belair à Differdange	2012	105	?	
316	Pour une planète sans pesticides	2012	100	Personne	Claudine Penen
317	Pétition concernant l'article 58-2 de la loi sur la TVA	2012	14	Groupe organisé	Fédération des entreprises du machinisme agricole et industriel du Grand-Duché du Luxembourg
318	Pas d'armes pour les atrocités	2012	1430	Groupe organisé	Amnesty international
319	Pétition pour la modification de la loi du 15 mars 1983 ayant pour objet d'assurer la vie et le bien-être des animaux	2012	1011	Personne	Mme Tania Hoffmann-Fettes
320	Pétition concernant les visas ouverts aux ressortissants luxembourgeois souhaitant travailler en Australie ou au Canada	2012	1	Personne	David Faber
321	Concernant l'autorisation d'une installation de production d'asphalte à Schifflange	2012	280	Personne	Albert Kalmes et Mireille Rodenbourg
322	Pétition pour le renouvellement et l'agrandissement du Musée national de la Résistance d'Esch/Alzette	2012	544	Groupe organisé	André Hoffmann au nom de " <i>Frënn vum Resistenzmusée</i> " a.s.b.l.

323	Pétition pour l'utilisation du cannabis à des fins médicales	2012	2034	Groupe organisé	Colette Welter au nom de Union francophone pour les cannabinoïdes en médecine
324	Pétition concernant l'organisation du secteur des taxis	2013	148	Groupe organisé	Exploitants et chauffeurs d'un service de taxi sur le territoire de la Ville du Luxembourg
325	<i>Für ein Verbot von Stachelhasbädern und Würgehalsbändern in Luxemborg</i>	2013	32	Groupe organisé	Mme Konen Nancy et plusieurs associations (ex: Association Luxembourgeoise pour la Protection des Animaux)
326	Contre le projet d'implantation d'une usine d'asphalte dans la zone industrielle "Um Monkeler"	2013	1094	Association informelle	habitants d'Esch-lallange et Schifflange
327	Pour la reconnaissance de la thérapie de la douleur au Luxembourg	2014	3000	Groupe organisé	Association Luxembourgeoise des Patients à Douleurs Chroniques (ALPDO)
328	Solidarité avec l'Education	2014	11365	Groupe organisé	Marc Pletsch au nom d'APEG, LBSA, APEL
329	Garantir l'indépendance des étudiants face à des réformes du système d'aide financière	2014	4540	Groupe organisé	Sven Clément
330	<i>Géint d'Zäitëmstellung</i>	2014	1	Personne	Eric Henn
331	<i>Méi ee strengt Déiereschutzgesetz</i>	2014	5414	Personne	Eric Henn
332	<i>Berücksichtigung der Mehrsprachigkeit bei Etat.lu</i>	2014	298	Personne	Christophe Schott
333	<i>Géint den Tram a fir d'Ofhale vun engem Referendum</i>	2014	7110	Personne	Philipp Bützow
334	Pour la révision de la hauteur de trottoirs et ajustement de cette hauteur	2014	44	Personne	Yves Rossi
335	Introduction d'un revenu de base universel pour tous les citoyens du Luxembourg	2014	315	Personne	Alfred Groff
336	Etude destinée à l'évaluation des paramètres de la "Fonction d'Utilité" conditionnant le "modal-split" en matière d'utilisation du transport en commun à Luxembourg	2014	35	Personne	Adolphe Faber
337	Services multimédias ayant leur siège au Luxembourg	2014	131	Personne	Romain Duhr
338	Subvention de la mobilité 100% électrique à 2 roues	2014	82	Personne	Luc Bernardin

339	Pour un système d'aides financières compétitif, équitable et socialement juste pour les études supérieures	2014	2325	Personne	Christophe Knebler
340	Contre l'élevage et l'utilisation des animaux au cirque	2014	600	Personne	Nora Schleich
341	Pour une circonscription unique lors des élections législatives	2014	295	Personne	Nico Castiglia
342	Contre l'ouverture du droit de vote aux non-Luxembourgeois	2014	785	Personne	Joe Thein
343	Mariage homosexuel - Demande d'abandon, dans l'intérêt de l'enfant, des projets de loi n° 6172 et 6568 ouvrant le mariage, l'adoption et la PMA aux couples de même sexe, ou, sinon, d'organisation d'un référendum constitutionnel populaire	2014	3187	Association informelle	<i>Initiative "Schutz fir d'Kand - Défense de l'enfant"</i>
344	Pour la sauvegarde du poste d'alerte No 82 des chasseurs Ardennais de Stepernich	2014	1178	Personne	Alain Lambert
345	<i>Ausnahmegenehmigung für medizinisch begleitete und betreute Selbsttherapie mit den Cannabisprodukten Bedrocan, Bediol, Bedrobinol und Bedica nach dem deutschen Modell</i>	2014	970	Groupe organisé	Jean Colombera
346	Pétition pour le droit de vote des étrangers au Luxembourg	2014	1941	Personne	Pierre Da Silva
347	Fir den Tram an esou schnell wéi méiglech	2014	134	Personne	Albert Stoffel
348	Discriminatioun vu Leit mat Behënnerung op der Aarbecht	2014	576	Personne	Andy Lejeune
349	Bourse d'études	2014		Personne	Francis Hames
350	<i>Géint de Bau vun der neier Nationalbibliothék a fir d'Ofhale vun engem Referendum</i>	2014	21	Personne	Claude Hoffmann
351	<i>Géint d'Verhandele vum Fräihandelssofkommes TTIP zwëschen der USA an der EU mat Auswierkungen op Lëtzebuerg</i>	2014	1479	Personne	Aldin Dreco
352	<i>Gemeinschaftgärten</i>	2014		Personne	Jaques Kayser
353	<i>Fir eng Reform vum Déiereschutzgesetz an d'Ofschafe vun der Rasselëscht am Hondsgesetz.</i>	2014	2361	Personne	Fabienne Matagne
354	Sanctionner sévèrement les bourreaux d'animaux	2014	6140	Personne	Daniel Frères
355	Economies d'énergie	2014	14	Personne	Vincenzo Cirilli

356	Dispositions anti-cumul avec une pension vieillesse anticipée	2014	14	Personne	André Schmit
357	<i>Méi Sécherheet op de Stroossen</i>	2014	38	Personne	Philippe Lemaire
358	Création d'une Chambre des retraités sur base électorale afin de garantir une représentation de tous les retraités par des délégués élus par les retraités eux-mêmes	2014	34	Personne	Alphonse Jaerling (ancien député)
359	Introduction d'un salaire social minimum pour diplômés d'études supérieures	2014	103	Personne	Alphonse Jaerling (ancien député)
360	Révision de certaines lois pour assouplir la mise en examen d'une personne accusée d'un crime.	2014		Personne	Adolf el Assal
361	Nous voulons un KFC au Luxembourg	2014		Personne	Lucas Zagdoudi
362	<i>Fir den Tram</i>	2014		Personne	Norman Fisch
363	<i>Opfuerderung un d'Lëtzebuerger Regierung, fir alles an d'Weeër ze leeden, fir d'Unerkennung vun der lëtzebuerger Sprooch an Europa an hir Aschreiwung an d'Lëscht vun den europäesch unerkannten Sproochen</i>	2014	687	Personne	Alphonse Jaerling (ancien député)
364	<i>Pro Neie Stadion</i>	2014	170	Personne	Paul Krier
365	<i>Gratuitéit vum sekundären Unterrecht, technesch an klassesch, am Artikel 23 vun der Verfaassung verankeren</i>	2014	14	Personne	Alphonse Jaerling (ancien député)
366	Reconstruction de l'ancien poste d'alertes des chasseurs ardennais de Stepernich (suite pet 344)	2014	1	Personne	Alain Lambert
367	Et spuert een net un der Bildung! Petitioun géint de Projet de loi 6670	2014		Groupe organisé	Pol Reuter au nom d'UNEL, LUS, Richtung 22
368	Den Autosführerschäin ab 16 Joer	2014		Personne	Charles Wagner
369	Legaliséierung vum Cannabis	2014		Personne	Cassandra Morby
370	<i>Umweltfreundliche Mobilität - Aufbau eines Ethanol-tankstellennetzes (E-85, Superethanol) in Luxemburg - installation d'un réseau des pompes SUPERETHANOLE (E-85) au Grand-Duché de Luxembourg</i>	2014	13	Personne	Frederic Becker
371	Vote obligatoire pour résidents depuis plus de 5 ans au Grand-Duché	2014	48	Personne	Fabio Neves Fitas

372	Non aux radars fixes! Oui, à la répression des usagers de la route par une POLICE physiquement présente! Say NO to fixed radars and a big YES for more POLICE presence on our roads!	2014	149	Personne	Patrick Pereira
373	Reconsidérer l'importance fondamentale des parents dans l'éducation de leurs enfants	2014	1908	Personne	Isabelle Mines
374	Comment obtenir la nationalité luxembourgeoise ou obtenir de l'aide sociale au Luxembourg	2014		Personne	Carlo Moine
375	Pour l'introduction d'un jour de congé légal en cas de décès d'un animal de compagnie.	2014	183	Personne	Carine de Paepe
376	<i>Géint deen neie Stadion</i>	2014	151	Personne	Fabrice Lazzeri
377	Contre l'utilisation de l'eau potable pour nettoyer des infrastructures publiques, notamment le nettoyage des autoroutes, le désengorgement des canaux, le lavage des véhicules et machines de l'Etat et des communes	2014	93	Personne	Claude Knepper
378	<i>Et muss zur fräier Entscheedung fir Bieger gemaach ginn, ob ee wëll wïele goen oder net, also géint d'Wahlflicht</i>	2014	151	Personne	Carlo Bretz
379	<i>Et gëtt eng Alternative!</i> (Remboursement intégral des médicaments homéopathiques)	2014	133	Personne	Franky Gilbertz
380	Définition d'une pétition pour l'organisation d'un référendum	2014	42	Personne	Nico Castiglia
381	Pour une nette augmentation du personnel et un changement des horaires d'ouverture auprès de l'ADEM	2014	26	Personne	Guy Mack
382	Revenu universel pour tous les résidents.	2014		Personne	kheira retibi
383	<i>GÉINT MOBIL A FIX RADAREN!</i>	2014	96	Personne	André Bigelbaach
384	<i>D'Hondt-Verfahren abschaffen</i>	2014	44	Personne	Kim Greis
385	CONTRE une installation d'un réseau des pompes <i>SUPERETHANOLE (E-85)</i> au Grand-Duché de Luxembourg.	2014	21	Personne	Felix Reding
386	Pour une formation linguistique gratuite aux résidents (français, allemand, luxembourgeois ou portugais)	2014		Personne	Geoffrey Aub
387	<i>Alle Bürger Luxemburgs haben das Recht auf ein pestizidfreies Leben</i>	2014	97	Personne	Ronald Mordiconi

388	Referendum zur Einführung der Bürgergesetzgebung von unten	2014	67	Association informelle	Alfred Groff au nom d' <i>Initiativ fir Demokratie-Erweiterung</i>
389	Jour férié pour le 6 juin 1944	2014		Personne	Guy Jean Gutierrez
390	Asyl a Schutz fir Whistleblower zu Lëtzebuerg	2014	43	Groupe organisé	Max Fleischauer au nom de Jonk Piraten
391	Limitation des émissions sonores des motos	2014		Personne	Vharles Dugailliez
392	Fir e Referendum ob mer Groussbritannien wëllen an der EU haalen	2014	12	Personne	Robert Köller
393	Fortune des Fabriques d'Eglise	2014	570	Personne	Franky Gilbertz
394	Pour l'organisation d'un référendum au sujet de la monarchie	2014	55	Personne	André Kirsch
396	Fermeture Partie du cr119	2014	570	Personne	Marc Elsen
397	?	2014	95	?	?
398	Pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat	2014	2230	Personne	Kim Greis
399	Disponibilité des pétitions en ligne sur le site de la Chambre des Députés sous forme de liste imprimée pour signature manuscrite dans toutes les mairies du pays	2014	59	Personne	M. Claude Seiwert
400	Mariage homosexuel - Demande d'abandon, dans l'intérêt de l'enfant, des projets de loi n° 6172 et 6568 ouvrant le mariage, l'adoption et la PMA aux couples de même sexe, ou, sinon, d'organisation d'un référendum constitutionnel populaire	2014		Association informelle	Jean-Jacques Lorang au nom d' <i>Initiative Schutz fir d'Kand</i>
401	Coup de pouce de l'Etat aux familles pour payer le loyer	2014		Personne	Cheikh Laurent Tall
402	Création d'une vignette payante pour les non-résidents pour des horaires spécifiques afin de circuler à Luxembourg	2014	727	Personne	Alessandro Rizzo
403	Démission du Gouvernement, des Ministres et des membres de la Chambre des Députés	2014		Personne	François de Waha
404	Demande à ce que des caméras soient installées dans tout le quartier de la gare ainsi que place de Paris	2014		Personne	François de Waha
405	Protection des parents contre le licenciement abusif après un congé de maternité ou d'un congé parentale	2014	45	Personne	Liliana La Barbera Rodrigues
406	Ouverture de la Piste de Motocross à Schiffflange	2014		Personne	Guy Schanen

407	Contre une extension du terme d'opération la Centrale nucléaire de Cattenom	2014	2672	Personne	Yves Stocklausen
408	<i>Fir e verbesserten ëffentlechen Transport owes</i>	2014	42	Personne	Max Fleischhauer
409	Les chèques repas à 8.40 EUR dans le privé ne suffisent pas	2014	1698	Personne	Jerry Le Vaillant
410	Réforme du divorce et de l'autorité parentale	2014	120	Personne	Sophie Denoncin
411	Pour que les homicides involontaires sur nos routes soient plus sévèrement punis	2014	295	Personne	Sandra Tinelli
412	Système du "Tiers Payant" pour tout le secteur médical	2014	98	Personne	Sven Fischer
413	<i>Fir d'Aféierung vu Betreuungsgeld fir Elteren déi hier Kanner déi éischt Joëren doheem wëllen encadréieren</i>	2014	484	Personne	Pascale Lentz
414	Pétition pour une modification du trajet de la ligne de bus 205	2014	?	Personne	Patrick Lux
415	Pour que le TÜV remplace le contrôle technique luxembourgeois	2014	?	Personne	Jeff Muller
416	Fier d'Monarchie	2014	20	Personne	Pascal Dupont
417	Ajustement des pensions	2014	248	Personne	Valentin Olinger
418	Pour la limitation du volume de la musique dans les discothèques, clubs, bars et durant les bals	2014	83	Personne	Claude Hilbert
419	Contre les massacres insensés et cruels de baleines pilotes, dauphins et autres cétacés aux Iles Féroé	2014	4676	Groupe organisé	Sea Shepherd Luxemburg a.s.b.l.
420	<i>Steierfräi an och net un enger Indemnitéit compensatoire ugerechent Primen bis 1 an 1/2 mol den Mindestloun</i>	2014	107	Personne	Daniel Rinck
421	Pétition pour l'uniformisation des montants des chèques repas	2014	45	Personne	François Donnay
422	Augmentation des frais de route transport routier	2014	14	Personne	Christian Despiesse
423	Retrait des plans directeurs sectoriels soumis à enquête publique en juin 2014, afin de permettre une réelle participation citoyenne.	2014	645	Personne	Georges Krieger
424	Informatisation des remboursements des frais de santé	2014	37	Personne	Judicaële Bodet
425	Pour la légalisation du cannabis suivant le modèle néerlandais.	2014	?	Personne	Charles Muller
426	Interdiction de la fracturation hydraulique (<i>Hydraulic</i>	2014	106	Personne	Mike Diedenhofen

<i>Fracturing, Fracking, Schiefergasabbau)</i>						
427	Taxations et impositions sur prime de juin et 13ème mois.	2014	?	Personne	Fabio Taddei	
428	Plus de parkings aux abords des gares	2014	47	Personne	Gaëtan Fagnart	
429	<i>Géint d'Zäitemstellung</i>	2014	104	Personne	Carlo Bretz	
430	Pétition contre l'église de Moutfort	2014	?	Personne	M. Andrea De Cilia	
431	L'imposition des personnes physiques et morales et le respect de la Convention européenne des droits de l'homme	2014	?	Personne	Georg Krulik	
432	Abolition de l'obligation de vote et remplacement dans la loi électorale par la mention « droit de vote »	2014	?	Personne	Jean-Pol Braquet	
433	<i>Den Hadir Tuerm muss stoe bleiwen</i>	2014	41	Personne	Franky Gilbertz	
434	<i>Steierlech Erliichterung fir "familles monoparentales" a Besteierung vun de "familles monoparentales an der Steierklass 2</i>	2014	355	Personne	Jean Heuschling	
435	Dossier de Hellange - Rond-point de Hellange (A13 vers la Sarre) - Une catastrophe	2014	?	Personne	Christian Steiner	
436	Pétition pour la réforme des lois fiscales introduites par l'occupant	2014	41	Personne	Marc Faramelli	
437	Pour le maintien de la liberté absolue des partis politiques d'établir leur liste électorale	2014	366	Personne	Philippe Meyers	
438	<i>Für die Kastrations-, Sterilisations- und Kennzeichnungspflicht der Katzen</i>	2014	431	Association informelle	<i>Schëfflänger Déiereschutzveräin</i>	
439	<i>Eng 100% ofgesécher, fair, transparent & éierlech, «Kandidate Wal» per Internet a keng regruppéiert «Partei Wal» pro Wahlbüro</i>	2014	?	Personne	Jean Victor Pierre Krier	
440	Pour la sauvegarde des photos d'identité dans les magasins	2014	5000	Groupe organisé	Fédération des photographes professionnels	
441	Fir de Choix	2014	25665	Association informelle	Marcia Dechmann, En qualité de: Secrétaire Association: Initiative citoyenne "Fir de Choix"	
442	<i>Géint d'Ofschaffung vum Reliounsunterrecht zu Lëtzebuerg</i>	2014	200	Personne	Marques Noémie	

443	<i>Opleisung vun der Organisatioun "Schutz fir d' Kand"</i>	2014	?	Personne	Marc List
444	PAP "Les Etangs" dans le lotissement "Vor Howent" à Mondorf-les-Bains - Procédures d'approbation, de réclamations et d'autorisation pour construire	2014	?	Personne	Jos Kiefer-Bruch
445	<i>Gegen die Legalisierung von Cannabis / Contre la légalisation du cannabis</i>	2014	?	Personne	Felix Reding
446	Instauration d'un régime matrimonial polygamique	2014	?	Personne	Manfred Reinertz
447	<i>Fir Eng Reform Vum Punktesystem Beim Führerschäin (keen Cumul vun de Punkten)</i>	2014	61	Personne	Georges Goedert
448	Pétition en faveur d'une nouvelle loi sur les taxis	2014	104	Groupe organisé	Les Exploitants d'un service de taxis sur le territoire du Luxembourg
449	<i>Géint d'Ofschafe vun der Allocation d'éducation / de maternité</i>	2014	?	Personne	Julie Alaert
450	<i>NEE zu den Spuermoossnahmen an der Familljepolitik</i>	2014	?	Personne	Stephanie Hanff
451	<i>Nee Merci zum Ofschaafen vun der Allocation d'éducation an der allocation de maternité</i>	2014	2055	Personne	Serge Scheitler
452	Net un " Allocation d'éducation an der allocation de maternité « fréckele goen	2014	?	Personne	Chris Wampach
453	<i>Géint d'Ofschafe vun der Allocation d'éducation/de maternité</i>	2014	?	Personne	Fatima Magalhaes
454	<i>D'Schwammen an der École fundamentale muss erëm vum 'EInstructeur de natation' ënnerriicht ginn</i>	2014	1168	Personne	Julien Groebig
455	Centrale nucléaire de Cattenom	2014	?	Personne	David Claerebout
456	Contre les restrictions budgétaires 2015 du gouvernement Luxembourg	2014	193	Personne	Cyril Perrichon
457	Retrait, sinon rejet de la contribution pour l'avenir des enfants inscrit au Budget pour 2015 au chapitre V Recettes pour ordre.	2014	311	Personne	Victor-Joseph Hansen
458	Instauration d'une taxe de circulation pour toute automobile roulant sur les routes du Grand-Duché de Luxembourg	2014	102	Personne	Cyril Perrichon
459	<i>Save the bees</i>	2014	5000	Groupe organisé	François Benoy au nom de Natur& Ëmwelt,

					Greenpeace Luxembourg
460	Pour une action diplomatique luxembourgeoise auprès du Gouvernement turc en vue de l'instauration d'un couloir humanitaire illimité vers la ville syrienne de Kobané assiégée par l'organisation de l'État islamique. Pour un débat public sur les mesures appropriées que le gouvernement luxembourgeois peut prendre afin de venir en aide au peuple kurde de Syrie.	2014	127	Groupe organisé	Institut Kurde de Luxembourg
461	<i>Zukunftspak fir proppert a gesond Waasser</i>	2014	53	Personne	Jean Paul Weitz
462	Pour que le gouvernement luxembourgeois reconnaisse l'Etat de Palestine et contribue par cela à l'instauration d'une paix juste au Proche-Orient.	2014	2108	Personne	Dejvid Adrovic
463	Construction d'une nouvelle ligne de chemin de fer entre Esch-sur-Alzette et Luxembourg et y faire circuler des tram-trains	2014	11	Personne	Dany Pereira
464	<i>Fier d'Kierzung vun den Ausgaben vun der Monarchie</i>	2014	162	Personne	Nic Achten
465	Egalité entre époux et partenaires	2014		Personne	Khail Hassen
466	<i>Fir eng Steierreform fir d'Wittfraen an d'Wittmänner</i>	2014	320	Personne	Roland Hoferlin
467	Pour une tranche d'impôt supplémentaire sur les grands revenus	2014	328	Personne	Patrick Weymerskirch
468	Voter une loi contre le harcèlement moral pour que celui-ci soit reconnu comme délit et devienne sanctionnable	2014	17	Personne	Vincenzo Sportelli
469	Créer une nationalité européenne à part à l'instar des autres nationalités	2014	?	Personne	Vincenzo Sportelli
470	Pour une interdiction de vente de boissons énergisantes aux mineurs au Grand-Duché de Luxembourg	2014	75	Personne	Josiane Willière
471	<i>Géint déi Killer-Beem déi laanscht eis Stroossen all Joer klengste Fuerfeeler ouni Verhandlung mam direkten Doud oder mat lievenslaange Verkrëppelunge bestrofen!</i>	2014	?	Personne	Fabio Secci

472	Pour l'inscription de la laïcité du service public dans la Constitution 1) L'inscription du caractère laïque du service public dans la Constitution 2) La reformulation de la question prévue par la proposition de loi portant organisation d'un référendum national sur différentes questions en relation avec l'élaboration d'une nouvelle Constitution (6738) sur le financement public des cultes.	2014	247	Groupe organisé	Action Luxembourg Ouvert et Solidaire, Ligue des Droits de l'Homme Asbl
473	Pour une réforme du droit d'établissement	2014	20	Personne	Thomas Segal
474	<i>Abschaffung der Steuerbegünstigung von Dieseltreibstoff</i>	2014	?	Personne	Frederic Becker
475	<i>Géint Feierwierkskierper a Knupperten zu Sylvester!</i>	2014	1524	Personne	Nora Schleich
476	Fixation du délai pour la reconnaissance du droit d'asile à un maximum d'un an et droit au travail si le demandeur d'asile peut se prétendre d'une qualification pour laquelle il existe une forte demande	2015	42	Personne	Humbert Lol
477	<i>Aufhebung der Diskriminierung der Lehrbeauftragten hinsichtlich ihrer Einstufung im Gesetzesprojekt 6465</i>	2015	?	Groupe organisé	Luc Wildanger au nom de ACEN (Association des chargés de l'enseignement national)
478	Pour le soutien et la promotion publique de la nutrition végétarienne et végétalienne	2015	2472	Personne	Camille Germain Muller
479	Stop à la fourrure	2015	347	Personne	Manon Gaudron
480	<i>Petitioun géint Frais de Dossieren bei Krediter a Prêten</i>	2015	100	Personne	Benoit Junk
481	Cannabis fir medizinesch Zwecker ze legaliséieren	2015	274	Personne	Patrick Diederich
482	<i>Recht Op Lëtzebuurger Sprooch</i>	2015	242	Personne	Rick Theisen
483	Pétition contre le Règlement grand-ducal « ouverture de chasse pour l'année cynégétique 2015/16 »	2015	10317	Groupe organisé	Fédération St-Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg
484	L'histoire du Général Patton	2015	?	Personne	Romy Thilmany
485	<i>Fir dass Proprietären d'Immobiliereskäschten bezuelen amplaz de Locataire</i>	2015	119	Personne	David Arlé

486	<i>Fir d'Ofschafe vun der Lëtzebuenger Souveränitéit an Onofhängegkeet a fir d'Annexioun un d'belscht Kinnekräich</i>	2015	?	Personne	Pascal Hansen
487	Nonante-neuf au lieu de quatre-vingt-dix-neuf	2015	36	Personne	Joseph Kiefer
488	Neutralité du genre au niveau de la signalisation routière	2015	24	Personne	Marianne Beissel
489	Contre la fermeture de la Clinique Ste-Marie à Esch-sur-Alzette	2015	?	Groupe organisé	Thomas Klein au nom de la Délégation du personnel
490	<i>Fir en héije Niveau am Stauséi</i>	2015	228	Personne	Pierre Kieffer
491	Instauration d'une législation définissant clairement les devoirs de toute organisation par rapport à la prévention de mobbing/harcèlement moral sur le lieu de travail, ainsi que la détection et gestion efficace de cas de "mobbing".	2015	117	Personne	Jean-Claude Bisenius
492	<i>Fir e sënnvolle "Stage d'entrée en fonction" on der Grondschoul</i>	2015	1650	Groupe organisé	Sonja Delli Zotti au nom de SEW (Syndikat Erziigung a Wëssenschaft) & OGBL
493	<i>Ech wëll, datt an eisem Land d'Fach Lëtzebuergesch als en obligatorescht Haaptfach an der Schoul ugebuede gëtt</i>	2015	?	Personne	Pierre Turk
494	Pour la personnalisation complète des plaques d'immatriculation	2015	240	Personne	Ben Dahan
495	Pour la reconnaissance du travail des chasseurs	2015		Personne	Simone Di Pentima
496	Mise en place d'un macadam permettant de réduire les nuisances sonores à l'arrivée en ville de l'autoroute A4, au niveau du parking Bouillon, sous le tunnel et avant le tunnel.	2015	2	Personne	Andrew Hall
497	<i>Petitioun fir d'Nationalhymn 'Ons Heemecht' als obligatoreschen a pädagogesche Léierstoff an de Schoulen</i>	2015	79	Personne	Joe Thein
498	Etablissement d'un barème officiel de toute prestation d'un avocat	2015	23	Personne	Théodore Bradara
499	Herbicide cancérigène probable: Le Luxembourg doit prendre des mesures immédiates de retrait des pesticides à base de glyphosate.	2015	481	Personne	Pietro Fornara
500	Construction d'un P+R sur les friches de l'Arbed à Rodange à l'identique de celui de Hollerich	2015	22	Personne	Benoît de Vleeschouwer

501	Pour un aménagement adapté des infrastructures routières bordées d'arbres ou autres obstacles similaires	2015	1	Personne	Ivan Stupar
502	Interdiction de la vente des produits alimentaires et autres qui ne correspondent pas aux droits humanitaires des hommes.	2015	61	Personne	Philippe Waxweiler
503	Introduction de la carrière du Bachelor au sein de la fonction publique	2015	1	Personne	Ury Cheryl
504	Pour le remboursement du lecteur de glucose en continu pour les patients insulino-dépendants	2015	1519	Personne	Elizabeth Correia de Sousa
505	<i>Fir d'Aféierung vun engem dräisproochege Memorial</i>	2015	304	Personne	Jeff Reiffers
506	Pétition contre l'insécurité au Luxembourg	2015	1	Personne	Pierre-Alain Horn
507	<i>Eis Kanner sinn zu allem fähig. Fir e richtegt a professionellt Schwammeléieren an der Grondschoul!</i>	2015	7042	Groupe organisé	Marco François Homé En qualité de: Secrétaire général Association: FGFC - Gewerkschaft vum Gemengepersonal
508	Pour la généralisation du tiers payant pour toutes les visites et intervention médicales.	2015	1	Personne	
509	Stop au <i>roaming</i>	2015	263	Personne	Stefano Botta
510	<i>Referendum: Neiwahle fir Lëtzebuerg</i>	2015	3292	Personne	Flavio Menei
511	<i>Haaptsprooch: Letzebuergesch Sprooch</i>	2015	1	Personne	Carlo Bretz
512	Contre le harcèlement moral (mobbing)	2015	1	Personne	Vincenzo Sportelli
513	De Groupe Neiwahlen fuerdert d'Demissioun vun der aktueller Regierung, der sougenannter Gambiakoalitioun.	2015	1210	Association informelle	Daniel Rinck en qualité d'administrateur de l'Association <i>Neiwahlen Lëtzebuerg</i>
514	Pétition pour un accès Internet minimum gratuit, facilement accessible et utilisable pour tous	2015	100	Personne	Rodrigues Carlos
515	Le « burn-out » considéré comme maladie professionnelle.	2015	208	Personne	Claude Eich
516	Impôts supplémentaires pour les frontaliers.	2015	1	Personne	Mickael Ferreira

517	Pour la mise en place d'une plaque commémorative concernant les évacués luxembourgeois de la Seconde Guerre Mondiale.	2015	1	Personne	Claude Eich
518	Pour la mise en ligne d'un traducteur de texte luxembourgeois	2015	1	Personne	Claude Eich
519	Pour les que les emplacements de stationnement pour personnes à mobilité réduite deviennent nominatives dans les quartiers résidentiels.	2015	28	Personne	Cyril Perrichon
520	Pour que les amendes pour les personnes non autorisées qui stationnent sur les emplacements pour "Personnes à mobilité réduite" soient alourdies.	2015	128	Personne	Cyril Perrichon
521	Pour la mise en place d'un circuit touristique Tour du Grand-Duché de Luxembourg	2015	?	Personne	Claude Eich
522	Pour le Gouvernement existant (Bleu, Rouge, Vert)	2015	43	Personne	Jean-Pierre Kirtz- Cettiga
523	<i>Antrag für eine Petition zur Einberufung eines Referendums zur Änderung der luxemburgischen Nationalflagge</i>	2015	526	Personne	Marc Dax
524	Dépénalisation de la consommation et de la détention de cannabis	2015	1869	Personne	Patrick Pereira
525	Pour une plus grande visibilité du drapeau civil luxembourgeois (" <i>Roude Léiw</i> ")	2015	?	Personne	Claude Eich
526	Pour une augmentation significative, régulière et globale du prix du tabac.	2015	?	Personne	Claude Eich
527	Problème des droits d'enregistrement et de transcription en cas de donation en ligne directe	2015	?	Personne	Roger Arend
528	DEMANDE D'AUTORISATION DE DASHCAM LEGALEMENT EN VOITURE	2015	233	Personne	François de Waha
529	Pour un paiement des salaires et pensions des fonctionnaires de l'Etat au choix de la personne concernée	2015	?	Personne	François de Waha
530	<i>D'Allocation d'éducation muss rem agefouert ginn, bis d'Reform vum Congé parental definitiv a Kraaft trëtt</i>	2015	?	?	?
531	Loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public	2015	?	?	?

532	Maintenir le pouvoir d'achat des personnes par le mécanisme de l'ajustement des pensions et de l'index	2015	?	Personne	François de Waha
533	Pour la protection du ciel nocturne	2015	?	Personne	Claude Eich
534	Pour une interdiction de fumer sur les terrasses de café et de restaurant, et sur les quais de gare	2015	?	Personne	Claude Eich
535	?		?	?	?
536	Pour une coopération plus approfondie avec la Russie <i>Fir eng déifgräifend Kooperatioun mat Russland For a thorough cooperation with Russia</i>	2015	?	Personne	Dany Barradas Sobral
537	Pour l'introduction de feux de signalisation à capteur optique au croisement Boulevard Pierre Frieden avec le Circuit de la Foire Internationale.	2015	?	Personne	Fabienne Betz
538	Pour la numérisation intégrale des données de l'Etat et un meilleur accès à ces informations	2015	?	Personne	Claude Eich
539	Pour le développement de l'investissement participatif (<i>crowdfunding</i>)	2015	?	Personne	Claude Eich
540	Internet - mise à disposition d'un accès internet pour tous les fonctionnaires, employés, salariés, ouvriers au sein de leur lieu de travail en vue de pouvoir travailler et s'informer plus efficacement en utilisant tous les avantages du <i>World Wide Web</i> .	2015	?	Personne	Ronny Lommel
541	Dépénalisation de Cannabis / <i>Entkriminalisierung von Cannabis / Dépénalisatioun vun Cannabis / Depenalization of Cannabis</i>	2015	?	Personne	Joao Da Costa
542	<i>Tierquälerei muss härter bestraft werden.</i>	2015	?	Personne	Myriam Mariette Sassel
543	<i>Wunnengskaaf an Loyeren zu Lëtzebuerg sinn ze deier!</i>	2015	?	Personne	Christian Persico
544	Monter la valeur d'un chèque repas à 18 EUR / 20 EUR et l'indexé à l'arrondi supérieur de 10 cents. (pour des raisons pratiques) et conserver le 1/3 participatif de l'employé.	2015	?	Personne	Damien Garot

545	Réduction de 50 % du nombre de signatures nécessaires pour organiser un débat public et optimiser la publication des pétitions	2015	?	Personne	Stefano Botta
546	Tram (LuxTram) ou Bus (Bus à Haut niveau de Services BHNS)	2015	?	Association informelle	François Colling ; En qualité de: Président Association: Asbl Innovatioun Öffentlechen Transport 2015
547	Remboursement d'un capteur de glucose pour les personnes diabétiques	2015	?	Personne	Colette Fränk
548	Primes de nuit obligatoires par la loi	2015	?	Personne	Laurent Hurt
549	Pour un acte commémoratif concernant tous les exodés luxembourgeois de la Seconde Guerre mondiale	2015	?	Personne	Claude Eich
550	Pour que l'Education Nationale enseigne davantage les sciences de l'Univers	2015	?	Personne	Claude Eich
551	<i>Matdeele vun de Chantercher op eise Stroossen 3 Deeg am Virus</i>	2015	?	Personne	Jeff Lorenz
552	imitation de la cylindrée des voitures pour jeunes conducteurs	2015	?	Personne	Massimo Regno
553	Plus de contrôles sur les routes et lois encore plus sévères	2015	?	Personne	Sylvain Backes
554	Pour sécuriser la voie publique - Changement de vitesse	2015	?	Personne	Sylvain Backes
555	Interdire les grosses cylindrées pour les jeunes	2015	?	Personne	Roger Mendes
556	Pour la levée du blocus étasunien contre Cuba, le démantèlement de la base navale étasunienne de Guantanamo et la restitution du territoire à Cuba	2015	?	Groupe organisé	Joël Wunsch en qualité de président Association: Amistad Luxemburgo-Cuba
557	<i>Für die Einführung von Dosen- und Mehrwegflaschenpfand in Luxemburg</i>	2015	?	Personne	Philippe Hulsbosch







LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Chaire de recherche en études parlementaires

<http://www.chaireparlementaire.eu>